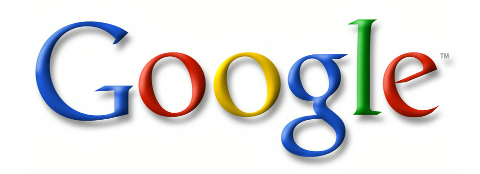



AMORE PATRIÆ

DFX

Fernan de Gerbey



HISTOIRE

DES

GUERRES DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE

DES

GUERRES DES FRANÇAIS EN ITALIE;

CONTENANT le Tableau des Événemens civils, politiques et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain, depuis 1774 jusqu'au Traité d'Amiens, en 1802;

AVEC

Quatre Cartes qui offrent le Théâtre de la Guerre pendant cet espace de temps;

Par JOSEPH SERVAN, Général de Division, Ex-Ministre de la Guerre.

TOME PREMIER.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

DE L'IMPRIMERIE DE GUILLEMINET.

AN XIII—1805.

GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE PREMIER.

Tableau du monde vers la fin du dix-huitième siècle. — Convocation des états-généraux. — Formation de l'assemblée nationale en assemblée constituante. — Le roi accepte l'acte constitutionnel. — Traité de Pilnitz. — Assemblée législative. — Déclaration de guerre contre l'Autriche, la Prusse, le roi de Sardaigne. — Attaque de la Savoie, du comté de Nice, de Genève. — Les Prussiens repoussés au camp de la Lune. — Armée des Alpes. — Armée d'Italie. — Neutralité de Gènes, de la Toscane, de Venise. — Réunion à la coalition de Rome, Naples, la Corse. — L'armée française se soutient dans les Alpes et dans le comté de Nice. — Plan d'une fédération de la part de quelques députés, pour marcher contre la convention. — Il est adopté dans le Midi. — On s'arme à Bordeaux, Marseille, Lyon. — Cette dernière ville est assiégée. — Les Piémontais sont sur le point de reprendre la Savoie. — Les Marseillais étaient déjà entrés dans Avignon. — Le général Kellerman repousse les Piémontais sur les Alpes. — Le général Carteau fait repasser la Durance aux Marseillais, les suit et entre dans Marseille. — Toulon ouvre ses portes aux Anglais et aux Espagnols. — La ville de Lyon est prise. — Siége et prise de Toulon. — Avantages remportés par le général Massena dans le comté de Nice. — Mort de Louis XVI.

HISTOIRE
DES
GUERRES DES FRANÇAIS
EN ITALIE,
DEPUIS 1774 JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE PREMIER.

Depuis la mort de Louis XV jusqu'à celle de Louis XVI.

Du 10 mai 1774 au 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793.)

Il faudrait peut-être laisser à des historiens éloignés du temps où nous vivons, le soin pénible et dangereux d'en écrire les événemens : loin du tumulte des passions et de la présence des témoins, ils y apporteraient peut-être moins de prévention, et plus de courage.

SOMMAIRE

DU LIVRE PREMIER.

Tableau du monde vers la fin du dix-huitième siècle. — Convocation des états-généraux. — Formation de l'assemblée nationale en assemblée constituante. — Le roi accepte l'acte constitutionnel. — Traité de Pilnitz. — Assemblée législative. — Déclaration de guerre contre l'Autriche, la Prusse, le roi de Sardaigne. — Attaque de la Savoie, du comté de Nice, de Genève. — Les Prussiens repoussés au camp de la Lune. — Armée des Alpes. — Armée d'Italie. — Neutralité de Gènes, de la Toscane, de Venise. — Réunion à la coalition de Rome, Naples, la Corse. — L'armée française se soutient dans les Alpes et dans le comté de Nice. — Plan d'une fédération de la part de quelques députés, pour marcher contre la convention. — Il est adopté dans le Midi. — On s'arme à Bordeaux, Marseille, Lyon. — Cette dernière ville est assiégée. — Les Piémontais sont sur le point de reprendre la Savoie. — Les Marseillais étaient déjà entrés dans Avignon. — Le général Kellerman repousse les Piémontais sur les Alpes. — Le général Carteau fait repasser la Durance aux Marseillais, les suit et entre dans Marseille. — Toulon ouvre ses portes aux Anglais et aux Espagnols. — La ville de Lyon est prise. — Siége et prise de Toulon. — Avantages remportés par le général Massena dans le comté de Nice. — Mort de Louis XVI.

HISTOIRE

DES

GUERRES DES FRANÇAIS

EN ITALIE,

DEPUIS 1774 JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE PREMIER.

Depuis la mort de Louis XV jusqu'à celle de Louis XVI.

Du 10 mai 1774 au 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793.)

Il faudrait peut-être laisser à des historiens éloignés du temps où nous vivons, le soin pénible et dangereux d'en écrire les événemens : loin du tumulte des passions et de la présence des témoins, ils y apporteraient peut-être moins de prévention, et plus de courage.

Des malheurs publics, des infortunes particulières, sont nés une multitude d'intérêts, de souvenirs, de haines, de préjugés, qui subsistent encore, et qui rendent difficile l'histoire de la révolution française.

Déjà une foule d'écrivains de toutes les classes, de tous les partis, acteurs ou spectateurs, persécuteurs ou persécutés, ont écrit sur la révolution, et aucun n'a vu les événemens du même œil; nul ne leur a assigné les mêmes causes : selon qu'ils ont été différemment agités, ils ont altéré la vérité de différentes manières; les uns par l'envie de flatter, ou de dénigrer les gouvernans et leurs agens; les autres parce qu'ayant perdu tout courage, ils ont cessé de prendre intérêt à la chose publique, qu'ils ont regardée comme le patrimoine des factions.

A la vérité, les faits militaires sont peut-être un peu moins exposés aux

passions et aux fictions. Cependant comment s'assurer de la véracité de ceux qui les ont fait connaître, et qui souvent ne sont pas d'accord entre eux ? On sait avec quel soin, pendant la guerre révolutionnaire, on exagérait nos victoires, et on réduisait à rien nos pertes. D'ailleurs, comment oser écrire sous les yeux de tant de personnes qui, acteurs ou auteurs de tant de triomphes, ayant à peine le temps d'agir, n'avaient pas celui d'observer, ou de consigner dans leurs mémoires, les causes véritables de tant de succès, succès dus presque toujours à la bravoure des chefs et à celle de ces volontaires aux yeux desquels le courage le plus intrépide, le dévouement le plus inoui, étaient un devoir à remplir, ou une dette à acquitter envers la patrie ?

Néanmoins, au milieu de ces obstacles, dont je ne saurais me dissimuler tous les dangers, il ne m'est pas

permis de m'arrêter. Entraîné par l'intérêt d'un sujet où brille la gloire de la nation, fort de l'avantage de n'être pas aigri par l'adversité, je tâcherai de mériter l'estime et l'indulgence du lecteur; sans prévention, comme sans haine, je dirai avec sincérité le bien comme le mal, ce que je crois enfin la vérité.

Pendant toute la durée du dix-septième siècle, et assez avant dans le dix-huitième, le globe avait été fatigué par des guerres continuelles, des tremblemens de terre, des volcans, des pestes, de grandes variations dans presque tous les états, de grands changemens dans la politique, le commerce, les sciences, les arts, les mœurs, les usages. La raison avait fait, il est vrai, de grands pas vers le bonheur des hommes; mais, entraînée par l'empire de l'habitude, la majorité des peuples revendiquait un grand nom-

bre de préjugés; quelques sages, plus courageux, avaient eu la force de les combattre; la multitude en était encore la victime. On jouissait depuis plusieurs années d'une paix qui avait ramené l'abondance, augmenté le luxe, multiplié les jouissances, lorsque les deux mondes furent agités par de grandes révolutions, inséparables de l'ordre social.

AMÉRIQUE.

Les Espagnols avaient divisé le Mexique et le Pérou en différentes audiences ou tribunaux, sous l'autorité d'un vice-roi; ils avaient fixé la demeure de celui du Mexique à Mexico, qui est la ville la plus régulière et peut-être la plus belle de l'univers. Ils y avaient multiplié les vastes hôpitaux, les superbes palais et des temples magnifiques. Le vice-roi devait habiter à Lima; cette ville le disputait à Mexico

en grandeur, en population, en édifices publics et en richesses.

Le Mexique, connu, depuis l'établissement des Espagnols, sous le nom de la Nouvelle Espagne, avait été habité, après la conquête, par un peuple mixte, composé d'Indiens, d'Espagnols, d'autres Européens et de Nègres; dès-lors ce fut chez les Indiens, qui conservèrent la liberté dans les montagnes, qu'il fallut chercher le caractère primitif des Mexicains, leur génie et la véritable empreinte de la nature. Braves, généreux, humains, avec des mœurs pures, ils s'occupent de la pêche, de la chasse, de l'agriculture; ne sèment, ne plantent que les choses nécessaires à la vie; perpétuellement affligés par le souvenir de ce qu'ils ont été, ils dédaignent les agrémens et les superfluïtés dont la jouissance tourmente les Européens. On pourrait les comparer aux Péruviens, sous ce rapport.

Dans l'un et l'autre de ces vastes royaumes, les conquérans espagnols avaient introduit la servitude personnelle, qui a rendu les Indiens si malheureux; ils avaient distribué aux colons espagnols les terres des indigènes, qu'ils firent esclaves sur leur propre bien; obligés de travailler au profit de leurs nouveaux maîtres, soumis à des châtimens rigoureux et avilissans, s'ils osaient désobéir, ou se plaindre de leur sort. Cependant les deux grands royaumes du Mexique et du Pérou, qui étaient et sont encore les deux plus beaux fleurons de la couronne du roi d'Espagne en Amérique, ne la composaient pas toute entière : outre une assez grande quantité d'îles, dont quelques-unes sont très-vastes, les Espagnols s'étaient établis dans une grande partie de la Californie, du nouveau Mexique et de la Floride; dans la nouvelle Castille, la nouvelle Grenade,

la nouvelle Andalousie et le Paraguai, si fameux par les institutions sociales qu'y avaient formées les jésuites. Dans ces immenses possessions, le territoire est aussi varié que le climat; dans plusieurs, on ne voit que de vastes plaines, des champs fertiles, de gras pâturages, des prairies arrosées; d'autres, au contraire, n'offrent à la vue que des déserts arides, des lacs bourbeux, des montagnes escarpées, d'immenses forêts. Ici on est brûlé par le soleil, là glacé par le froid; les cantons même les plus favorisés sont exposés à des fléaux qui auraient dû à jamais en éloigner les humains: mais ce sont ces différens pays qui fournissent aux Espagnols la laine, le coton, le sucre, la soie, la cochenille, le chocolat, le miel, les plumes, du bois de teinture, du sel, du suif, du tabac, du gingembre, des plantes odorantes et médicinales, de l'ambre, des perles, des pierres pré-

cieuses, de l'argent et de l'or. Les Portugais s'étaient fixés dans le Brésil, qui confine au Paraguai et fait partie de l'Amérique Méridionale. Ce pays est remarquable par sa fertilité, ses richesses et son étendue; il est gouverné par un vice-roi, et fournit aux Portugais à peu près les mêmes productions que le Pérou et le Mexique aux Espagnols. Les Hollandais, qui avaient eu des vues sur le Brésil, ayant été repoussés par les Portugais, s'étaient jetés à côté, dans la Guiane, où, à force de travaux, ils avaient rendu habitable et productif ce terrain bas et marécageux, ainsi que quelques-unes des îles qui l'avoisinaient; ils avaient donné le nom de Surinam à la principale ville. Les Français s'étaient aussi approchés de la Guiane, en s'arrêtant dans l'île de Cayenne, où ils s'étaient adonnés avec succès à la culture du café et des cannes à sucre.

Quand les Français et les Hollandais voudront s'enfoncer dans ce vaste continent, ils pourront y former des établissemens immenses, et arriver jusqu'au Paraguai.

L'Amérique Septentrionale sembla être devenue plus particulièrement la propriété des Anglais et des Français; les derniers avaient occupé d'abord les deux grands fleuves de Saint-Laurent et du Mississipi; les Anglais avaient préféré les pays intermédiaires : mais, dans ce continent, les Français et les Anglais n'avaient pas trouvé, comme les Espagnols dans le Mexique et dans le Pérou, des peuples civilisés, des richesses immenses et de riches productions; la nature ne leur offrait que de vastes forêts, et ils avaient eu à combattre des sauvages errans, ennemis redoutables que ni l'appât du gain ni le desir du pillage n'engagèrent jamais à troubler les établissemens des nou-

veaux colons, mais qui furent animés par la vengeance et une haine implacable contre les usurpateurs de leurs anciens domaines : haine qui s'accrut par la conduite impolitique des Anglais et des Français, qui, dans leurs querelles, cherchèrent à s'appuyer de l'alliance de ces sauvages. Bientôt après ils leur fournirent des armes, leur en apprirent l'usage, et se mirent plusieurs fois à la tête de ces expéditions, dont la fin était toujours l'extermination des prisonniers.

On trouve une différence essentielle entre les entreprises sur ces côtes septentrionales et les éruptions européennes sur les territoires méridionaux. Ici l'on avait pour but la recherche de l'or et de toutes les richesses du luxe; appelés au contraire sur les bords sauvages de l'Amérique du nord, presque tous les aventuriers y cherchaient une ressource contre le besoin, ou un asile

contre les troubles qui agitaient leur patrie.

Les nouveaux habitans de l'Amérique Septentrionale, peu satisfaits sans doute du nouveau continent, dont le sol et le climat leur parurent peut-être moins favorables que ceux de plusieurs îles où le hasard les avait fait aborder, s'empressèrent de transporter le siége de leurs principaux établissemens aux Bermudes, aux Lucaies et dans les Antilles. Les Antilles, ainsi nommées du mot *antè*, parce qu'on les rencontre avant d'aborder au continent de l'Amérique, étaient la possession des différens peuples qui se partageaient les deux Amériques. On les divisa en grandes et petites : les grandes comprirent Saint-Domingue, Cuba, la Jamaïque et Porto-Ricco ; les petites renfermèrent toutes les autres îles qui composent ce vaste archipel..... Les Antilles pouvaient possé-

der toutes les productions des deux Amériques, à l'exception du blé. Les Anglais s'établirent à la Jamaïque, les Espagnols à Cuba, à Porto-Ricco, à Saint-Domingue, qu'ils partagèrent bientôt après avec les Français. Les petites Antilles, possédées d'abord en grande partie par les Espagnols, passèrent successivement entre les mains des Français, des Anglais, des Hollandais et des Danois. Cependant ces différens pays ne tardèrent pas à devenir infiniment importans aux différens états de l'Europe, dont les peuples, immigrés, fécondèrent en peu d'années les établissemens.

L'Espagne et la France y établirent, sans beaucoup de peine, leur régime absolu; il n'en fut pas de même de l'Angleterre : elle perdit la plus grande partie de ses colonies continentales pour avoir voulu les soumettre au parlement britannique, ou plutôt aux

volontés du roi et de ses ministres. (1)

Le reste de l'Amérique continentale et des îles qui forment l'archipel du Mexique, n'avait éprouvé aucun changement important.

ASIE.

Les invasions répétées des Mogols firent couler des flots de sang, jusqu'au moment où un prince de cette nation monta sur le trône de Dehli; alors l'Inde fut divisée en trois espèces d'habitans : les Indous, les Mahométans, les Mogols, qui ne cessèrent de se déchirer.

Le souverain qui précéda Aureng-Zeb partagea l'Indoustan en soubabies, en circars, en purgannals; et les mesures qu'on adopta alors pour ces différentes divisions et subdivisions de l'empire, sont encore en vigueur aujourd'hui.

Ce fut sous le règne de Mahmoud-

Scha, en 1738, que Thamas Kouli-Kan, usurpateur du trône de Perse, (2) fit une invasion dans l'Indoustan; il y suivit la conduite de Timur. Après avoir épuisé cet empire, il retourna en Perse. Le départ de Thamas n'avait pas rendu le repos à l'Indoustan, où les omrahs s'efforçaient à l'envi de se rendre indépendans dans leurs gouvernemens, et où le visir se rendit souverain du Décan. Les provinces du Bengale, du Béhore et d'Orixa, étaient démembrées par Ali-Verdi-Kan...... Ali-Mahmoud arrachait, les armes à la main, la zémindarie de Sirhind; enfin on promettait la soubabie de Lahore à l'omrah qui voudrait défendre cette frontière contre Abdhalah, qui, après s'être enrichi des dépouilles de Thamas, maître du Corassan, de Lahore et de toutes les provinces au nord de l'Indoustan, fondait sur lui avec une puissante armée.

Alors s'élevait dans l'Indoustan une puissance qui devait un jour devenir formidable. Sewagi, s'étant rendu indépendant en 1674, se fit roi de sa propre autorité; après avoir résisté au despotisme, il créa, seul, un état indépendant, malgré le plus redoutable prince de l'Indoustan, Aureng-Zeb. Le fondateur de la puissance des Marattes mourut le 5 avril 1680, très-regretté de ses nouveaux sujets. Sa mort ne les découragea pas, leur fortune alla croissant avec leur courage; mais il n'existe aucun renseignement pour remplir le vide depuis 1689 jusqu'à 1745, où les armes européennes commencèrent à briller avec tant d'éclat dans l'intérieur de l'Inde.

On vit tout à coup, dans le Maissour, un homme extraordinaire, célèbre depuis sous le nom d'Haider-Ali, né en 1728, de Nadi-Saëb, possesseur du pays et de la forteresse de Bengue-

lour : la guerre de Chauda-Saëb et des Français à Mahomet-Ali, le mit à portée de se perfectionner dans l'art militaire. La paix signée entre les Européens avait rendu Haider à son pays, où il avait été suivi d'un grand nombre de Français; bientôt le roi de Maissour le fait généralissime de son armée : une sage administration, des victoires sur les Marattes et sur les Patanes, de vastes territoires reconquis, de grands tributs recouvrés, lui firent donner le titre de *Souba de Scirra* par Bazatet-Zing ; il ne tarda pas de s'emparer des royaumes de Bednore, de Cananor et de Calicut. Ces deux états et la côte de Malabar étaient remplis de mapelets[1] persécutés par les naires; Haider prend leur défense. La mort du samorin, plusieurs vic-

[1] Les mapelets étaient les Juifs, les Arméniens du Malabar.

toires remportées sur les naires, la prise de Paniani et la soumission du roi de Cochin, inspirèrent au nouveau souverain du Maissour le projet de rassembler les débris dispersés de l'empire d'Aureng-Zeb; mais, pour le remplir, il avait à vaincre des ennemis plus formidables que les Indiens, auxquels il avait eu affaire jusqu'alors.

La Compagnie des Indes anglaise s'était emparée de plusieurs provinces du superbe pays de l'Indoustan; (3) leur puissance devait s'opposer aux grands desseins d'Haider : élevé pour ainsi dire dans les camps français, compagnon d'armes du célèbre Bussi, Haider avait plusieurs fois signalé son courage contre les Anglais. Sa haine s'accrut avec sa puissance, et prépara cet orage formidable qui fondit sur les possessions britanniques dans l'Indoustan. La puissance de la Compagnie

anglaise dans l'Inde était alors à son plus haut degré; ses forces, dans ses différentes possessions, s'élevaient à quatre-vingt-dix mille hommes, dont le plus grand nombre était composé de quelques soldats d'Europe, et de beaucoup de cipayes : les troupes de ses alliés se montaient à vingt-cinq mille combattans. Le sentiment d'un commun danger, les lettres d'Haider, ses ambassadeurs, son éloquence, sa réputation, avaient réuni sous ses drapeaux, contre les Anglais, une grande partie des puissances de l'Indoustan; il était à la tête de deux cent mille hommes, dont vingt mille de cavalerie, au moment où il marcha contre cette nation qu'il paraissait si bien connaître. (4) Il commence la campagne, force le général Smith à prendre la défensive, à se tenir renfermé dans son camp, tandis que le roi de Maissour s'empare de plusieurs villes,

et que le brave Moctun bravait le général anglais dans ses retranchemens, et lui enlevait ses convois.

Haider, trahi et battu à Tirnumale, continua cependant de faire tête au général Smith ; pour s'opposer aux progrès de Nizam et des Anglais, il envoyait secrètement dans le Canara son fils Tippo : celui-ci, jaloux d'acquérir de la gloire, était arrivé devant le camp des Anglais avec la rapidité de l'éclair ; il attaqua l'armée, la mit en déroute et la poursuivit jusque dans les rues de Mangalour, où il entra pêle-mêle avec les fuyards. (5) Haider arrive le lendemain de cette victoire, marche devant Ascola, oblige le général Smith, pour venir au secours de cette place importante, de lever le siége de Ballapour, et d'évacuer les possessions d'Haider. Ainsi, sans livrer un seul combat, le roi de Maissour recouvra tout ce qu'il avait per-

du, vit revenir à lui son beau-frère Mirza et plusieurs alliés avec de grandes forces, enfin ses succès et la terreur de son nom redoublèrent la crainte et jetèrent la division parmi ses ennemis. Dès cet instant, Haider, volant de succès en succès, s'avance jusqu'à sept lieues de Madras; et, au moment où les Anglais se préparaient à lui disputer le passage de la rivière de Saint-Thomas, il disparaît tout à coup: vainement on cherche les traces de sa marche; il était aux portes de Madras, où il dictait la paix au conseil de la Compagnie anglaise, le 3 avril 1769. (6)

Les Anglais, devenus auxiliaires en apparence de différens princes de l'Inde, s'étaient rendus souverains du Bengale, faisant, défaisant et refaisant les soubabs, se couvrant de leurs noms, se jouant de leur autorité, et mettant ouvertement leur dignité à l'enchère;

dernagor, Mahé et Pondichéri, mais de la manière la plus humiliante. Haider-Ali, les Marattes, la France et le soubab du Décan, venaient de s'unir, en 1779, contre la puissance anglaise dans l'Inde; jamais danger plus imminent n'avait menacé les établissemens britanniques; il ne s'agissait de rien moins que d'expulser les Anglais de l'empire mogol.... Les Marattes de Poonah devaient occuper dans le Guzarate l'armée anglaise aux ordres du général Goddar; Haider-Ali devait envahir le Carnatic; le soubab du Décan se réservait l'attaque des Cirkars septentrionaux, et les Marattes du Bérar étaient destinés à se jeter dans le Bengale. Les trois principales armées des Anglais allaient alors se trouver sans communication entre elles, et par-tout attaquées par des forces supérieures : du côté de la France, une flotte, commandée par le bailli de

l'année suivante, le gouvernement supérieur du Bengale eût vu son armée contrainte de signer une honteuse capitulation, en défendant l'assassin Ragobah, ce conseil ne manqua pas de soutenir, par la force, une agression qu'il avait affecté de désapprouver en paroles. Néanmoins ni la marche brillante du général Goddar, en 1778, à travers les états des Marattes, jusqu'à la côte du Malabar, ni les conquêtes des Anglais dans le Guzarate et jusqu'aux pieds des Gauts, n'expieront, aux yeux de la postérité, les torts de cette guerre : personne ne doutera que la Grande-Bretagne n'eût dépouillé les Marattes, si la nécessité de désunir les nombreux ennemis qui s'étaient armés contre elle, ne l'avait obligée de leur offrir la paix et de se borner à l'acquisition de Salcette.

La France, accablée de revers, avait recouvré, à la paix de Paris, Chan-

Paris, achevèrent de tirer la Grande-Bretagne de la terrible crise qui allait lui faire perdre ses plus riches colonies.

Ce fut à l'époque de cette paix qu'on vit Madhajée-Sindia, après avoir commencé ses conquêtes à l'est, et sur-tout au nord et à l'ouest de Malva, tourner ses armes vers le nord, au-delà de Dély, en s'étendant à l'ouest, et s'emparer de l'empereur de l'Indoustan; celui-ci, ayant eu le bonheur de lui échapper en 1788, laissa sur le trône son fils Shah-Zadah, qui règne fictivement, et en qui la dynastie de Tamerlan est destinée à finir.

Des débris de cet empire s'est accru et s'accroît encore le pouvoir des seicks, devenus maîtres de presque tout le Moultan, au sud, de tout le territoire qui s'élève au nord, vers les montagnes de Cachemire et du Thibet; enfin de la partie occidentale de la soubabie de Dély, en s'approchant de la na-

babie Doude, poste avancé du Bengale : les limites des seicks vont jusqu'à Jumnah, et leurs excursions jusqu'au Gange.

Ainsi c'est dans l'espace compris entre Agra et Dély, que les conquêtes des seicks du nabab Doude, vassal de l'Angleterre et de l'état formé par Madhajée-Sindia, sont au moment de se rencontrer dans le milieu de l'Indoustan.

La Perse continuait d'être fatiguée, déchirée et dévastée par les différens prétendans qui s'en disputaient la couronne.

EUROPE.

La tranquillité de l'Europe, au moment où mourut Louis XV, fut troublée par le soulèvement de l'Amérique contre l'Angleterre : la formation des États-Unis, et l'indépendance de la plus grande partie des habitans

de l'Amérique septentrionale, en furent la suite.

Cette guerre cependant ne se fit qu'entre les Américains, les Anglais, les Français et les Espagnols; les autres puissances de l'Europe restèrent neutres; mais, pour faire respecter cette neutralité, les puissances maritimes furent obligées de s'unir entre elles.

Le traité de Paris ramena la paix, et le commerce vint de nouveau resserrer les relations entre les différens peuples du monde.

La Porte paraissait avoir à se plaindre de la Russie; ses prétentions à la suzeraineté de la Géorgie, ses hostilités contre les habitans du Caucase, les intrigues dans l'Archipel et dans la Grèce, le desir manifesté par Catherine de les chasser de l'Europe et de ressusciter l'empire d'Orient, ses intrigues en Égypte, sa conquête de la Crimée, la création d'une flotte

formidable à Kerson et à Sevostopol, ses liaisons avec le cabinet de Vienne, son voyage avec l'empereur Joseph II dans ses nouvelles conquêtes, le ton menaçant de son ambassadeur, déplaisaient au divan.

D'un autre côté, on accusait la Porte, à Pétersbourg, d'exciter la Perse contre la Russie. L'impératrice, avide de gloire, enivrée de ses succès, croyait n'avoir pas assez agrandi ses états, par le partage de la Pologne et l'envahissement de la Crimée. La Prusse et l'Angleterre, inquiètes du traité de commerce que la France venait enfin de terminer avec la Russie (1787), cherchaient à persuader aux Turcs que le cabinet de Versailles les abandonnait pour s'unir contre eux à la Russie. Le voyage de Catherine en Crimée, le rassemblement de cent mille Russes en Ukraine, un camp de soixante mille Autrichiens sur les frontières de la

Silésie, accréditèrent cette opinion. Une déclaration de guerre entre la Porte, la Russie et l'Autriche, en fut le fruit.

Le Danemarck, constant dans sa neutralité, était uniquement occupé à étendre son commerce et à augmenter sa prospérité.

La Suède gémissait du triomphe de son roi, qui, plein de vanité et d'ambition, peu content de ses envahissemens sur l'autorité du sénat, attendait, avec impatience, des occasions pour agrandir son pouvoir et ses états.

La Pologne paraissait résignée aux pertes qu'elle n'avait pas su empêcher, et n'en conservait pas moins un ardent desir de vengeance, qu'elle crut pouvoir satisfaire au moment où la guerre s'allumait dans l'Orient.

La Prusse était menacée de perdre le grand Frédéric, et de voir son neveu, qui avait donné de si grandes

espérances, s'abandonner à ses fantaisies, à ses plaisirs, au charlatanisme des illuminés, et laisser aller les rênes d'un gouvernement tenues avec tant de fermeté par son oncle. Elle méditait cependant l'envahissement de Dantzick, et profitant de la conduite aussi faible qu'inconséquente de la France envers les patriotes hollandais, elle envoyait en Hollande vingt mille Prussiens, sous les ordres du duc de Brunswick, qui, n'ayant trouvé aucun obstacle dans sa marche, enchaîna de nouveau, en moins de vingt jours, les Provinces-Unies sous la puissance du stathouder; ce qui donna à la Prusse une assez grande influence en Europe.

Sous un électeur et des lois très-sages, la Saxe réparait rapidement les maux qui l'avaient accablée pendant la guerre de sept ans.

La république de Hollande était mal constituée. Sept provinces indé-

pendantes entre elles, et réunies seulement pour la paix, la guerre et les alliances, quelques généralités, plusieurs villes, sans droits de représentation, formaient un corps trop peu solide et trop faible; les stathouders ayant trop peu de pouvoir par les lois, et trop d'influence par le fait, occasionnaient continuellement des troubles qui devinrent très-violens en 1786, sous le gouvernement de Guillaume V, qui montrait toute l'ambition de ses ancêtres, sans avoir hérité de leurs talens. Ce prince voulut étendre les priviléges de ses prédécesseurs, en écrivant des lettres pour influencer l'élection des magistrats des villes et des députés aux états : il espérait, par ce moyen, réunissant la puissance législative au pouvoir exécutif, ne plus voir de bornes à son autorité. C'était mal choisir son temps. Le parti des patriotes, aidé par le mécontentement

national, et soutenu par le gouvernement français, s'éleva fortement contre les abus de l'autorité stathoudérienne : il y eut un soulèvement général. Le stathouder voulut réprimer, par un édit, la liberté de la presse ; il fit marcher des troupes contre les villes d'Hattem et d'Elbourg. Cette démarche imprudente fut le signal de la guerre civile : elle fut excitée par le gouvernement anglais, qui ne pouvait supporter de voir la république tranquille et heureuse, sous la protection de la France, et par les patriotes ardens qui desiraient l'entière abolition du stathoudérat. La mort du grand Fréderic, en changeant la face des affaires, offrit au prince d'Orange un appui que la sagesse politique de Frédéric lui avait constamment refusé. Le nouveau roi de Prusse, poussé par son ministre Hertzberg, prit ouvertement le parti de la princesse d'Orange, sa

sœur. En vain le cabinet de Versailles était parvenu à faire accepter un accommodement qui consolidait le bonheur de la république, rétablissait sur des bases plus solides l'autorité du prince et la liberté du peuple, satisfaisait la Prusse, tranquillisait la France, et garantissait l'Europe des calamités de la guerre ; il était trop contraire aux vues ambitieuses du cabinet britannique ; il cherchait par tous les moyens à s'y opposer. Pour y réussir, l'ambassadeur d'Angleterre décide le prince d'Orange à rejeter toutes les propositions qu'il paraissait d'abord avoir approuvées. Une démarche si imprévue enflamma le courroux des hommes attachés à la liberté, réduisit au silence les amis de la paix, rompit toute négociation. L'envoyé extraordinaire de Prusse retourna à Berlin ; celui de France à Paris. Le prince d'Orange fit avancer ses troupes ; les

patriotes prirent les armes ; la république devint un champ de bataille, et chacune de ses assemblées fut un théâtre d'intrigues et de discordes. Cependant, au moment où les esprits étaient le plus animés, où le stathouder était dépouillé de tous ses emplois par les États de Hollande, on persuada à la princesse d'Orange de se rendre à la Haye, où étaient assemblés les États, et où l'on croyait avoir préparé un soulèvement en sa faveur. La princesse, arrivée sur la frontière, est arrêtée par un poste militaire, à Welche-Sheis. Frédéric Guillaume exige des États une réparation pour sa sœur, et fait marcher en Westphalie vingt mille hommes, sous les ordres du prince de Brunswick. Si la France eût alors rassemblé quelques troupes à Givet, comme on en avait d'abord donné les ordres, le prince de Brunswick n'aurait pas continué sa marche,

le roi de Prusse ne voulant pas s'engager dans une guerre avec cette puissance; mais, en apprenant que les Français n'avaient pas un seul corps de troupes sous les armes, le prince de Brunswick, convaincu que la célérité de son exécution en assurerait le succès, arriva sans obstacle à la Haye : il ne lui fallut que quelques jours pour faire recouvrer au stathouder toute sa puissance, et donner à la princesse d'Orange les moyens d'exercer arbitrairement ses vengeances. L'Angleterre alors redevint maîtresse des mers, et la France vit disparaître la considération que lui donnaient ses forces, sa position et ses derniers succès dans les deux Indes.

L'empereur Joseph II, découragé par les résultats de la guerre de sept ans, et de celle pour la succession de Bavière, en 1778, avait renoncé forcément à reconquérir la Silésie, et à

exécuter ses projets sur la Bavière ; il avait aussi été obligé de renoncer en grande partie à ses projets de réforme dans les provinces de la Belgique, où ses innovations, ayant mécontenté le clergé et une partie de la noblesse, avaient donné lieu à des plaintes, à des séditions, à des soulèvemens. Sans le duc des Deux-Ponts, qui devait posséder la Bavière, sans la Prusse, qui n'aurait pas vu d'un œil tranquille l'agrandissement de la maison d'Autriche, l'électeur aurait cédé aux menaces et aux sollicitations de Joseph II.[1]

La Suisse continuait de jouir dans les grands cantons, plutôt de la tranquillité que de la liberté, qui semblait s'être réfugiée dans ses montagnes les moins fréquentées.

L'Italie, qui avait le bonheur de posséder la paix depuis près de quarante années, semblait ne devoir plus

être agitée par les orages qui ébranlaient le reste du monde.

Venise était toujours sous les ordres d'un sénat non moins méfiant que tyrannique.

Gènes, sous la protection de la France, soutenait un commerce lucratif qui multipliait dans ses murs le luxe, l'abondance et les jouissances.

Le roi de Sardaigne, assuré des intentions favorables des cabinets de Vienne et de Versailles, jouissait mollement de son pouvoir, sans s'occuper de la prospérité et du bonheur de ses sujets.

A Naples, des liaisons secrètes avec l'Angleterre faisaient croire à une tranquillité imperturbable pour ce royaume, où les souverains voyaient avec indifférence se désorganiser l'agriculture, le commerce, les troupes de terre, la marine et les mœurs.

Le duc de Toscane, occupé à dimi-

nuer dans ses états les abus et les préjugés, était estimé des gens sages; aimé du peuple, dont il voulait le bonheur; blâmé des grands, dont il diminuait le despotisme.

Le pontife ecclésiastique était aussi nul en Europe, qu'un simple pasteur de France; et on ne parlait de Rome, que pour citer ses monumens, ses statues et ses tableaux.

L'Espagne continuait d'être la puissance la plus riche et la plus pauvre du monde.

Le Portugal était tributaire et dépendant de l'Angleterre.

Fatiguée d'une guerre d'environ six années, soutenue sur toutes les mers et dans les deux Indes, la puissance britannique, étonnée de la perte de ses colonies en Amérique, méditait les moyens de s'en venger aux dépens des différentes puissances prépondérantes de l'Europe, dans le cabinet desquelles

elle ne cessait d'intriguer, de jeter des semences de soupçons, de haines et de divisions. Pour se venger de la perte des États-Unis, pour s'assurer les moyens de ne pas voir diminuer son commerce, l'Angleterre ne cessait d'intriguer dans les différens cabinets, afin d'agiter de nouveau l'Europe; et bientôt elle n'eut que trop à se louer d'avoir réussi au-delà de ses espérances.

La France, trop enorgueillie peut-être d'avoir contribué à l'indépendance des Etats-Unis, goûtait sous un roi excessivement faible une tranquillité et une prospérité apparentes; elle venait de terminer assez glorieusement une guerre qui avait porté le dernier coup à ses finances, elle semblait l'ignorer. Renverser la puissance anglaise dans l'Inde, lui enlever le Canada, et peut-être la Jamaïque, n'eût pas été une entreprise impossible: la

France n'avait rempli aucun de ces objets. Cependant, après avoir laissé partager la Pologne, humilier et enchaîner les patriotes en Hollande, passer Dantzick sous la domination prussienne, déclarer la guerre à la Turquie, la France aurait encore pu réussir à former une alliance avec la Russie, l'Espagne et l'Autriche, pour s'opposer à l'ambition menaçante des Anglais et des Prussiens : par cette alliance elle eût sauvé la Pologne, rassuré la Turquie, contenu la Suède, forcé l'Angleterre et la Prusse à souscrire pour la Hollande à des arrangemens qui eussent ramené tous les partis, sans les fautes trop multipliées, les conseils temporiseurs, la faible politique du ministre de Loménie-Brienne, et les intrigues trop heureuses de la cour de Londres.

FINANCES.

Les finances étaient à peu près dans le même état chez les différentes puissances de l'Europe ; preque toutes, avec des dettes, avaient adopté le systême ruineux des emprunts, qui n'avait été bien régularisé qu'en Angleterre. En France, la recette dans les finances était élevée au point, que plusieurs provinces ne pouvaient payer la totalité de leurs impositions ; des paysans, en assez grand nombre, abandonnaient le champ de leurs pères, dans les pays arides ou d'une culture difficile, là où les récoltes ne pouvaient couvrir les sommes que des collecteurs impitoyables venaient exiger d'eux.

La dépense surpassait les moyens d'y pourvoir ; le désordre de la cour était au comble : sans une grande réforme l'état était menacé d'une banqueroute générale. Le roi le sentait,

il n'avait pas le courage de réformer les abus.

MILICE.

Le grand Frédéric paraissait avoir poussé l'art de la guerre à son dernier point de perfection; et, dans toute l'Europe, on citait le militaire prussien pour modèle. Celui de France n'avait malheureusement pas à se glorifier de beaucoup d'officiers supérieurs en état de soutenir l'ancienne réputation de ses armées; et, de toutes les classes, c'était celle des officiers de l'Europe qui était généralement la moins instruite.

COMMERCE.

On s'était imaginé que l'indépendance des États-Unis allait ravir aux Anglais une grande partie de leur commerce; que la France, qui venait

de faire de si grands sacrifices en faveur des Anglo-Américains, en profiterait : l'on se trompa. La Grande-Bretagne ayant sur la France l'avantage incalculable de pouvoir faire de plus longs crédits, d'avoir à sa disposition une plus grande quantité de matière première ou manufacturée, une marine marchande beaucoup plus nombreuse, des négocians et des capitalistes plus riches, l'argent à un intérêt fort au-dessous de celui qu'on pouvait se procurer en France ; enfin parlant la même langue que les Américains, et ayant facilement renoué avec eux ses liaisons d'habitudes, d'usages, de mœurs et de parenté, n'eut pas de peine à s'emparer d'un commerce qui, loin de diminuer, devint plus étendu par rapport à la rapidité avec laquelle la population augmente chaque année dans les États-Unis.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Les maximes des économistes français s'étaient répandues en Europe avec la langue française; on commençait à goûter leurs principes contre l'oppression, la barbarie des lois, la dureté dans l'administration ; on parlait du respect pour le sang des hommes. On desirait sur-tout un changement dans les réglemens du fisc, et dans ces lois de police qui enchaînaient tout à la fois les hommes, leurs pensées, leurs actions, leurs paroles, leur industrie.

Ces principes se propagèrent aussi en France, sous M. Turgot; l'on y vit Louis XVI approuver l'abolition des corvées et du supplice de la torture, s'occuper des pauvres, des prisonniers et des malades.

RELIGION.

Après la religion mahométane, qui comptait des prosélytes dans les trois

anciennes parties du monde, la religion réformée était devenue une des plus étendues sous différentes dénominations : protestans, luthériens, anabatistes, zuingliens, anglicans, presbytériens, moraves, quakers, etc. A l'exception de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, d'une partie de l'Allemagne, de la Suisse et de la France, la religion apostolique et romaine était repoussée de la partie majeure de l'Europe; et, dans les pays où elle était tolérée, le haut clergé vieillissait paisiblement dans la plus grande indifférence sur les intérêts de la religion, tandis que le bas clergé semblait voir augmenter tous les jours son ignorance; et que l'un et l'autre, avec un dégoût bien caractérisé pour les fonctions ecclésiastiques, préféraient la jouissance des plaisirs scandaleux à la considération, et l'oisiveté aux vertus utiles.

Quelques corps religieux cependant s'étaient consacrés à l'instruction de la jeunesse, d'autres, aux recherches historiques. La congrégation de l'Oratoire citait dans ses annales, comme la postérité, les noms à jamais célèbres de Massillon, de Mallebranche, d'Houbigant; les bénédictins avaient défriché le champ inculte et aride de la chronologie du monde, et des premiers âges de l'histoire de France : tous ces ordres ecclésiastiques avaient hérité de l'amour des lettres et des sciences, dont les solitaires de Port-Royal avaient donné l'exemple sous Louis XIV, et que les jésuites avaient partagé après avoir détruit leurs pieux ennemis. La philosophie naissante, en plaisantant sur les disputes théologiques, depuis Pascal jusqu'à Voltaire, les avait rendues moins fréquentes; mais elle n'avait pu empêcher la condamnation d'Olavidès. (7)

SCIENCES ET ARTS.

Les sciences exactes continuaient de faire des progrès; graces à la chimie, les arts se perfectionnaient, l'agriculture était devenue une science soumise à des principes, des expériences et des calculs; les manufactures jouissaient de tous les avantages de la division du travail, et du perfectionnement de la mécanique.

MŒURS ET USAGES.

L'éloquence de J. J. Rousseau avait inspiré aux mères le desir salutaire de nourrir leurs enfans, et de ne plus les garrotter dans des langes. Les femmes avaient assez généralement adopté le costume grec, les hommes étaient vêtus avec une grande simplicité; et l'élégance, la propreté, les formes agréables des vêtemens s'étaient répandues jusque dans les classes du peuple. Les

bonnes mœurs, méprisées à la cour et chez les hommes opulens, s'étaient réfugiées dans les classes laborieuses de la nation.

Le pape Ganganelli était mort le 21 ou 22 octobre 1774; on venait de placer sur la chaire pontificale le cardinal Jean-Ange Braschi, sous le nom de Pie VI. (8)

La Russie menaçait l'empire ottoman de sa destruction totale, par l'occupation de la Crimée.

Joseph II, au milieu de ses vastes projets, battu par les Turcs, alarmé par les Prussiens, inquiété par les troubles de la Hongrie, était sur le point de perdre le Brabant.

Gustave, dévoré par l'ambition, ayant pris Charles XII pour modèle, avait touché au moment de forcer Catherine II à sortir de sa capitale.

Le grand Frédéric n'était plus; mais

la Prusse, conduite par Hertzberg, conjointement avec l'Angleterre, voulait troubler l'Europe; elle excitait les Turcs contre la Russie et l'Autriche, soutenait le stathouder en Hollande, s'emparait de Dantzick et de Torhn, entrait dans le partage de la Pologne.

En France, le pouvoir monarchique n'avait plus depuis long-temps d'autre frein que l'opinion publique; elle ne lui était pas favorable. On élevait la jeunesse dans l'admiration de la liberté grecque et romaine, et tout fléchissait au nom du roi. La réunion d'élémens contraires, sur lesquels reposait le gouvernement, ne pouvait subsister long-temps; toutes les classes avaient des prétentions; aucune des chartes anciennes n'étaient en vigueur, mais elles subsistaient toutes; les nobles n'avaient plus que la supériorité des titres; les plébéiens restaient humiliés, les rois abusaient de leur autorité, le

clergé était dominant, quoique la foi fût éteinte; la philosophie, secrètement cultivée par les évêques, était par eux proscrite en public. Enfin les opinions, les lois, les mœurs, étaient dans une telle contradiction, que tout nécessitait une grande explosion. Tel était l'état des esprits sous le règne de Louis XV; pendant les premières années de son successeur, tout conspira pour accélérer la crise décisive; les lois d'Athènes et de Sparte mieux connues, les principes de la liberté anglaise expliqués et répandus, la superstition dévouée au mépris, le despotisme attaqué, les préjugés tournés en ridicule; toutes ces causes contribuèrent à changer les idées, le caractère et le langage. Tous les rangs, séparés par les lois, étaient confondus par l'usage; les habitudes étaient devenues républicaines, sous des institutions monarchiques; l'on vit des mœurs et des opinions

démocratiques chez des hommes dévoués aux priviléges aristocratiques. Ainsi, chacun se trouvant mécontent de son sort actuel, censurait avec une amertume inconsidérée un gouvernement trop faible, hélas! et contribuait à l'accélération de sa chûte.

Louis XVI était l'homme le moins propre à lutter contre un pareil orage; élevé par des hommes médiocres, dans une cour dissolue, il avait reçu de la nature un caractère indolent et facile. Entouré de ministres opposés dans leurs principes, il était maîtrisé tour à tour par les événemens, la reine, ses frères, ses tantes, sa sœur et ses courtisans. Après avoir mal à propos consenti, pour secourir les Anglo-Américains, de porter la guerre dans les deux Indes, et d'entreprendre le siége de Gibraltar, on l'avait vu abandonner les patriotes Hollandais, tandis que le moindre simulacre de protection eût

empêché les Prussiens de venir les soumettre au despotisme du stathouder. Il avait rétabli l'ancienne magistrature, réformée par son prédécesseur, et ces mêmes magistrats lui disputaient un pouvoir dont l'usage et le temps avaient fondé le droit. Les parlemens demandaient à grands cris les états généraux; mais ils conservaient l'espoir secret de les diriger. Louis XVI avait un trop grand desir de contribuer au bonheur général, pour refuser une demande qui lui paraissait juste, et qui semblait le délivrer du poids importun de la responsabilité. Trompé encore par l'événement, le roi en devint la victime. La noblesse et le haut clergé, en s'opposant à la décision par tête, exaltèrent au dernier degré la fermentation générale. De toutes parts on écrivit pour prouver les droits du tiers état; une guerre terrible fut déclarée entre le peuple et les deux ordres supérieurs;

les bons esprits sentirent les dangers qui menaçaient deux classes, si enviées et si peu nombreuses, exposées aux ressentimens d'une nation toute entière. La cour aurait dû prévenir cette guerre sanglante; mais le roi hésita, laissa les esprits s'enflammer, tint la balance d'une main faible, et finit par se dépopulariser en se déclarant à contre-temps en faveur des deux ordres supérieurs.

Tout alors prit une face nouvelle. La minorité de la noblesse, aigrie par la haute noblesse, se joignit au bas clergé et au tiers état; la cour se livra à la terreur et aux plus fausses mesures; sous le vain prétexte de prévenir tout désordre, elle fit environner Paris et remplir Versailles de troupes; le tiers état se crut menacé, le peuple s'indigna, l'expulsion des ministres, dictée par la peur, fut accompagnée de toutes les fautes qu'elle fait com-

mettre ; les ministres nouveaux, après avoir irrité la capitale et l'assemblée sans ménagement, s'exposèrent à leur courroux sans précaution, et le gouvernement fut aussi négligent pour sa défense, qu'il avait été précipité et imprévoyant dans son attaque : ses faibles démarches et les résolutions violentes de l'assemblée nationale ne tardèrent pas à changer les murmures du peuple de Paris en déclamations menaçantes, et son ressentiment en fureur ; l'insurrection du 14 juillet 1789, la prise de la Bastille, la création de la garde nationale, le rappel de M. Necker, l'éloignement des troupes, l'émigration de plusieurs nobles à l'exemple du prince de Condé et du comte d'Artois, l'isolement du roi, sa présence à Paris, enfin l'explosion de la capitale, se communiquèrent en un instant sur toute la surface du royaume.

Au milieu de ces triomphes apparens, l'assemblée constituante attaquait tous les abus dont le public avait gémi; dans la nuit du 4 août 1789, les nobles eux-mêmes firent le sacrifice inattendu de tous les droits qui les séparaient du peuple; mais les fautes politiques de l'assemblée étaient couvertes d'un enthousiasme qui empêchait d'en prévoir tout le danger; les nobles regrettaient les concessions qu'ils avaient faites; le peuple étendit ses conquêtes pour les consolider. La cour et les privilégiés dépouillés se joignirent à ceux que la réforme des abus portait au mécontentement. Rêvant toujours les temps de la Fronde et de la Ligue, ces hommes nouveaux, bouffis d'orgueil et d'ignorance, se flattaient hautement de voir le roi s'éloigner, rallier ses troupes, rétablir son autorité, et se venger des rebelles uniquement pour eux. D'un autre

côté, les patriotes ne cessaient d'échauffer le peuple contre la cour et ses partisans. La cour n'avait plus de troupes pour combattre, de tête pour gouverner, d'or pour corrompre; comment espérait-elle de diviser ses ennemis, et d'augmenter le nombre de ses amis? Accablée de ces anxiétés, elle osa commettre l'imprudence de donner ce fameux banquet des gardes-du-corps, qui eut de si tragiques conséquences. A peine en connut-on les détails à Paris, que le mécontentement y devint général. Enfin, le 4 octobre 1789, le tocsin sonne, la garde nationale prend les armes, le peuple sort en tumulte avec elle, pour se rendre à Versailles; le roi vient à Paris; l'assemblée constituante l'y suit, elle y est dominée par la méfiance de la multitude qu'enflammaient les propos et les écrits les plus incendiaires. Pour conserver sa popularité, l'assemblée cons-

tituante diminue la prérogative du trône, abolit les ordres nobiliaires, monastiques, les parlemens, les communautés; environnée de ces décombres, l'assemblée préparait une démocratie qui n'était que l'anarchie organisée. En vain des patriotes sages veulent parler en faveur de l'ordre, de la justice, de l'équilibre des pouvoirs; ils sont accusés d'être vendus à la cour, et de travailler à la contre-révolution. L'aristocratie menaçante, faible, désunie, bravait l'opinion générale qu'elle aurait dû regagner; elle ne cessait de répéter que le premier coup de canon dissiperait tous les factieux : ainsi l'exaspération, d'un côté, de l'autre, le mépris, l'imprévoyance et la présomption, occasionnèrent une guerre à mort, d'une part, entre les partisans de la liberté, les hommes à talens, le peuple, et, de l'autre, les rois, les nobles, les prêtres, les riches.

Cependant l'émigration était devenue en France une fureur délirante; le roi lui-même avait pris le parti d'émigrer avec sa famille : arrêté dans sa marche et ramené scandaleusement à Paris, il avait reçu des lettres de ses frères et du prince de Condé, qui l'exhortaient à ne pas accepter la constitution, et qui cherchaient inutilement à le rassurer sur ses dangers personnels qu'ils ne partageaient pas. Le roi, plus intimidé sur sa position qu'encouragé par les promesses d'une délivrance chimérique, accepta l'acte constitutionnel avec des formes qui ressemblaient à un consentement libre et sincère. Cette acceptation inspirait aux uns de l'enthousiasme, elle jetait de l'incertitude dans les résolutions de ceux qui s'intéressaient à son sort : on craignait de nuire à ses plans, et de compromettre sa sûreté en le servant avec trop de zèle. Gustave, par impé-

tuosité; Catherine, par politique, appuyaient l'avis des princes français, qui voulaient la guerre; mais l'empereur, le roi de Prusse, l'Espagne et l'Angleterre, s'étaient arrêtés à suspendre tous projets hostiles. Le roi de Suède n'en suivit pas moins ses ridicules préparatifs; ils ressemblaient, par les circonstances romanesques, à ceux du cardinal Alberoni, pour rétablir avec douze mille Suédois et quelques Russes, sous les ordres de Charles XII, la maison de Stuart sur le trône d'Angleterre, et changer le système de l'Europe.

Il s'agissait donc de l'invasion de la France, par trente mille Russes et Suédois; ces troupes devaient être débarquées le plus près possible de Paris, pour marcher sur cette capitale; tandis que les émigrés, rassemblés sur le Rhin, auraient pénétré par l'Alsace, et le roi de Sardaigne et d'Espagne, par

les Alpes et les Pyrénées. Gustave III, roi de Suède, tourmenté par un amour de fausse gloire, persuadé que son nom lui imposait de grandes obligations, sans interroger ni ses amis, ni ses moyens, voulant à toute force devenir conquérant, devait commander cette expédition ; la cour de Madrid promettait un subside de quinze millions. Pour l'exécution de ce plan, les royalistes comptaient essentiellement sur un mouvement intérieur, qui, n'ayant pas eu lieu, rendit tous les autres projets impossibles.

Une coalition plus formidable était celle de Pilnitz, (9) où l'empereur Léopold et le roi de Prusse s'étaient réunis dans les derniers jours d'août 1791, sous le prétexte de prendre des moyens pour terminer les troubles de la France; mais, dans la réalité, avec le projet de la traiter comme on traita la Pologne l'année suivante, et avec la presque

certitude que les principales puissances de l'Europe entreraient dans cette coalition; mais l'acceptation de la charte constitutionnelle par Louis XVI, la mort prématurée de Léopold, et l'assassinat de Gustave III, dans le mois de mars 1792, déterminèrent les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, à suspendre leurs projets hostiles. Avant de les entreprendre, elles voulurent mettre à exécution l'envahissement de la Pologne, et son partage.

A cette époque, l'assemblée législative vint remplacer la constituante; et, dès les premières délibérations, il fut aisé de prévoir combien la session serait orageuse. Les bulles foudroyantes du pape, les protestations des prêtres et de leurs disciples, la conclusion subite de la paix dans le nord, l'appui donné aux émigrés, leurs mesures impolitiquement publiées, les entrevues à Padoue et à Pilnitz, répandaient l'a-

larme dans l'esprit de tous ceux qui s'étaient déclarés pour la révolution, et donnaient un plus grand poids au parti démagogue. Un effroi réciproque, qui augmentait les haines, occasionna les fausses mesures de part et d'autre; des passions opposées aveuglaient les partis. Les émigrés et les étrangers haïssaient sans distinction tout ce qui ne partageait pas leur ressentiment, leurs vues, leurs espérances; les patriotes enthousiastes confondaient, dans leur méfiance, les amis de l'ordre et de la propriété avec les partisans de la contre-révolution. Dans cette exaltation de toutes les passions, la raison devait être réduite au silence; aussi ne fut-elle consultée nulle part.

Cependant le désordre et l'effervescence allaient toujours croissant; les émigrés s'armaient à Coblentz, les puissances étrangères intriguaient et prenaient des mesures alarmantes; la

puissance de la cour augmentait en raison de ses périls ; enfin, l'assemblée législative, ayant eu alors des notions certaines sur le traité de Pilnitz, effrayée de l'approche d'un orage qui grossissait ses alarmes, se prépara à la guerre qu'elle craignait, et décida le roi à venir lui demander de la déclarer à François II : ce qui fut arrêté et décrété sur-le-champ. (10)

Cette déclaration de guerre soudaine produisit en Europe une surprise générale ; les émigrés se voyaient par cette rupture au comble de leurs vœux ; ils se flattaient d'avoir en France de nombreux partisans : l'épuisement des finances était connu, et l'on devait croire, avec raison, que la France, alors, était dans l'impossibilité de résister à la ligue puissante qui s'était formée contre elle.

L'armée était dans le plus grand désordre : les sous-officiers, dans l'espérance de remplacer les officiers, avaient

élevé contre eux des soupçons d'aristocratie; une grande partie avait été obligée d'émigrer; les soldats fréquentaient les clubs, délibéraient, discutaient, contrôlaient, approuvaient, désapprouvaient, et étaient bien plus occupés à abuser de leurs forces qu'à s'instruire pour se rendre plus redoutables à l'ennemi. On ne pouvait pas compter cent mille combattans dans l'armée française : les corps étrangers étaient dissous; on n'avait pas fait de recrues depuis trois ans; la cavalerie était peu nombreuse et mal montée; une assez grande partie des officiers de l'artillerie et du génie avait été forcée de fuir pour assurer sa vie : on n'avait fait aucune espèce de préparatifs; effets de campemens, chevaux de pelotons, d'artillerie, ambulance, équipages des vivres, subsistances, rien n'avait été prévu; il était donc probable que l'armée française, alors dénuée de tout,

commandée par des sous-officiers ou des hommes inexperts au métier des armes, n'opposerait aucun obstacle à la marche triomphante des coalisés.

Frédéric Guillaume partageait, à cet égard, les erreurs des Français expatriés, parce qu'il partageait leurs passions et leurs ressentimens; d'ailleurs les premières opérations militaires des Français, la mollesse de leurs attaques, les querelles de leurs chefs, la terreur de leurs soldats, et le désordre de leurs déroutes, vinrent donner aux illusions du roi de Prusse et de ses coalisés toute l'apparence de la réalité.

Ainsi, pendant que les événemens du 20 juin et ceux du 10 août 1792, (11) annonçaient la résolution des fédérés, de détrôner le roi, l'ennemi s'approchait des frontières septentrionales de la France, pour lui rendre son autorité; en même temps le roi de Sardaigne faisait des préparatifs de guerre

contre la France, et intimait l'ordre à son ambassadeur de sortir de ses états.

Le conseil exécutif provisoire, ordonna le 10 septembre 1792, au général Montesquiou, qui commandait alors dans le midi, d'entrer en Savoie; et, le 15 du même mois, le ministre des affaires étrangères vint à la barre du corps législatif, pour lui faire part de cette mesure.

Le général Montesquiou, campé à Cessieux, au-dessus de Bourgoüin, dans le département de l'Isère, après avoir reçu l'ordre d'attaquer la Savoie, était venu camper aux Abrest; il communiqua de là au général Anselme, qui commandait sous lui du côté du Var, les ordres qu'il venait de recevoir pour une attaque combinée sur le comté de Nice et sur la Savoie. (12)

Le 16 septembre, le général Montesquiou commença son mouvement pour se porter sur Barreaux; mais,

forcé de marcher sur une seule colonne, et obligé de traverser Grenoble, où il ne pouvait arriver que par un chemin très-étroit, il lui fallait plusieurs jours pour opérer son rassemblement sur ce point, d'où il avait projeté de commencer ses attaques.

Les Prussiens et les Autrichiens venaient d'être repoussés le 21 septembre, au camp de la Lune, où commandait le général Kellerman; (13) ils l'avaient été en même temps du côté de Sainte-Menehould; et autant les soldats français avaient été intimidés par les premiers revers essuyés à Mons et à Tournay, autant ils furent enivrés de leurs premiers succès sur les bords de la Marne et sur ceux du Rhin. La mauvaise réussite de l'entreprise du duc de Brunswick fit une révolution complète dans l'esprit national, et le même peuple, qui craignait de ne pouvoir se défendre contre un roi, se crut

assez fort pour subjuguer toute l'Europe.

Depuis quelques jours, les Piémontais, informés sans doute des projets du général français, avaient redoublé l'activité des travaux de trois redoutes qu'ils élevaient près de Chapareillans, aux abymes de Miams, pour fermer le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches. Les canons n'y étaient pas encore; mais on se préparait à les y placer : il était donc très-important de prévenir les ennemis; le général Rossy fut chargé de cette opération. Le général Laroque, qui était sous ses ordres, marcha, dans la nuit du 21 au 22 septembre, à la tête de douze compagnies de grenadiers, de douze piquets, de quatre cents chasseurs à pied et de deux cents dragons. Ces troupes devaient être rendues à minuit à Chapareillans; là, après avoir prêté le serment de respecter les ci-

toyens désarmés et les propriétés du pays où l'on allait entrer, et d'être généreux envers les ennemis qui mettraient bas les armes, le détachement se mit en marche sur deux colonnes, destinées à envelopper les monticules sur lesquels étaient situées les redoutes : à la pointe du jour, elles devaient se trouver postées de manière à couper la retraite aux Piémontais. Ces dispositions furent contrariées par l'intempérie du temps : cet inconvénient, qu'il était impossible de prévoir, retarda la marche du détachement, qui, ne pouvant être rendu avant le jour aux points indiqués, laissa le temps aux Piémontais de se retirer avant d'être entièrement enveloppés.

Cependant les trois redoutes étaient occupées par les troupes françaises avant sept heures du matin ; tous les ouvrages qui n'attendaient plus que le canon, et étaient prêts à le recevoir,

furent détruits dans la matinée; mais on n'avait pu faire que trois prisonniers, tant les troupes piémontaises avaient mis de la précipitation dans leur fuite.

Les généraux ennemis auraient dû prendre d'autant plus de précautions, soit pour compléter leur défense, soit pour s'assurer d'une plus grande fermeté de la part de leurs troupes, qu'ils avaient commis la faute impardonnable d'établir tout leur système de défense sur ce seul poste; ce qui le prouve, c'est que, dès le moment où ils eurent connaissance de la prise des trois redoutes, des abymes de Mians, ils évacuèrent avec la plus grande promptitude les châteaux des Marches, de Bellegarde, d'Apremont et Notre-Dame-de-Mians.

Dès cet instant, le général Montesquiou, se hâtant de profiter de ces fautes, fit marcher en avant du château

des Marches deux brigades d'infanterie, une brigade de dragons et vingt pièces de canon; le lendemain, deux autres brigades d'infanterie, une de cavalerie, et le reste de l'artillerie : au moyen de la célérité de cette opération, il coupa en deux parties l'armée piémontaise, dont une moitié fut obligée de se replier sur Annecy, tandis que l'autre prenait le chemin de Montmélian, qui ne tarda pas à ouvrir ses portes, les Piémontais ne s'y étant pas arrêtés pour profiter de l'excellence de cette position.

En même temps, le général français poussait tous les postes piémontais qui garnissaient la frontière depuis Apremont jusqu'à Saint-Genis. Il était aussi entré dans son projet de porter une colonne sur la rive gauche de l'Isère, pour gagner la Maurienne et embarrasser la retraite des Piémontais; mais une crue subite de l'Isère, ayant rompu

le seul pont qu'il y eût sur cette rivière, empêcha le général de remplir cette partie de son plan aussitôt qu'il l'aurait desiré. Tout avait fui depuis le lac de Genève jusqu'aux bords de l'Isère; quinze mille hommes effectifs de troupes sardes avaient disparu comme un souffle devant douze bataillons français, en grande partie de volontaires nationaux, et la déroute des Piémontais avait été beaucoup plus entière qu'après la plus complète des victoires. Le général Montesquiou arriva sans obstacle à Chambéry, recevant des Savoyards les plus grandes démonstrations de joie, et paraissant au milieu d'eux plus en libérateur qu'en ennemi.

Cependant la plus grande partie des troupes piémontaises s'était enfoncée dans les Bauges, masse de montagnes immenses qui s'élève derrière Chambéry, et s'étend jusqu'au bord de l'Isère. On assurait de toutes parts que les

Piémontais s'étaient suffisamment approvisionnés dans cette partie pour y faire passer l'hiver à un corps de leurs troupes; et, s'ils avaient réellement pris ce parti, ce pays, presque inaccessible, aurait présenté les plus grandes difficultés pour une attaque de vive force. Il fallait donc agir avec prudence et célérité. Le général en chef ordonna en conséquence au général Rossy, qui était à Montmélian, de se porter à Miolans et Freterive avec les huit mille hommes à ses ordres, et, de là, de pousser ses postes jusqu'à l'Hôpital et Conflans, débouchés des Bauges, dans la Tarentèse; tandis que lui, avec sept mille hommes, dont une partie occupait les villages de l'entrée des Bauges, poussait son avant-garde dans l'intérieur de ces montagnes, après avoir rassemblé entre les Marches et Montmélian, pour renforcer sa droite ou sa gauche, suivant le besoin, neuf ba-

taillons de grenadiers, et avoir fait partir des détachemens pour prendre possession d'Aix, d'Annecy, de Rumilly, de Carouge et de Thonon. Le général avait aussi envoyé un bataillon sur les gorges qui entrent dans la Maurienne, et un autre à Bourg-Doisans, pour s'avancer, par Valoire, au col de Galibier; mais les neiges, ayant rendu ces passages impraticables, rendirent aussi cette combinaison sans effet.

Si le général Montesquiou eût eu plus de forces, par exemple, dix mille hommes disponibles, sous les ordres d'un officier général très-intelligent, il eût peut-être réussi à couper la retraite de l'armée piémontaise; mais, avec aussi peu de troupes, il fut obligé de se borner à inquiéter cette armée sur ses derrières, et, en faisant des démonstrations pour embarrasser sa retraite, à l'obliger de l'accélérer. Dans un pays

où les difficultés sont incroyables, s'il eût été possible de suivre l'ennemi avec rapidité, la déroute eût été telle, que toute l'armée aurait été prise, si la rapidité de sa fuite eût permis de la joindre. Outre dix pièces de canon dont on s'empara, on prit une grande quantité de blé, de poudre, de caissons; et on trouva plusieurs magasins très-bien fournis en fourrages, vivres et effets militaires.

En même temps que le général Montesquiou entrait en Savoie, le général Anselme, qui avait reçu ses ordres, passa le Var, sans obstacle, le 23 septembre 1792, à la tête d'une avant-garde composée de cinq bataillons de ligne, de quelques bataillons de volontaires nationaux, de deux cents chevaux et de douze pièces de position. Huit mille soldats de ligne et douze mille miliciens composaient l'armée piémontaise; ils occupaient les forte-

resses de Villefranche et de Montalban, qui, en 1742, avaient coûté six mille hommes à l'armée de France.

Aux approches du corps commandé par le général Anselme, la ville de Nice était déjà évacuée; les forts étaient encore occupés : Anselme consulte ses grenadiers; ils demandent à attaquer, marchent droit au fort; on le somme, et le commandant capitule.

Le lendemain, le général marche à Villefranche; instruit que les ennemis l'évacuaient, il prend les devants avec quatorze dragons, menace de l'escalade, quoiqu'il n'eût pas d'échelles, et le commandant se rend à discrétion avec deux cents grenadiers et quelques troupes de milice, en le laissant le maître de cent pièces de canon, d'une frégate, d'une corvette et de tous les magasins du roi de Sardaigne.

Des dispositions maritimes avaient concouru aux succès du général An-

selme. Une escadre de neuf vaisseaux de ligne, aux ordres du contre-amiral Truguet, était partie de Toulon, et avait établi sa croisière depuis la pointe de Villefranche jusqu'au golfe Juan. Cette escadre portait deux mille hommes, aux ordres du général La Houillère; sa destination était d'opérer un débarquement au-dessous de Monaco, et de prendre à revers l'armée qui défendait le comté de Nice. Sa prompte retraite prévint cette opération, et la crainte du débarquement dut décider même de hâter la retraite.

Dès l'instant où le général Anselme fut maître de Nice, de Villefranche et de Montalban, il devint essentiel, pour contenir le pays et empêcher les ennemis de se rassurer, de se porter en avant; mais le Var était débordé, on ne pouvait en tenter le passage : le général fut obligé de se borner, après avoir mis des garnisons dans les forts,

d'établir ses avant-postes jusqu'à Sospello, à la vue de Saorgio, où l'ennemi s'était fortifié.

On resta ainsi en présence jusqu'au moment où l'armée piémontaise, ayant été renforcée par douze mille Autrichiens, attaqua, le 18 octobre, le poste de Sospello, d'où l'avant-garde française fit sa retraite en bon ordre. Mais, dès le lendemain, le général Anselme, dont le reste de l'armée avait passé le Var pour le rejoindre, attaqua, reprit et conserva le poste de Sospello.

Après cette expédition, forcé, par les difficultés du service et des transports, de resserrer sa ligne, le général français établit son avant-garde à Cascarena, et mit le reste de ses troupes en cantonnement, de manière à tenir derrière soi tout le pays conquis, et à rester le maître des débouchés qui conduisaient dans le Piémont.

L'escadre n'ayant plus à opérer de

débarquement vers Monaco, se présenta, le 22 octobre, devant Oneille; après avoir mouillé devant la ville, elle avait envoyé un canot parlementaire, qui aborda sous la faveur d'apparentes démonstrations de bienveillance; mais à peine le canot touchait-il le rivage, que déjà une décharge de mousqueterie avait tué cinq hommes de l'équipage, et blessé cinq autres; le reste se hâta de regagner son embarcation, et eut assez de force encore, malgré une grêle de balles et de pierres, pour rejoindre l'escadre, où l'ordre fut aussitôt donné de faire feu sur la ville; ce qui fut exécuté sur-le-champ par l'artillerie des vaisseaux, qui tira jusqu'à la nuit...... Le lendemain les troupes de débarquement, jointes aux garnisons des vaisseaux et à cent matelots, s'emparèrent de la ville, où tout avait fui, mais où l'incendie, le pillage et la destruction firent expier le crime et la perfidie.

Le poste d'Oneille n'étant pas tenable avec aussi peu de forces, on rembarqua les troupes à l'entrée de la nuit, et l'escadre fit voile, d'abord pour Savone, ensuite pour Gènes, d'où elle rentra à Toulon.

On eut aussi un moment le dessein d'attaquer la Sardaigne; mais l'état de faiblesse et de dénuement de l'armée firent ajourner cette expédition. Ainsi les armées formidables combinées des deux plus puissantes nations guerrières de l'Europe avaient abandonné le sol de la république. Le siége de Lille était levé; et le territoire des ennemis, envahi sur toutes les frontières, payait déjà les frais de la guerre. Dumourier s'avançait dans la Belgique; Custine plantait l'arbre de la liberté sur les deux rives du Rhin; Anselme établissait ses cantonnemens dans le comté de Nice et du côté de la Savoie. Tant que Montmélian avait pu se défendre,

tant que le général Montesquiou n'avait pas eu la certitude de l'évacuation des Bauges, il avait dû être infiniment circonspect dans ses mouvemens; mais, dès l'instant où il fut assuré que l'armée piémontaise avait repassé l'Isère et s'était engagée dans les deux vallées, les ponts une fois rétablis, le général avait fait ses dispositions pour la poursuivre. Cependant l'exécution de ses premiers ordres fut retardée de vingt-quatre heures par un convoi de pain; mais alors le général fut bien plus occupé de ralentir la retraite des Piémontais que de la hâter, dans la crainte que les troupes qui évacuaient la Savoie ne fussent envoyées au secours du comté de Nice, où le général Anselme n'espérait entrer que le 30 septembre. En conséquence le général Montesquiou avait donné ordre au général Rossy d'entrer dans la Maurienne, et au général Caza-Bianca

d'entrer dans la Tarantaise; il envoya en même temps un gros détachement pour les soutenir, et recommanda à l'un et à l'autre de joindre l'arrière-garde piémontaise, de la harceler, sans s'engager, en se bornant à retarder la marche de l'ennemi, et à ramasser les traîneurs, les bagages et les munitions. Ces ordres furent ponctuellement exécutés jusqu'au moment où le général en chef, ayant reçu la nouvelle du succès de l'expédition de Nice, manda aux généraux Rossy et Caza-Bianca de se porter rapidement au Mont-Cenis et au petit Saint-Bernard, où ils arrivèrent sans résistance. A cette époque la Savoie toute entière était soumise; la chûte des neiges en assurait la possession tranquille pour tout l'hiver, et le général Montesquiou reçut alors des ordres pour se porter sur Genève. (14)

Malgré des ordres continuellement contradictoires de la part du conseil

exécutif, relativement à la manière dont il fallait traiter avec les Genevois et avec les Suisses, le général Montesquiou, par sa prudence, sa fermeté, ses connaissances, sa modération et la générosité de ses formes, parvint à obtenir la sortie de Genève des seize cents Suisses qui y étaient entrés; l'éloignement des troupes helvétiques qui s'étaient déjà avancées sur les bords du lac pour secourir cette ville; le désarmement de la Suisse, et la continuation de l'amitié et de la bonne intelligence entre la république française et celle de Genève, et des treize Cantons; mais cette sage conduite contrariait encore davantage les personnages qui, ayant obtenu sa destitution au moment où il prenait la Savoie, voulaient se débarrasser de lui à tout prix; elles cherchèrent donc à persuader à la convention, et elles y réussirent, que le général Montesquiou avait aggravé

ses torts en rendant de nouveaux services à sa patrie; dès lors tout ce qui devait lui attirer des remerciemens, comme excellente conduite, lui fut imputé comme des crimes. (15) En conséquence, on fit revivre le décret de destitution, qui n'avait été que suspendu, et on donna les ordres pour l'arrêter au milieu de son camp; d'où, prévenu à propos par ses amis, il eut le temps de se retirer en Suisse.

Le général Kellerman, qui venait de se distinguer en Champagne, remplaça le général Montesquiou.

Dans le même temps la Savoie et le comté de Nice se démembraient du royaume de Sardaigne, et devenaient des départemens de la république française: la première, sous le nom de Mont-Blanc; le second, sous celui des Alpes-Maritimes, tandis que le général Anselme, prévenu, comme le général Montesquiou, d'avoir trahi les

intérêts de la république, était arrêté le 15 février 1793. La veille les Français, au nombre de huit cents hommes, avaient attaqué, à Sospello, les Autrichiens et les Piémontais, au nombre de deux mille; après la résistance la plus vive et la plus opiniâtre, les ennemis avaient été battus; on leur avait fait plus de trois cents prisonniers : les généraux Brunet et Dagobert commandaient dans cette affaire sous les ordres du général Biron, qui avait remplacé le général Anselme.

Du côté des Alpes, à son arrivée à l'armée, le géneral Kellerman, instruit des grands préparatifs de guerre du roi de Sardaigne et des troupes autrichiennes qui, après avoir pénétré en Italie, et avoir cantonné six mille hommes entre Pavie et Lodi, défilaient vers le Piémont, crut qu'il était important de mettre en état de guerre Saint-Jean de Maurienne, Moutier,

Montmélian et Chambéry ; il partit ensuite pour Nice, dans les derniers jours de mars, d'après une lettre du conseil exécutif, afin d'y concerter avec le général Biron le plan des opérations des armées des Alpes et d'Italie, dont un décret de la convention fixait la démarcation.

L'armée d'Italie avait la défense des départemens du Var et des Basses-Alpes, en y comprenant les places d'Entrevaux, de Colmar, la vallée de Barcelonette et le camp de Tournoux ; mais comme les troupes de l'armée qui s'étendaient jusqu'à Entrevaux pouvaient entrer en activité un mois plus tôt que celles du reste de l'armée des Alpes, les généraux Kellerman et Biron convinrent de laisser les troupes dans ces places jusqu'à l'ouverture de la campagne pour l'armée des Alpes. A cette époque, le général Kellerman devait les retirer pour faire partie

de la division qui occuperait le camp de Tournoux, dont il se chargerait. Ce camp couvrait la vallée de Barcelonette, et formait une réserve qui devait verser sur les points d'attaque ou de défense dans toute l'étendue des deux armées.

Pendant que le général Kellerman s'occupait à remplir les vues du gouvernement, des ennemis cachés travaillaient à sa perte. Le 30 avril, il reçut l'ordre de venir à Paris pour y rendre compte de sa conduite ; ce qu'il fit d'une manière tellement satisfaisante, que la convention rendit un décret, par lequel elle déclarait que ce général n'avait point cessé de bien mériter de la patrie, et le nommait commandant en chef des armées des Alpes et d'Italie, le général Biron venant de passer dans celle de la Vendée.

D'après cette nouvelle distinction, il partit de Paris à la fin de mai, vint

à Lyon, où les mécontens commençaient à manifester leurs projets de contre-révolution, en arracha les représentans Gauthier et Nioche, qu'il conduisit à Grenoble, et se rendit à l'armée d'Italie. Quelque temps avant son arrivée, on avait repris le projet d'une expédition sur la Sardaigne; une flotte de vingt-deux bâtimens de guerre, avec six mille hommes de débarquement, s'était présentée devant Cagliari, où une chaloupe parlementaire avait sommé la place; là, comme à Oneille, on avait tiré sur la chaloupe; quatorze hommes et l'officier ayant été tués, l'artillerie des vaisseaux avait foudroyé la ville pendant deux jours, mais sans succès. Les vaisseaux avaient beaucoup souffert du feu de la place; deux bâtimens de guerre s'étaient perdus à la côte; les troupes de débarquement n'avaient point trouvé, dans les habitans, l'esprit révolutionnaire

sur lequel on avait compté; l'indiscipline et l'insubordination s'étaient mises parmi les troupes, et avaient forcé les chefs de les faire rembarquer. Enfin une tempête avait achevé d'endommager la flotte, qui avait été obligée de rentrer à Toulon, sans aucuns résultats heureux de cette entreprise, dont, l'année précédente, on avait déjà fait sentir tous les dangers, et dont l'armée d'Italie avait tâché, par quelques succès, de faire oublier la mauvaise réussite.

Dès l'instant où la saison avait permis d'agir dans les montagnes, divers combats de détails avaient rendu les Français maîtres des postes occupés par l'ennemi, depuis Lentosca jusqu'à Belver; bientôt après ils furent chassés, le 11 avril 1793, de leur camp de Pérus, et des postes plus importans de la Rocca et de Dizola. A l'affaire de Lentosca les Piémontais avaient perdu

dix-huit pièces de canon, sept cents hommes tués et cinq cents prisonniers. L'armée d'Italie, forte alors de tente-trois mille hommes, occupait par sa position, depuis la Roya jusqu'aux sources de la Nembia. Plusieurs camps, liés par des postes intermédiaires, assuraient la communication de la droite avec la gauche, renforcée indépendamment par un camp placé sur le Mont-Baulet; le centre se trouvant sur le Mont-Fougasse. L'ennemi qui avait sa droite au col de Raus, sa gauche sur la hauteur des Souches, et son centre à Saorgio, se trouvait menacé et contenu; il défendait cette longue chaîne des Alpes, avec trente mille Piémontais et douze mille Autrichiens.

Malgré l'agence anglaise, Gènes avait conservé la neutralité. La Toscane ne s'était pas réunie à la coalition. Venise, après cinq jours et cinq nuits de délibération, s'était décidée à

garder la neutralité, mais une neutralité armée, pour la sûreté de laquelle on avait arrêté dans le sénat, de mettre sur pied toutes les forces de la république, tant de terre que de mer.

Il n'en était pas de même de quelques autres puissances d'Italie. La cour de Naples et celle de Rome semblaient avoir oublié leurs anciennes dissentions ; leur correspondance pour les nouveaux rapports politiques était devenue très-active; le pape se disposait à la guerre, et le roi de Naples ne voyait pas sans inquiétude le penchant des Napolitains pour la révolution française.

D'un autre côté, Paoli, qu'on avait cru assez ami de la liberté pour le laisser rentrer en Corse, faisait soulever cette île. Les villes de Corte et d'Ajaccio rappelaient leurs députés à la convention nationale, proclamaient

Paoli généralissime de leurs cantons, et attaquaient, sous ses ordres, les troupes de la république. Bastia les imitait, le clergé était réintégré, les émigrés étaient rentrés, Paoli était nommé président de la consulta; on s'était emparé des magasins, on avait armé des corps de mille à douze cents hommes; on fusillait ceux qui se déclaraient pour la France. Paoli avait publié un écrit contre les commissaires français, il les appelait des désorganiateurs; la consulta avait proscrit Cazas-Bianca, Salicetti, Arena, etc.

La convention, à la vérité, s'était hâtée de casser la consulta de l'île de Corse, et d'ordonner l'arrestation de Paoli; mais il fallait mettre ces ordres à exécution; et, pour y réussir, le représentant Lacombe Saint-Michel, qui en était chargé, avait été obligé de se mettre en campagne à la tête d'une petite armée, composée de gar-

des nationales, d'infanterie légère, de gendarmerie, de matelots, et des garnisons qui étaient en Corse; il avait marché contre les rebelles, les avait battus, leur avait pris un fort et trois villages; l'épouvante s'était répandue parmi les Corses, et plusieurs cantons avaient député leurs municipalités pour implorer la clémence de la convention. Lacombe Saint-Michel s'était contenté alors de faire désarmer les villages de Nouza et Dolmetta, et avait marché contre le fort de Farivole, qui, quoique défendu par quatre-vingt-trois hommes, deux pièces de canon et les trois meilleurs capitaines de Paoli, avait été enlevé à la baïonnette.

Mais bientôt on avait vu paraître sur les côtes vingt vaisseaux de ligne ou frégates anglaises, qui cherchaient à intercepter tout ce qui pouvait arriver dans l'île, et qui ne tardèrent pas à canonner et à bombarder par mer

les villes que les troupes de Paoli, jointes à des troupes anglaises, attaquaient par terre.

Dès-lors, le représentant Lacombe Saint-Michel, convaincu qu'avec le peu de moyens qui lui restaient, il était impossible, malgré le courage et l'ardeur des Français, de se défendre contre des forces si supérieures et pourvues de tout, partit de l'île pour se rendre à Gènes, où il arriva le 1er mai 1793, et d'où il se rendit sur-le-champ à Toulon.

Peu après son départ, les Français rendirent Bastia, et enfin Calvi, plus de deux mois après, ce qui rendit alors les Anglais, secondés par Paoli, maîtres de l'île et des principales villes de la Corse.

Pendant ces différentes intrigues, la lutte s'était soutenue aux barrières des Alpes, qui séparaient encore les nations ennemies; mais l'armée d'Italie

et celle des Alpes avaient hiverné dans les états du roi de Sardaigne, et la saison, devenue toujours plus propre aux opérations militaires, les avait retrouvées, l'une et l'autre, prêtes à entrer dans les passages qu'elles devaient bientôt tenter de franchir.

L'apparition de la flotte espagnole du côté de Monaco et de Villefranche, avait ranimé le courage des Piémontais, auxquels leurs officiers tâchaient de persuader, qu'au moyen de leurs mouvemens combinés avec la flotte, ils ne tarderaient pas de forcer les Français d'évacuer le comté de Nice. Instruit de ces propos, le général Brunet, qui occupait alors le camp de Lascarene, voulut rendre ce projet impossible, en s'emparant de la sommité des montagnes occupées par les Piémontais, d'où ils auraient pu assez facilement déboucher sur les troupes fran-

En conséquence, le 8 juin 1793,

il avait fait attaquer les ennemis sur cinq points; la colonne de droite, conduite par le général Dumerbion, avait forcé le camp du col de Pérus; celle qui était conduite par le général Mioskouski s'était emparée de celui de Linières; celle du chef de bataillon Gardanne avait emporté le poste du Molinet; la quatrième, aux ordres du chef de brigade Dottman, avait pris le camp du Mont-Fougasse; et si la colonne de gauche, aux ordres du général Serrurier, eût pu s'emparer du col de Rauss, les ennemis eussent été obligés de se retirer en Piémont. On avait pris dans cette journée beaucoup d'effets de campement, deux pièces de canon, fait cent soixante prisonniers; et les morts, de part et d'autre, étaient montés à environ six cents.

Le 12 juin, le général Brunet avait fait réattaquer au col de Rauss et au village de Breglio, dont on avait réussi,

après une forte résistance, à chasser les ennemis; mais on n'avait pas été plus heureux au col de Rauss que les jours précédens, et on y avait perdu beaucoup d'hommes tués et un grand nombre désertés; un succès complet aurait forcé l'ennemi de repasser le col de Tende, et peut-être permis de le suivre au-delà des monts. Mais quoiqu'il eût incomplètement réussi, on était cependant parvenu à occuper des postes importans, à resserrer l'ennemi, et à faciliter une opération combinée des deux armées.

Le 17 juin, cinq jours après ces dernières attaques, le général Kellerman arriva à l'armée d'Italie; il la trouva occupant un grand arc de montagnes, depuis la rivière de la Roya, jusqu'auprès des sources de la Vesubia. Les différens camps étaient liés par des postes qui s'opposaient à ce que l'ennemi ût pénétrer entre eux et les attaquer

réunent.

Le camp de la droite, composé de huit bataillons, occupait la montagne et le col de Brouis, sur le chemin du col de Tende, et faisait face au fort Saorgio, sur la Roya..... Un camp de cinq bataillons sur le Mont-Baulet, couvrait la gauche de celui de Brouis, et empêchait l'ennemi de tourner ce dernier par le col Longué, et de se placer sur le col de Pérus, pour couper sa retraite sur Sospello et Braono. Les avant-postes du col de Brouis, au nombre de deux cents hommes, étaient sur la montagne de Marigon, et cinq compagnies de grenadiers occupaient le prolongement de cette arête jusqu'à la montagne Ventabren. L'objet de ce poste était aussi de garder le col de Linières, ainsi que les vallons de Sambuc et du Molinet. On avait ajouté dix compagnies de chasseurs, qui, en occupant le poste supérieur de la Chapelle, fermaient à l'ennemi le poste

de Pietro Cava, qui se trouve en arrière du bois de Lemeris : ces deux postes liaient la droite au centre. Le centre de la position était le Mont-Fougasse, où étaient placés six bataillons. La tête de ce camp, à une petite portée de canon des hauteurs de la Fourche, occupées par l'ennemi, était garnie de retranchemens et de batteries, ainsi que le mamelon en arrière qui enferme la droite, et protégeait la retraite des troupes sur le bois de Lemeris. Si le premier mamelon était forcé, deux bataillons, campés sur un plateau au revers nord-est de ces bois, étaient là pour soutenir les troupes du premier camp, et empêcher l'ennemi de se porter par la hauteur de Longiteviste, dans les bois et sur les derrières du camp. Des vallons très-difficiles, et dont les hauteurs ont une forte aspérité, séparaient le centre de la gauche, où l'ennemi ne pouvait arriver que par le chemin de Vilet,

qui, du mont de Raus, tombe sur Boulène; et cette extrémité de la ligne était défendue par neuf bataillons, dont un des grenadiers, et par sept compagnies de chasseurs. Les bataillons occupaient Lentosca, Boulène, Belvédère, le long de la Vesubia; et les troupes légères gardaient St. Vacha, St. Delmas Duplan, etc., sur le grand contre-fort qui sépare les eaux de la Tinea de celles de la Vesubia. L'objet était de couvrir la gauche, de préparer une communication avec les troupes du camp de Tournoux, par le haut de la Tinea, et d'observer ce qui pouvait venir par la vallée de Sture, par quelque passage de la grande chaîne, et sur-tout par le col de Finistre. Les derrières de la droite étaient occupés par des troupes placées à Sospello, à la montagne de Guésau, au col de Braous, à Castiglione : ce dernier poste maintenait la communication avec Monaco

dans le comté de Nice, soit en arrière du Var : enfin, quel serait le projet de défensive qu'il faudrait adopter pour protéger Toulon et Marseille. Ces différens objets ayant fait le sujet des méditations et des discussions du conseil, on y arrêta, le 20 juin 1793, un plan d'opérations défensif des armées des Alpes et d'Italie, en attendant que les circonstances pussent permettre à l'une ou à l'autre de prendre l'offensive. (16)

Dans le même temps, quelques députés de la Gironde, qui avaient fui la proscription, avaient publié leurs protestations et soulevé les esprits; plusieurs départemens, sur-tout dans le Midi, se montraient disposés à les venger et à résister à l'oppression; quelques-unes même s'étaient déjà armés; Lyon avait levé l'étendard de la révolte; les Marseillais étaient en mouvement pour marcher à leur secours; à

Bordeaux, à Montpellier, à Nîmes, on formait des fédérations, et l'on se disposait à marcher contre la convention : la France était donc à la fois ravagée par les étrangers qui s'avançaient en Roussillon, en Flandre, en Artois, et déchirée par la guerre civile qu'allumaient les royalistes dans la Vendée, et les girondins dans le centre de la république.

Arrivé à Grenoble, le général Kellerman avait été instruit, par les représentans Gauthier et Dubois Crancé, des insurrections du Midi, et sur-tout de celle de Lyon, qui devenait de jour en jour plus violente ; il était donc très-urgent de prendre des moyens efficaces pour l'appaiser, et ramener la ville à l'obéissance. Mais, en cherchant à en imposer aux ennemis de l'intérieur, il ne fallait pas oublier que ceux de l'extérieur étaient à nos portes : on devait être bien convaincu de leur

vigilance à profiter de la moindre de nos fautes, et de leur continuelle attention à chercher les moyens de pénétrer en France, afin d'y donner la main aux insurgés, et de les soutenir dans leur révolte. En vain le général Kellerman appuya-t-il auprès des députés sur ces importantes considérations; en vain leur représenta-t-il que la faiblesse de l'armée des Alpes ne permettait pas de dégarnir les positions qu'elle occupait; il fallait en tirer une partie pour marcher au siége de Lyon.

Ainsi, douze bataillons d'infanterie, un régiment de dragons, un de cavalerie, la moitié des chevaux employés aux canons de position dans la Tarantaise, la Maurienne et les Hautes-Alpes, formèrent le fond de l'armée qui marcha d'abord contre une ville qui pouvait mettre sous les armes plus de trente mille hommes, et dont la position sur deux grandes rivières, et l'a-

vantage de renfermer deux grandes montagnes, nécessitait, pour une circonvallation bien exacte, peut-être plus de quatre-vingt mille hommes.

Pendant qu'on disposait les batteries, les représentans du peuple écrivirent aux autorités de la ville de Lyon, pour les sommer de rendre à la république et à leurs devoirs le peuple qu'elles avaient égaré ; mais les réponses évasives des chefs firent perdre tout espoir de succès.

L'acharnement des autorités qui s'étaient emparées du pouvoir dans la ville de Lyon, paraissait avoir pour base l'espérance de voir arriver à leur secours des émigrés, des Suisses et des Piémontais, qui, en se joignant à eux, pourraient assurer et développer davantage l'insurrection qui s'était déjà manifestée depuis les bords de la Garonne jusqu'à ceux du Rhône et de la Saône.

Malheureusement leurs espérances n'étaient que trop bien fondées, et l'on ne tarda pas à recevoir les nouvelles les plus alarmantes de la part des administrateurs du Mont-Blanc. Ces nouvelles se confirmèrent peu de jours après. Les troupes françaises attaquées par des forces très-supérieures, secondées par les fanatiques des montagnes, avaient été forcées de se replier ; le canton du Valais avait même accordé le passage aux troupes piémontaises, par la vallée de Salanges.

Dans l'impossibilité de détacher un seul soldat des troupes qui faisaient le siége de Lyon, les représentans du peuple prirent un arrêté qui prescrivait au général Kellerman de se rendre dans le Mont-Blanc; et celui-ci, avant de partir, expédia, par des courriers, aux différens généraux sous ses ordres, des instructions pour exécuter un mouvement général sur toute la ligne. Ainsi

le général Carcaradec, qui commandait au camp de Tournoux, reçut l'ordre de détacher, par marches forcées, deux bataillons à Valoire, et de les remplacer par deux autres tirés d'Entrevaux; lesquels eux-mêmes devaient l'être par deux autres tirés de l'armée d'Italie, ainsi que l'ordre en fut donné au général, avec l'injonction de veiller spécialement sur sa gauche.

Arrivé à Chambéry, et après y avoir pris les renseignemens nécessaires, le général se rendit à l'Hôpital sous Conflans; il y convainquit les troupes de la nécessité où elles se trouvaient de mourir plutôt que d'abandonner les postes qui leur étaient confiés, et il en reçut le serment de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Dès ce moment tout changea de face; les troupes prirent une attitude imposante, malgré la conviction où elles étaient de la supériorité de l'ennemi, qui dès-lors lui-

même n'osa pas entamer cette partie.

Rassuré sur ce point, le général se rendit dans la Maurienne, afin d'y donner aux officiers généraux et supérieurs des instructions pour une vigoureuse défensive : il revint ensuite à Lyon ; mais à peine y était-il arrivé, qu'il fut obligé d'en repartir avec les représentans Simon et Dumas, envoyés dans le Mont-Blanc par la convention, convaincu trop tard des dangers auxquels ce département était exposé.

Dans la Maurienne, les Piémontais avaient repoussé les Français jusqu'à Aigue-Belle, et, maîtres de la vallée de Salanches, ils s'étaient avancés jusqu'à la Bonneville, d'où ils menaçaient Annecy et Chambéry.

D'un autre côté, les Marseillais, après avoir passé la Durance, étaient entrés dans Avignon, et les fédérés des départemens de l'Hérault et du Gard s'étaient emparés de la citadelle du

Saint-Esprit. A cette nouvelle, le général Kellerman s'était empressé de faire partir le général Carteau, avec l'ordre de chasser les fédérés du pont du Saint-Esprit, de repousser les Marseillais au-delà d'Avignon et de la Durance, et de rester sur la défensive sur les bords de cette rivière, afin qu'aucun événement funeste ne pût empêcher la continuation du siége de Lyon; mais, au lieu de suivre les ordres qu'il avait reçus, le général Carteau, n'écoutant que son ardeur et les idées du représentant Albite, passa cette dangereuse rivière : néanmoins, à peine fut-il de l'autre côté, qu'il tint un conseil de guerre, à l'effet d'aviser aux moyens de se tirer de la position critique où il se trouvait.

Cette conduite imprudente du représentant Albite aurait infailliblement compromis le sort de la république, si les Marseillais avaient eu à leur

tête un chef avec du courage et quelques connaissances militaires ; il aurait pu facilement, en attaquant les troupes du général Carteau, les culbuter dans la Durance, et marcher ensuite vers Lyon sans obstacle, bien assuré de voir augmenter le nombre de ses troupes pendant tout le cours de sa route. Heureusement pour le général Carteau, sa marche ne fut troublée en aucune manière; les Marseillais se dispersèrent, et le général, après s'être porté en avant, ne tarda pas d'entrer dans Marseille, où l'on se permit tant d'excès, que l'on força une partie des habitans à se réfugier dans Toulon ; mais bientôt la peur de voir arriver dans leurs murs les vainqueurs de Marseille, et d'en être aussi cruellement maltraités, décida les habitans de Toulon à appeler dans leur port l'escadre combinée des Anglais et des Espagnols, et à leur livrer leur ville et leurs forts.

Tranquillisé sur les départemens des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault, le général Kellerman ne l'était pas sur celui du Mont-Blanc, dans lequel il ne lui restait plus que sept mille hommes à opposer aux ennemis qui pouvaient pénétrer dans la Maurienne, par six points différens, sur une ligne de quinze lieues d'étendue.

Avant l'arrivée du général, vingt-cinq mille Piémontais avaient attaqué à la fois les deux vallées de la Maurienne et de la Tarantaise; ils avaient forcé le poste d'Entre-deux-Eaux, dans la haute Maurienne; ce qui leur avait assuré la facilité de pouvoir se porter sur Moutier en Tarantaise, en deux jours de marche, et prendre en flanc et par derrière les troupes qui étaient dans la haute vallée, ainsi que de pouvoir marcher sur Modane, Saint-André, par le col des Encombes qui verse sur Saint-Michel.

L'ennemi avait tenté effectivement de pénétrer par ces divers passages; mais le général le Doyen avait eu la sage précaution de faire avancer quelques troupes pour arrêter la marche de l'ennemi dans cette partie; d'un autre côté, le général Badelone, qui commandait dans la Tarantaise, ayant pris le parti de se retirer dans la crainte d'être entièrement tourné, avait rencontré l'ennemi proche du défilé de Siaix, ou détroit du Ciel, se disposant à s'en emparer; il l'avait attaqué, battu, et s'était retiré sur Moutier, et de là sur Conflans. Beaufort avait été évacué; la colonne de la Maurienne s'était retirée successivement sur Bramans et Aigue-Belle, en se battant tous les jours contre des troupes trois fois plus nombreuses. Cette retraite avait été exécutée en dix-huit jours, sans aucune perte; tous les magasins avaient été repliés; les soldats avaient conti-

nuellement bivouaqué sur le sommet des montagnes, dans les neiges, manquant souvent de vivres. L'ennemi, pour établir des communications plus rapprochées entre ses troupes dans le Faussigni, et celles dans la Tarantaise, avait cherché à s'emparer du pont de Cressy, en forçant le col de Balmont et mont Sapuy; mais il avait toujours été repoussé avec perte. Ainsi, les Piémontais étaient campés en grande partie à la Chapelle, tenant les hauteurs de Faussigni; ils s'étaient emparés de Salanches et de Cluse, et poussaient jusqu'à Bonneville; ils avaient en conséquence leur droite dans la vallée de Salanches, leur centre à Beaufort et Aigue-Blanche, et leur gauche en Maurienne. Les Français occupaient encore derrière l'Arc, Conflans, Ugine, et le chemin qui conduit à Beaufort. Les choses en étaient à ce point, au moment où le général Kellerman re-

qui commandait celles placées à Valoire.

Les neiges qui tombèrent le 16 jusqu'au 18 dérangèrent ses projets, les troupes ayant été forcées en grande partie de descendre des montagnes. Malgré ce contre-temps, le général ne discontinuait pas de faire pousser l'ennemi; déjà il s'était replié du village de la Chambre; un bataillon de grenadiers était remonté par la rive gauche de l'Arc, jusqu'à hauteur de la Chapelle. Quatre cents hommes avaient été portés au-delà de la Chambre, un bataillon s'était avancé vers le col de la Madelaine, où il avait été joint par le général Doyen, qui, venu de la Chapelle avec quatre cents hommes, avait secondé l'attaque du col de la Madelaine, où l'ennemi avait été battu et obligé de se retirer précipitamment sur Moutier. En même temps, la division de la Tarantaise manœuvrait en ga-

gnant les hauteurs, pour harceler l'ennemi sur ses flancs; et les troupes qui étaient dans le Faussigni, soutenues par les gardes nationales du Mont-Blanc, après avoir repoussé l'ennemi de Cluse jusqu'à Salanches, l'avaient attaqué le 28 septembre avec le plus grand succès.

Le même jour, on avait chassé l'ennemi de Beaufort. Le 30, on l'avait battu à Mont-Cornet, et on lui avait pris trois pièces de canon, tous ses équipages, et tué beaucoup de monde. L'adjudant Pressy avoit emporté le Valmenier, le 1er octobre; tous ces mouvemens préparaient, en tournant les ennemis par le flanc, l'attaque projetée par le général, pour le 2 octobre, des positions de Grand-Cœur et d'Aigue-Blanche. Mais la prise du Mont-Cornet ayant découvert la droite des ennemis, ils se retirèrent dans la nuit du 1er au 2 octobre. Dès qu'il en fut

instruit, le général se mit à leur suite, à la tête de son avant-garde, en se faisant suivre par la division toute entière, qui campa le même jour à Moutier.

Cependant, les ennemis gagnaient le petit Saint-Bernard avec une telle rapidité, que le général ne put les atteindre que le 4 octobre, au-delà de Saint-Maurice, au village de Saint-Germain, sur le plateau duquel ils avaient établi une batterie de deux pièces de huit, avec lesquelles ils tirèrent, sans beaucoup d'effet, sur l'avant-garde, depuis sept heures du matin jusqu'à dix heures, où la colonne arriva toute entière avec l'artillerie. Pendant que celle-ci faisait taire celle des ennemis, le général faisait tourner la gauche par un bataillon de chasseurs et de grenadiers. Le feu fut très-vif pendant trois heures; enfin l'ennemi fut chassé du plateau de Saint-

Germain vers les deux heures après midi, et se hâta de gagner tout à fait le petit Saint-Bernard. (17)

Ainsi, les Piémontais, après avoir pénétré dans le Faussigni et la Tarantaise, fuyaient devant les troupes de la république, mais ils occupaient encore la Maurienne; il était essentiel de leur faire passer le Mont-Cenis, comme les autres avaient passé le Mont Saint-Bernard; afin d'y réussir, le général Kellerman fit passer le col des Encombes au brave sixième bataillon de la Gironde, pour le porter sur Termignon; en même temps le général Doyen marchait sur Saint-Jean de Maurienne, dans le dessein de renforcer l'attaque de toute cette partie par le général Dornac, tandis que l'adjudant général Pressy, qui venait de battre les ennemis à Valmenie, marchait pour les attaquer sur leurs derrières et leur flanc gauche.

Toutes ces attaques ayant parfaitement réussi, l'ennemi fut mis en fuite, sans pouvoir arrêter l'impétuosité des troupes républicaines, qu'en rompant sept ponts, afin de fermer le passage à l'artillerie; car nul obstacle ne put suspendre la marche de l'infanterie; elle la continua par les chemins les plus affreux, qui la conduisirent, le 8 octobre, à Termignon, au pied du Mont-Cenis.

Là se termina cette expédition : de sa réussite devait dépendre, pour les ennemis, celle du vaste plan de l'insurrection de tout le Midi.

Le général Kellerman avait profondément étudié la vaste étendue du pays, dont on lui avait confié la défense; et, à l'instar du maréchal de Berwik, qui, avant lui, avait eu à défendre les Alpes, et, comme lui, à repousser les ennemis de la Tarantaise et de la Maurienne, il avait savam-

ment placé le point intermédiaire de ses forces au camp de Tournoux, d'où il pouvait, dans le besoin, ou faire renforcer l'armée d'Italie, ou faire donner des secours à celle des Alpes, en faisant toutefois surveiller, de ce point intermédiaire, les ennemis et leurs mouvemens, afin d'en instruire les généraux, et leur donner le temps et les moyens de prendre les précautions nécessaires. Malgré cette conduite, le général Kellerman avait été arrêté et renfermé. (18)

Cependant, au moyen de la fuite des Piémontais, et de leur retraite au-delà des monts, Lyon avait été pris le 17 vendémiaire an 2 (9 octobre 1793). L'armée qui l'avait assiégé fut destinée sur-le-champ à joindre celle qui agissait déjà sur Toulon. La garnison de Valenciennes, dont la capitulation portait qu'elle ne servirait pas d'un an contre les alliés, avait aussi été en-

voyée sur le même point ; on tira de l'armée d'Italie douze bataillons, et bientôt quarante mille hommes furent réunis autour de cette ville, dont les Anglais et les Espagnols étaient les maîtres, ainsi que de tous les forts qui s'élevaient sur les sommités dominantes. Mais au même instant où les Piémontais avaient pénétré dans le Mont-Blanc, ils avaient marché sur le Var, et avaient tenté de couper la communication entre l'armée des Alpes et celle d'Italie, en détruisant un pont établi sur cette rivière, entre le Brok et Saint-Martin. Sept cents républicains occupaient un poste en avant de Gilleto, pour protéger et défendre ce pont; ils y furent attaqués le 26 vendémiaire an 2 (18 octobre 1793) par quatre mille Piémontais; et, en leur tenant tête toute la journée, ils donnèrent le temps au général Dugomier de venir à leur secours, et de marcher avec eux,

le 19, contre l'ennemi, sur lequel on tomba la baïonnette au bout du fusil : après avoir fait feu à trente pas, on le rompit, et on le mit dans une entière déroute.

Après cette action, l'armée d'Italie resta stationnaire dans les positions où elle se trouvait depuis les journées des 8 et 12 juin, afin de couvrir le comté de Nice et le siége de Toulon. Dans cet espace de temps, le général Brunet, dénoncé, avait été remplacé par le général Dumerbion, et le général Dugomier était allé prendre le commandement de l'armée destinée à assiéger Toulon.

Dès les premiers jours de leur débarquement, les Anglais avaient tenté de se rendre maîtres des gorges d'Ollioules, défilés resserrés entre des montagnes inaccessibles, et seul passage qui communique avec l'intérieur du pays. Le général Carteau les y avait

attaqués, et avait resserré la garnison dans l'enceinte des défenses extérieures. Les troupes, alors, arrivèrent de toutes parts, et dès qu'elles furent réunies, on les mit en action d'après un plan envoyé par le comité de salut public.

On forma deux corps d'armée et deux attaques; le général Dugomier embrassa tout le front des défenses extérieures du côté du couchant, depuis le fort Malbousquet, jusque sur le promontoire qui ferme l'extrémité de la rade. Du côté de l'est, le général Lapoipe embrassa depuis la montagne Faron qui commande la ville au nord, jusqu'au Cap Bron et au fort de Lamalgue, qui défend l'entrée de la grande rade. L'essentiel était de se rendre maître d'abord des dehors et de la campagne, afin de resserrer la garnison dans la ville, et d'exposer la flotte aux batteries de terre, qui, au moyen des feux

convergens, dirigés de tous les points de la circonférence, la forcerait d'évacuer la rade. Dès les premiers jours, on s'empara, à la droite, des hauteurs opposées au fort Malbousquet et à la grande redoute anglaise, et on y établit des batteries. On enleva le fort des Pommets, qui commande toutes les hauteurs au nord de la ville; on établit, alors, un camp sur la montagne des Arênes, ce qui coupa les eaux de la ville, et ferma le pont de la petite rivière de Laz.

A la division de gauche, les troupes s'établirent à la Valette, et de là, par des retranchemens et des batteries, s'approchèrent de la côte méridionale de la grande rade et des forts Lamalgue et Marguerite, qui les défendent. Les renforts n'arrivant que successivement, le siége se prolongeait, et les ennemis restaient maîtres des anciennes défenses, et de toutes celles

qu'ils avaient construites. Le 10 frimaire an 2 (30 novembre 1793), les assiégés firent une grande sortie; six mille hommes passèrent la rivière de Laz, se portèrent en deux colonnes, l'une sur la hauteur des Arênes, l'autre sur les batteries opposées au fort Malbousquet. Les postes, d'abord surpris, reculèrent; les Anglais parvinrent jusqu'aux batteries des Arênes, et les enclouèrent; leur colonne de droite s'empara aussi des postes et des batteries qui défendaient les gorges d'Ollioules, et déjà se portait sur le parc d'artillerie, dont elle était sur le point de s'emparer.

Cependant les généraux, accourus au premier feu, rallièrent les troupes et les ramenèrent. Dugomier se mit à la tête de l'attaque, derrière laquelle on reforma quelques bataillons épars; les postes, plus ou moins rapprochés, envoyèrent des renforts. Les

chefs alors donnent l'exemple : cette foule, animée par la volonté et par la bravoure, les suit; on la conduit au poste des Arênes; elle le reprend, ainsi que les batteries; elle attaque, elle presse l'ennemi de toutes parts; elle l'oblige d'abandonner précipitamment le terrain, et de repasser la rivière de Laz; et elle le suit de si près dans sa retraite, qu'elle est près d'entrer avec lui dans le fort Malbousquet. C'est à la palissade de ce fort que l'histoire signale, pour la première fois, la bravoure du chef de bataillon Bonaparte, à peine âgé alors de vingt-quatre ans.

Dans cette action, le général Dugomier reçut deux coups de feu; et le général Ohara, arrivé récemment pour commander dans Toulon, fut fait prisonnier. Les assiégés augmentaient leurs défenses; la saison s'avançait; on avait toutes les forces que l'on

pouvait espérer. On assembla un conseil de guerre, dans lequel on retrouve encore le nom de Bonaparte, et où l'on arrêta une attaque générale. A l'armée de droite, le général Dugommier fut chargé d'attaquer la redoute anglaise; le général Mouret celle du fort Malbousquet, et le général Garnier celles des forts sur les hauteurs qui commandent la rivière de Laz. A la gauche, le général Lapoipe dut attaquer la montagne de Faron, et le général Laharpe les batteries qui, du cap Bron, dominent sur l'entrée de la rade. Le chef du génie Marescot dut concourir au succès de ces entreprises par tous les moyens de son arme. Le point le plus important était la grande redoute anglaise située sur le promontoire, d'où elle découvrait les deux rades, où les flottes combinées ne pourraient plus se maintenir, si les Français parvenaient à s'en emparer.

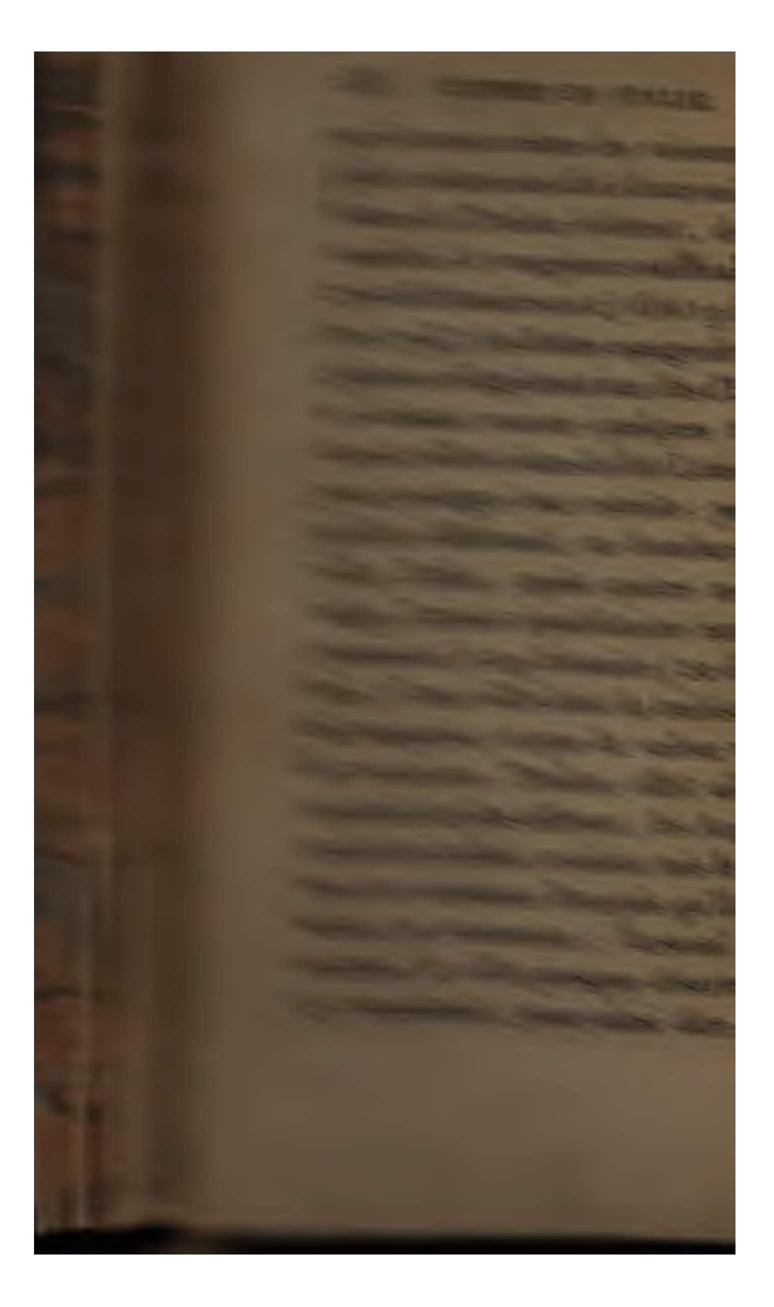
D'après une reconnaissance faite par le général en chef, les dispositions furent prises pour faire l'attaque par trois colonnes, dont deux devaient tourner la redoute, afin de couper sa communication avec le camp anglais.

Après avoir ainsi disposé toutes les attaques, le 21 frimaire an 2 (14 décembre 1793), on se mit en mouvement sur tous les points; à celui de la redoute anglaise, les deux colonnes qui devaient la tourner gravirent à l'envi la hauteur escarpée sur laquelle elle était placée; elles franchissent les obstacles; les soldats pénètrent par les embrasures des batteries; le feu d'un retranchement intérieur les oblige trois fois d'en sortir : dans une quatrième tentative, le poste est emporté, et tout ce qui peut se sauver gagne avec peine les embarcations. En même temps, la division aux ordres du général Mouret et celle aux ordres du général Garnier

s'emparaient, l'une des deux forts Saint-Antoine, l'autre du fort Malbousquet; et les troupes qui défendaient ces postes se renfermaient dans Toulon. Au signal convenu, l'armée de gauche s'était aussi mise en mouvement; le général Laharpe, après avoir fait sauter la poudrière du cap Bron, avait attaqué dans cette position l'ennemi, qui, après cinq heures de résistance, s'était retiré dans le fort Lamalgue. Le général Lapoipe avait agi sur les hauteurs de Faron, au nord de la ville; et, après avoir emporté le fort situé sur les sommités, l'ennemi avait abandonné les postes inférieurs des forts Lartigue et Sainte-Catherine, qui se trouvaient alors entièrement exposés aux feux plongeans de l'assaillant et à ceux du fort Faron. Une partie des troupes qui défendaient ces différens forts se rembarqua; le reste se retira dans Toulon, où la confusion com-

mençait à régner à un point extrême.

Les marins, craignant pour leurs vaisseaux, qui, dès ce moment, se trouvaient exposés aux feux des batteries de terre, dont les Français venaient de s'emparer, et qui les découvraient de tous côtés, voulurent se hâter de quitter les rades. Les troupes de terre ne voulaient pas s'exposer à tenir plus long-temps dans une place dont tous les dehors étaient occupés par un assiégeant victorieux; et les habitans, en proie au désespoir et aux justes craintes d'un avenir menaçant, accroissaient le désordre et l'irrésolution. Bientôt cependant la mer se couvrit de légers bâtimens chargés de familles fugitives qui cherchaient sur la flotte ennemie un asile contre le ressentiment mérité de leur patrie; mais plusieurs de ces bâtimens furent coulés bas, les uns par l'excès de leur charge, les autres par les batteries des rivages opposés, plusieurs



des forçats qui, dans le bouleversement général, avaient brisé leurs fers. On s'occupa d'abord d'arrêter les progrès des incendies; on visita tous les magasins à poudre: on fit arriver une division de l'armée dans Toulon. Avant d'entrer dans la ville, on s'était emparé d'une grande abondance de porcs, de moutons et de bœufs, envoyés par le pape. On avait aussi trouvé une assez grande quantité de fourrages, de provisions de toute espèce, de tentes, d'équipages, et plus de cent pièces de canon, de gros calibre, dans les forts et les redoutes. En entrant dans Toulon, on trouva deux cents chevaux espagnols, sellés et bridés, qui n'avaient pu être embarqués; environ trente mille charges de blé; plusieurs autres articles très-importans, et jusqu'au trésor des ennemis. Le 30 frimaire (21 décembre 1793), les représentans du peuple Barras, Fréron, Roberspierre le

jeune, Salicetti, écrivirent au comité de salut public, pour faire part à la convention de cette importante nouvelle. (19)

La prise de Toulon donna un grand éclat au gouvernement conventionnel; tous ses ennemis au dedans et au dehors étaient vaincus, soumis ou découragés; le système d'opposition du Midi devenait impossible à suivre; les restes des partis opposans dans le Calvados, la Bretagne, Bordeaux, Marseille, se dérobaient aux vainqueurs; les Vendéens venaient d'éprouver une défaite totale; au Nord, depuis la bataille de Hondtschoot, on avait repris l'offensive; au Midi, l'armée des Alpes restait entièrement maîtresse du Mont-Blanc; l'armée d'Italie, sous les ordres du général Massena, avait terminé la campagne par un avantage brillant qui assurait les positions de l'armée pendant les quartiers d'hiver.

Une nombreuse garnison défendait le fort de Castel-Genet, situé sur la sommité d'une montagne; l'avantage du lieu donnait de grands moyens aux Piémontais pour se défendre; les soldats français avaient pris une pièce de canon, l'avaient portée l'espace de deux milles, et, la hissant, à force de bras, sur une hauteur qui dominait le fort, ils y avaient mis une batterie, et avaient bientôt obligé les Piémontais de se rendre.

Le fort pris, on s'était emparé successivement de trois camps et du poste de Figareto, le 21 brumaire (14 novembre); ce qui avait terminé la campagne dans cette partie des Alpes maritimes.

Ici, il est impossible de n'être pas étonné comment, malgré le changement continuel des généraux, les dénonciations dont ils étaient sans cesse entourés ou menacés, les contrariétés

sans nombre qu'ils éprouvaient, la pénurie pour les munitions de guerre et de bouche, le despotisme des commissaires de la convention, au moment où Lyon soutenait un siége, et où Toulon se rendait aux Anglais et aux Espagnols, on avait mis encore autant de suite dans les opérations, autant de ténacité et de bravoure dans les attaques, et comment on avait contenu l'ennemi par une défensive dont l'activité et la sagesse furent très-honorables aux armées françaises.

Au milieu de ces événemens, dont nous avons dû nous borner à indiquer la plus grande partie; après la déclaration de la guerre, l'expulsion des ministres patriotes, la déloyauté dans l'exécution du décret qui concernait la suppression de la garde du roi, l'entêtement à refuser la sanction au décret du camp sous Soissons, et à ceux contre les prêtres et les émigrés; après la jour-

née du 20 juin, où la dignité royale avait été dégradée; après celle du 10 août, où la royauté avait été détruite; après celle du 2 septembre, où des hommes de sang avaient donné la mesure de toutes les horreurs dont ils étaient capables, la convention se permit, le 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793), la sentence inique et impolitique qui traîna l'infortuné Louis XVI sur l'échafaud, où sa femme et sa sœur ne tardèrent pas à le suivre. Ce prince, retenu dans l'ignorance des hommes, accoutumé à voir tout céder à sa volonté, ne pouvait avoir une idée juste d'une résistance durable, ni de la gravité des circonstances dans lesquelles il se trouvait; il les regardait comme une crise orageuse qui ne pouvait se prolonger, et dont les moteurs se lasseraient les premiers. En conséquence, il crut pouvoir céder à ses conseils qui le poussaient à la résistance, et se per-

dit avec eux. On ne saurait s'empêcher de s'attendrir sur le sort de ce malheureux monarque, quand on lit que, dans le silence de sa prison, il regardait la Sierra-Morena, en Espagne, comme une terre de repos, comme un asile où les droits de père de famille et de cultivateur ne lui seraient pas disputés. La postérité impartiale lui reprochera peut-être d'avoir trompé la foi publique, en trahissant la nation au moment où il acceptait la constitution, et tandis qu'il faisait déclarer la guerre aux puissances coalisées en sa faveur. Tout le monde s'accordait à reconnaître en lui des mœurs pures, un jugement froid, l'amour et le desir du bien public, des intentions pacifiques; mais sa faiblesse creusa l'abyme où il précipita le trône et safamille. Les conséquences de cet événement furent terribles; il divisa la convention en deux partis : celui qui avait voté la mort

du roi, sentant bientôt que sa puissance reposait sur une injustice, se crut forcé d'exercer un pouvoir tyrannique; tout homme probe luiparut un juge redoutable : alors naquirent les délations, les destitutions, les persécutions, les prisons, les tribunaux révolutionnaires, les échafauds, la mort, la tyrannie la plus atroce dont les annales de l'histoire aient été souillées.

Après cette catastrophe, Manuel, l'un des plus ardens amis de la liberté, écrivait à la convention, en lui envoyant sa démission : « Citoyens re-
« présentans, qu'avez-vous fait? Tels
« que vous êtes (la vérité m'échappe),
« oui, tels que vous êtes, vous ne pou-
« vez plus sauver la France; et l'homme
« de bien n'a plus qu'à s'envelopper de son manteau. » (20)

FIN DU PREMIER LIVRE.

SOMMAIRE

DU LIVRE SECOND.

La mésintelligence se glisse parmi les coalisés. — Les Vendéens sont battus. — L'Angleterre fait de nouveaux efforts pour resserrer les nœuds de la coalition. — L'empereur vient joindre son armée près de Tournay. — Il y est battu, ainsi que le duc d'Yorck. — Pichegru s'empare d'Ypres, et menace les Pays-Bas. — Jourdan bat complètement Cobourg à Fleurus. — Il l'oblige de se retirer sous Maestricht. — Le duc d'Yorck s'était retiré sous Breda. — Les Français se trouvent les maîtres des Pays-Bas, et se disposent à entrer en Hollande. — Sur le Rhin, ils menacent Manheim et Mayence. — Du côté de l'Italie, ils ont déjà Oneille et Loano, et marchent sur Ponte di Nava et Ormea. — Même succès depuis le col de Tende jusqu'au mont Saint-Bernard. — Le général Dumerbion bat les coalisés à Cairo. — Il ne profite pas de sa victoire. — Evénemens du 8 thermidor. — Legendre chasse les jacobins de leur club. — La terreur cesse peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. — Usurpation et partage de la Pologne. — Prise de la Hollande. — Les armées des Alpes et d'Italie soutiennent la défensive, et, malgré la très-grande supériorité de l'ennemi, il ne peut réussir à pénétrer sur le territoire de la république. — Paix conclue avec l'Espagne, la Prusse, quelques états de l'empire germanique. — La convention est attaquée le 1er prairial. — Le représentant Feraud est assassiné. — Le 3 prairial, la convention fait marcher des troupes contre le faubourg Saint-Antoine. — Les rebelles se soumettent. — La convention nomme une commission pour rédiger une nouvelle constitution.

LIVRE SECOND.

DEPUIS la mort de Louis XVI et la reprise de Toulon, jusqu'à la formation du directoire exécutif.

Du 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793) au 14 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795).

ON avait dit à la tribune de la convention nationale que le cri de la victoire avait retenti des bords du Var à ceux du Rhin. En effet, placés entre l'échafaud de leurs tyrans et le canon de leurs adversaires, les Français avaient méprisé les dangers du dedans, avaient triomphé des périls du dehors, et la patrie avait dû à la fois au courage de ses guerriers et son salut et sa gloire.

Les Autrichiens, pressés par des bataillons nombreux, étaient battus près de Maubeuge, et contraints de se retirer dans la forêt de Mormale.

Sur le Rhin, les succès avaient été encore plus rapides et plus décisifs ; les Prussiens et les Impériaux s'étaient emparés des lignes de la Lauter, de Weissembourg, du Fort-Louis ; ils avaient investi Landau, et repoussé les Français jusqu'à Strasbourg et Saverne : heureusement le duc de Brunswick, qui poussait ces opérations avec ardeur, avait été contrarié dans ses plans par les Autrichiens.

Le général Hoche, qui avait battu, près de Sarbruck, un corps d'armée prussienne, s'était réuni, dans les premiers jours de frimaire (6 novembre), au général Pichegru : ils avaient emporté à la baïonnette la redoute de Frechewiler, près de Werth ; et les Prussiens étant chassés de ce passage, les Autrichiens avaient évacué la redoute d'Haguenau.

En vain le duc de Brunswick avait-il rallié, l'épée à la main, ses troupes

découragées, la valeur brillante qu'il avait déployée dans cette circonstance n'avait eu d'autre résultat que d'empêcher la retraite de devenir une déroute complète ; les troupes françaises, profitant de leurs avantages, avaient repris Weissembourg, le prince de Hohenlohe avait levé le siége de Landau, le général Wurmser avait repassé le Rhin, et le duc de Brunswick s'était retiré sur Mayence.

Du côté des Pyrénées occidentales, les Espagnols avaient été battus dans la vallée de Bastan, et forcés de repasser en désordre la Bidassoa ; vers les Pyrénées orientales, après avoir laissé prendre Vernet, ils avaient perdu la bataille de Peyre-Tortes, où sept mille cinq cents Français avaient défait quatorze mille Espagnols, pris leur camp, vingt-six pièces de canon, quatre obus, une forte somme d'argent, tué environ mille hommes, blessé deux cents, et fait

seize cents prisonniers. On leur avait pris en outre une grande quantité de postes, et on les avait chassés des hauteurs voisines de Villelongue.

Du côté du Var, Toulon venait d'être repris. Il semblait que les braves défenseurs de la patrie voulaient effacer, par leurs hauts faits, la honte dont on s'était couvert en France par tant de jugemens iniques et d'exécutions injustes.

Enfin la mésintelligence commençait à se glisser parmi les coalisés. L'Empereur, mécontent de voir Frédéric Guillaume s'emparer de Dantzik, de Thorn et d'une partie de la grande Pologne, venait d'ordonner l'évacuation de l'Alsace, et de se borner à la défensive : tandis que le prince de Brunswick écrivait au roi de Prusse, d'Oppenheim, en quittant le commandement de l'armée, le 14 nivose (6 janvier), (21) pour se plaindre que l'é-

goïsme et la défiance avaient détruit toutes les mesures prises par les armées combinées. En même temps l'Empereur, rappelant à tous les états de l'Empire les périls que courait l'Allemagne, invitait tous les cercles à se lever en masse; mais sa demande était mal accueillie; on ne croyait pas dans l'Empire à l'impossibilité de la paix; et l'ambition des grandes puissances, qui voulaient démembrer la France, n'était point approuvée par les princes allemands, à qui la guerre offrait beaucoup de dangers sans aucun espoir d'indemnité. Frédéric Guillaume, surtout, s'opposait le plus hautement à la levée en masse des peuples de la frontière. D'un autre côté, on soupçonnait l'Autriche de traiter avec la France. Enfin le roi de Prusse, ne pouvant pas supporter plus long-temps les dépenses d'une guerre aussi coûteuse, exigeait les indemnités qui lui étaient dues; il

demandait que les cercles se chargeassent de l'entretien de son armée.

Sur le refus des cercles, au mois de pluviose (mars), le roi avait signifié qu'il ne fournirait plus que son contingent, comme électeur de Brandebourg, et avait ordonné au général Mellendorf, qui avait remplacé le duc de Brunswick, de se retirer sur Cologne, en laissant vingt mille hommes sous le commandement du général Kalkreut. (22) Cette défection du roi de Prusse avait encouragé les puissances neutres à résister aux menaces de l'Angleterre, qui voulait les forcer à prendre part à la guerre.

Les Vendéens, faute de secours, venaient d'être battus à Noirmoutiers, et avaient échoué dans leurs attaques sur Granville; dès cet instant ils ne furent plus en état de résister à leurs ennemis. (23)

L'Angleterre, ayant manqué l'oc-

casion favorable de ruiner la France par la guerre civile, résolut de s'emparer des colonies françaises en Amérique; et, pour n'être pas troublée dans cette entreprise, chercha tous les moyens de rendre la guerre du continent plus active; en conséquence elle fit un traité avec le roi de Sardaigne, prêta de l'argent à l'Empereur, et assura des subsides au roi de Prusse. (24)

Cependant, soit que la division d'intérêt et d'opinion, soit que le refroidissement pour la destruction de la France, et la désunion parmi les coalisés, aient été ou non une des causes des premiers avantages dont se glorifia cette nation, il n'en exista pas moins, dès cet instant, une énergie vraiment aussi étonnante qu'inconnue jusqu'alors. On doit dater de cette époque, non pas les premiers prodiges de valeur des armées françaises, mais une espèce d'émulation entre elles, qui si-

gnala continuellement une bravoure peut-être sans exemple, des hauts faits vraiment surnaturels, et une suite étonnante de succès ou de conquêtes. En effet, on vit, dès cette époque, les armées françaises combattre contre les troupes les mieux exercées et les mieux disciplinées de la très-grande majorité des puissances de l'Europe, remporter contre elles des victoires sur tous les points de l'hémisphère. Ainsi, en même temps que de nouveaux ministres du Seigneur, autorisés par le gouvernement, ne pouvaient établir la moindre stabilité dans le nouveau clergé; que de nouveaux magistrats, de nouveaux administrateurs amovibles ne pouvaient mériter de la part du peuple une confiance indispensable dans leurs fonctions, des sous-officiers et des soldats, s'élevant en grade sur les débris des institutions royales, devenaient, les uns des officiers distingués; les au-

tres des généraux dont la conduite, la hardiesse, l'ardeur et les succès étonnaient les officiers vieillis sous les armes, et qui avaient joint à l'expérience, acquise pendant la guerre, une étude assidue de cet art pendant la paix. Une nécessité continuelle de vaincre ou de mourir n'aurait pas même laissé le temps de recourir à des principes. On ne connaissait qu'une émulation, celle de contribuer à la victoire; la célérité des mouvemens, la multiplicité des actions entraînait la volonté, et nécessitait une audace, une témérité couronnées de succès presque toujours inattendus, auxquels la prévoyante et prudente sagesse n'aurait jamais permis de se livrer, tant les chances auraient paru peu favorables, et les tentatives trop hasardées. Ce fut cependant avec ces élémens de soldats, de sous-officiers, d'officiers et de généraux nouveaux, sans expérience; ce fut avec

des hommes malvêtus, à peine nourris, mal armés, non payés, jamais exercés, couchant sur la terre, ne se plaignant jamais, allant au combat en chantant, ne respirant que le bonheur et la gloire de leur patrie, que le monde étonné vit exécuter, dans toutes les saisons et sous tous les climats, des prodiges que l'histoire osera à peine transmettre à la postérité, et dont nos arrière-neveux douteront peut-être.

Avant l'ouverture de la campagne, les coalisés avaient tenu un grand conseil de guerre en Flandre, où l'on avait arrêté toutes les opérations; mais le duc d'Yorck, ne voulant pas servir sous les ordres d'un général autrichien, l'empereur François II, pour terminer toutes les contestations, s'était déterminé à venir se mettre lui-même à la tête de ses troupes; sa présence en avait ranimé l'ardeur, et leur première opération avait réalisé les espérances que

tant d'efforts réunis avaient fait concevoir. Après avoir battu les Français à Cateau-Cambrésis, les coalisés avaient assiégé Landrecy, et, dès le commencement de la campagne, ils se trouvaient à quarante lieues de Paris; mais ce fut là le terme de leurs prospérités. Après plusieurs combats, plusieurs succès alternatifs, Clairfait avait été repoussé près de Tournay. Les Français, après avoir forcé le passage de la Sambre, avaient fait de vains efforts pour chasser le général Kaunitz de sa position, entre Rocroy et Bitche. L'Empereur, arrivant alors à Tournay, avait formé le plan d'une attaque générale; elle devait se faire sur trois colonnes; la première sous le commandement de l'Empereur et du prince de Cobourg; l'autre sous celui du prince Charles et de Clairfait; le duc d'Yorck et le colonel Mak étaient chargés de la troisième. Ces trois colonnes

furent battues par les Français; la cavalerie hanovrienne, culbutée, mit le désordre dans l'armée du duc d'Yorck, qui ne dut son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Après ce revers, les alliés avaient repris leur position près de Tournay, et ils y avaient été attaqués de nouveau par les Français, qui y avaient perdu douze mille hommes. D'un autre côté, Kaunitz et Beaulieu avaient remporté quelques avantages, l'un sur la Sambre, l'autre près de Bouillon; mais tous ces combats n'étaient que le prélude d'actions plus importantes, et d'événemens plus décisifs.

Les Français, pressés par les circonstances, stimulés par un gouvernement terrible, et animés par cet enthousiasme qui franchit tous les obstacles, avaient changé totalement de tactique; profitant de la supériorité de leur nombre, et comptant pour rien les places fortes qu'ils laissaient derrière eux, ils

avaient déconcerté, par des marches hardies, le système prudent et méthodique de leurs adversaires. Leur valeur tumultueuse et bouillante avait triomphé de l'ordre, de la discipline des Autrichiens, qui voyaient la baïonnette française braver leur artillerie et forcer leurs retranchemens les plus redoutables.

Tandis que le général Jourdan occupait la gauche des ennemis; que le général Pichegru, à la tête d'une armée française, battait les Anglais dans la Flandre occidentale, s'emparait d'Ypres, et menaçait les Pays-Bas, une autre armée française marchait vers le duché de Luxembourg, forçait Kaunitz et Beaulieu de se retirer. Dans cette crise périlleuse, le prince de Cobourg, voulant tenter un dernier effort, avait marché pour secourir Charleroy, dont il ignorait la reddition. Jourdan l'avait battu complè-

tement à Fleurus. Cette victoire, plus célèbre que celle de Jemmapes, avait été décisive. Le prince de Cobourg, battu par quatre-vingt mille hommes, et craignant d'être tourné par une autre armée de soixante-dix mille, qui venait de vaincre le duc d'Yorck et Clairfait, et de prendre Ypres, menacé d'un autre côté par la troisième armée française qui forçait Beaulieu à évacuer Namur, avait en vain voulu tenir quelque temps dans la forêt de Soignes; il y avait perdu sept mille hommes, en avait été chassé, et s'était retiré sur Maestricht. Le duc d'Yorck, tardivement secouru par le lord Moira, avait fait sa retraite sur Breda: dès cet instant, l'Empereur, perdant toute espérance, était retourné à Vienne, laissant son armée, vaincue à Fleurus et sur la Roër, forcée de revenir en Allemagne.

A la suite de ces victoires, les Fran-

çais s'étaient emparés sans obstacle de tous les Pays-Bas; ils avaient repris Valenciennes, Condé, le Quesnoy, Landrecy, qu'ils avaient laissés derrière eux, et ils se préparaient à porter la guerre en Hollande.

Sur le Rhin, les Autrichiens et les Prussiens avaient également été battus; les Français menaçaient Manheim et Mayence.

Ainsi avait fini, dans le Nord, la campagne de la seconde année de la république (août 1794), qui avait ressuscité de si brillantes espérances, et qui se termina par la défaite de ces formidables armées dont les maîtres semblaient, quelques mois auparavant, n'avoir à s'occuper que du partage de leurs conquêtes.

Mais, pendant que les armées françaises s'immortalisaient sur les bords du Rhin, en Flandre, dans les Pyrénées, et obtenaient par-tout des avanta-

ges qu'on ne devait pas attendre de leur inexpérience dans l'art de la guerre, elles n'acquéraient pas moins de gloire vers l'Italie, où leurs succès étaient encore plus décisifs. Maîtres du pied des Alpes, depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français attendaient avec impatience le moment favorable pour commencer les attaques qu'ils avaient projetées sur les différens points des Alpes par où ils pouvaient pénétrer dans les états du roi de Sardaigne. Ce prince, tremblant pour son trône, effrayé des victoires, des maximes et des partisans des Français, même parmi ses sujets, s'était empressé de mettre sous la protection de l'Autriche, Tortone, Alexandrie, Saravalle, dont s'étaient emparés les généraux autrichiens, abandonnant la défense de la Lombardie à des milices, en attendant un corps de troupes que l'Empereur faisait marcher sur Mantoue.

Ainsi la droite de l'armée piémontaise se prolongeait sur les hauteurs de Valdieu ; la gauche s'appuyait sur Coni ; le centre n'était pas éloigné de San-Dalmazo ; et la cour de Turin, ayant vu échouer sa dangereuse tentative d'une levée en masse, comptait encore, pour la sûreté de l'intérieur du pays, sur quinze mille étudians appelés à s'enrôler, soixante bataillons demandés aux barons, vingt escadrons projetés, et un corps de cavalerie napolitaine qui était sur le point d'arriver : pour l'extérieur et ses côtes de la Méditerranée, sur une escadre anglaise qui croisait dans les mers de Toscane et de Gènes. Outre le desir des Anglais d'être les maîtres de ces mers, ils voulaient maintenir le grand duc dans la coalition, et forcer les Génois d'y entrer : ceux-ci s'obstinaient à conserver la neutralité, autant que pouvait le faire un état faible, à demi révolu-

tionné, entouré de grandes puissances, qui, en invoquant sa neutralité, ne craindraient pas de la violer dès l'instant où elles le croiraient utile à leurs intérêts ou à leurs projets. (25)

Au moins chercha-t-on, du côté des Français, à colorer, par des formes diplomatiques, la conduite que l'on tint avec Gènes dans la position où l'on se trouvait, et d'après le projet arrêté au comité de salut public, d'enlever au roi de Sardaigne le port et la ville d'Oneille, seule place qui lui restait pour communiquer avec les Anglais, ses protecteurs, et avec l'île de Sardaigne. Oneille servait aussi de retraite aux corsaires des puissances coalisées, qui interceptaient le commerce de Marseille avec la côte de Gènes. Pour arriver à Oneille, il fallait traverser quelques lieues du territoire génois. Le sénat, qui voulait maintenir sa neutralité, étayait le refus qu'il faisait

d'accorder le passage, de l'appréhension assez bien fondée que les Autrichiens, sous les ordres du baron de Wins, n'exigeassent la même condescendance, et que la république ne devînt le théâtre de la guerre : mais que peuvent les raisons diplomatiques contre la volonté du plus fort? Il importait aux Français d'appuyer le succès de leurs armes dans le Midi par un succès politique, et la force seule pouvait le leur procurer. Néanmoins on voulut conserver l'honneur des procédés; et, soit pour gagner le gouvernement de Gènes, ou seulement pour tranquilliser le peuple, les représentans Riccord, Salicetti et Roberspierre jeune, adressèrent, le 10 germinal an 2 (30 mars 1794), une proclamation auxGénois, qu'ils terminaient par l'engagement formel de la discipline la plus exacte dans l'armée française. (26)

Après cette proclamation, le général

Dumerbion fit ses dispositions le 17 germinal an 2 (6 avril 1794); il fit attaquer le camp de Fougasse par le général Bizannet, qui l'enleva le même jour; et, le lendemain, le général Macquart enleva tous les postes aux environs de Breglio. Pendant ces différentes opérations, qui occupaient les ennemis du côté de Saorgio, le reste de l'armée d'Italie marchait, par la Corniche, sur Oneille : afin de l'arrêter, les Piémontais avaient occupé et fortifié les hauteurs de Sainte-Agathe; mais ces obstacles, loin d'arrêter les soldats républicains, ne servirent qu'à enflammer leur courage. Déjà ils ont entraîné des canons sur des montagnes inaccessibles; déjà ils ont gravi les hauteurs de Sainte-Agathe; et la rapidité avec laquelle ce poste a été enlevé a imprimé une telle épouvante, qu'Oneille n'a pas tardé à être évacué et abandonné par les troupes sardes, qui se sont re-

tirées en désordre dans les gorges des Apennins, et s'y sont empressées d'y aller calomnier les troupes françaises et augmenter la terreur qui les avait précédées. Les ennemis avaient affecté de répandre dans les campagnes que les Français, par-tout où ils passaient, mettaient tout à feu et à sang, et se faisaient un jeu des viols, des sacriléges et du pillage: ces bruits avaient produit les plus terribles effets; quarante mille ames avaient fui d'Oneille, et on ne rencontrait dans cette ville ni femmes, ni enfans, ni vieillards. On doit sentir combien une pareille émigration, en jetant l'épouvante parmi les peuples ignorans des campagnes, devait multiplier les obstacles et rendre toujours plus difficile l'exécution des projets des généraux français et des représentans du peuple : il fallait donc se hâter de détromper tous ceux des habitans, surtout de la campagne, avec lesquels on

pourrait communiquer. Les soldats ne touchèrent à aucune image, à aucune statue religieuse, dans ce pays, où toutes les murailles en étaient couvertes; ils ne contrarièrent aucun préjugé; ils respectèrent tous les usages; bivouaquant sur des champs d'orangers, éprouvant le besoin d'étancher leur soif, ils respectèrent et les arbres et les fruits; quelques-uns d'eux même, s'étant couchés par mégarde sur des feuillages qu'ils croyaient inutiles, offrirent de les payer, sur la simple réclamation du propriétaire. Ils surent ainsi se rendre dignes de l'estime générale, ôter jusqu'au moindre prétexte à la calomnie, et s'attirer bientôt la confiance et l'admiration des habitans des villes et des campagnes.

On trouva dans Oneille douze pièces de canon, que les ennemis n'avaient pas eu le temps d'enclouer. La prise de cette ville augmenta l'espèce de stu-

peur qui s'était emparée de la cour de Turin; elle alla même, dit-on, jusqu'à faire former au roi le projet de sortir du Piémont. Outre la dernière insurrection de Canale, il venait de s'en manifester une nouvelle dans les collines de Saint-Damien; ce qui n'était pas fait pour tranquilliser un roi déjà effrayé, qui, d'un côté, voyait ses états ou envahis ou attaqués là où les Français n'avaient pas encore pu pénétrer; qui, de l'autre, voyait les préparatifs qui se faisaient pour le rassemblement des troupes de la coalition, porter un caractère de lenteur et de découragement que la bravoure et l'audace des troupes françaises semblaient encore augmenter.

L'Italie, en paix depuis plus de quarante-cinq ans, livrée au luxe et à la mollesse, ayant perdu jusqu'aux moindres idées militaires, soumise au despotisme de ses gouvernans et à l'into-

lérance de ses prêtres, impuissante dans ses moyens d'attaque ou de défense, ne pouvait songer ni à procurer des forces aux puissances coalisées, dont elle avait si imprudemment promis de servir les passions et de seconder les projets ambitieux, ni à résister chez elle à l'irruption des Français, si jamais ils réussissaient à franchir entièrement les barrières qui s'opposaient encore à leur entrée en Italie.

Cependant la prise d'Oneille n'était que le prélude de succès plus importans : après s'en être rendu maître, ainsi que de Loano, le général Massena s'était porté, le 27 germinal (16 avril 1794), sur Ponte-di-Nava ; ce point important et redoutable était défendu par quinze cents Autrichiens que le général fit attaquer avec une telle vivacité, qu'on ne leur donna pas même le temps de faire usage de leur artillerie ; on leur passa sur le corps, après

en avoir tué une centaine; et l'on marcha vers la ville d'Ormea, dans laquelle on entra le 28 germinal (17 avril), l'épouvante en ayant déjà chassé et dispersé dans les montagnes la garnison, après y avoir abandonné douze pièces de canon, quarante barils de poudre et trois mille fusils : quoique très-avantageusement situé, le fort d'Ormea suivit le sort de la ville, en se rendant à la première sommation, et en consentant à ce que la garnison, de quatre cents Autrichiens, fût prisonnière de guerre. Le lendemain 29 germinal an 2 (18 avril 1794), on envoya un trompette sommer Garrisio, à trois lieues d'Ormea, et Garrisio ouvrit ses portes. On trouva dans Ormea six mille mines de blé, des farines pour le service journalier des troupes, beaucoup de riz et une superbe manufacture de draps, qui put en fournir sur-le-champ une grande

quantité à l'armée ; il s'y trouva, en munitions de guerre, mille fusils de calibre, un grand nombre de fusils de chasse, quarante barils de poudre, dix mille cartouches, autant de pierres à fusil, deux belles pièces sur affût de campagne, dix pièces de bronze fondues sous Louis XIV, et différens effets d'armement et d'approvisionnement. On y fit soixante-onze prisonniers; et cent seize déserteurs; venant d'Ormea, se rendirent à Nice. En se décidant à attaquer Oneille, on avait arrêté de mettre en mouvement, dans le même instant, toute la ligne des troupes qui bordaient les Alpes depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice : en conséquence, d'après les ordres donnés par le général Dumas vers la gauche, le 5 floréal an 2 (24 avril 1794), le général Bagdelone, après avoir bivouaqué deux jours sur les plus hautes montagnes, attaqua, par leur

droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du mont Valaisin, à la pointe du jour, après avoir marché dix lieues dans la neige, sur la crête des montagnes : ces redoutes emportées, on s'était empressé d'en tourner l'artillerie sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard, qui fut bientôt évacuée. Il en fut de même, le 8 floréal (27 avril 1794), pour le poste important de la Tuile; les redoutes du lac Ardente, de Sels et de la Briga. Les Piémontais, effrayés, prirent la fuite de toutes parts, et, après avoir abandonné leurs redoutes, se retirèrent en hâte sur la ville d'Aoste, au bord de la Doria, poursuivis par les Français plus de trois lieues au-delà des postes qu'ils venaient d'abandonner. Les fruits de cette victoire furent vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, deux cents fusils, treize espingoles, plus de deux cents prisonniers,

Vers le centre, on devait attaquer le Mont-Cenis, défendu alors par toutes les troupes piémontaises que le général Kellerman avait forcé d'évacuer la Tarantaise et la Maurienne, lors du siége de Lyon; mais, pour réussir avec plus de facilité dans cette expédition, pendant qu'une partie de l'armée marchait par la Maurienne, une division de trois mille hommes, assemblée à Briançon, après s'être emparée des forts Miraboux, Maupertuis et du poste des Prats, s'était portée dans les vallées de Bardonauche et de Sézanne, s'était emparée d'Oulx, *Locellum*, dont parle César dans ses Commentaires, avait pris Fenestrelles, et s'était avancée presque sous le canon d'Exiles. En même temps, les troupes françaises rendues à Lunebourg, ayant à gravir le fameux Mont-Cenis, une première colonne, sous les ordres du capitaine Cherbin,

s'était emparée, à la droite de cette montagne, aux cris de *vive la républi-que!* des redoutes des Rivets et de la Ramasse, dont elle avait tourné l'artillerie contre les ennemis, et s'était ensuite rendue maîtresse de toutes les autres redoutes. Une seconde colonne, sous les ordres du général Bagdelone, avait tourné l'ennemi pendant l'attaque de la première, en franchissant des précipices affreux, et forcé les Piémontais à abandonner leur superbe et nombreuse artillerie, leurs équipages et des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Les Français les avaient ensuite poursuivis jusqu'aux bourgs de Ferrières et de la Novalèse, où ils avaient établi leurs avant-postes, après avoir tué ou fait prisonniers huit ou neuf cents hommes, pris vingt pièces de canon, plusieurs obusiers et une grande quantité de munitions et de provisions de toute

espèce, quoique l'ennemi, en fuyant, eût mis le feu à ses magasins.

Ainsi le Mont-Cenis était enlevé dans le centre, tandis qu'à la droite, pénétrant en Piémont par le col de l'Argentière, on s'emparait de la vallée de Sture et du poste des Barricades; ce qui mettait à même d'établir bientôt la communication entre l'armée française des Alpes et celle d'Italie. Pendant ces succès de l'armée des Alpes, celle d'Italie ne s'était pas bornée à ses premiers avantages. Une colonne de dix mille hommes, après s'être emparée de Lentosca et de Belvedère, menaçait les camps de Marle et de Rauss. Le Mont-Saint-Pélerin, sur les frontières de Gênes et du Piémont, venait d'être emporté; le 10 floréal an 2 (29 avril 1794), les forts de Saorgio, Rocabilière et Saint-Martin, avaient été pris. Dès-lors les ennemis avaient été forcés d'abandonner leur camp des

Sources et celui de Rauss. Le général Serrurier s'était porté en avant, dans la vallée de Blouro : par-tout les Piémontais avaient été complètement battus; on leur avait pris plus de soixante pièces de canon de tout calibre, une grande quantité de munitions, et on leur avait fait environ deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient quelques officiers de marque. Ainsi, repoussés de toutes parts de leurs forts et de leurs positions, les Piémontais voyaient leur système de défense détruit; toutes leurs forces étaient isolées, leur ensemble était rompu, et la terreur qui s'était répandue parmi eux avait bientôt été suivie du désordre et de la déroute.

Cependant le but des généraux français de l'armée d'Italie n'était pas encore rempli; aussi les généraux Macquart et Massena attaquèrent, le 19 floréal an 2 (8 mai 1794), les Piémon-

tais placés sur les hauteurs qui dominaient l'embranchement du chemin de la Briga avec celui de Tende, où ils semblaient vouloir intercepter la communication des armées françaises sur les Alpes : en vain les ennemis, au nombre de plus de huit mille hommes, voulurent-ils opposer de la résistance; attaqués par trois colonnes, ils furent complètement battus et poussés jusqu'au-delà du village de Tende, dont on s'empara, et où l'on se posta. Néanmoins, instruits par les déserteurs et les prisonniers que les Piémontais étaient dans le dessein de ne s'arrêter au col de Tende que pour assurer l'évacuation de leur magasin, et entrer ensuite dans le Piémont, les généraux ne leur en donnèrent pas le temps : les monts escarpés, les neiges dont ils étaient couverts, les hauteurs jusqu'alors inaccessibles, rien n'arrêta les Français dans leur poursuite ; les magasins furent

pris ; et, à la suite de pareils prodiges, les plaines du Piémont dûrent s'attendre à être bientôt témoins de la valeur et de l'énergie de ces intrépides républicains. (27)

Après ces différentes actions, le roi de Sardaigne, voyant son armée diminuer et ses finances s'épuiser, créa des billets de crédit, et, afin de se procurer des soldats, accorda une amnistie à tous les déserteurs.

En même temps, dans l'état de Milan, on s'efforçait de faire des recrues, en leur promettant, outre l'engagement d'usage, une assignation de 100 livres, payable à la fin de la guerre, à 6 pour 100. De pareils moyens employés pour avoir des soldats n'annonçaient pas une grande ardeur de la part des peuples de la Lombardie, pour aller se mesurer avec les Français.

Aucune des cours de l'Italie, engagées dans la coalition, n'était tran-

quille; chacune tremblait de payer bien cher son imprudence. La consternation qui régnait dans Turin était extrême. Pendant que l'on y faisait porter à la monnaie l'argenterie des églises, celles-ci retentissaient des prières qu'on adressait à l'Éternel, pour qu'il daignât s'opposer aux malheurs dont on était menacé. On voyait accourir de tous côtés les habitans du Piémont, qui venaient s'entasser dans la capitale. Le roi avait déjà fait partir beaucoup de ses effets pour l'intérieur de l'Italie. Une insurrection, qui venait d'éclater en Sardaigne le 25 floréal an 2 (5 mai 1794), augmentait encore les inquiétudes; le peuple de Cagliari, aigri par l'orgueil du vice-roi et de tous les fonctionnaires royaux, les avait embarqués et portés à Livourne, à l'exception du vice-roi, qui avait été gardé à vue dans le golfe. On crut en même temps avoir décou-

vert à Turin une conspiration, qui tendait à s'emparer de la citadelle, de l'arsenal, de la famille royale, à la faveur d'un tumulte auquel devait donner lieu l'incendie du théâtre.

Ces différens événemens firent prendre à la cour de Turin des mesures de répression qui augmentèrent les mécontentemens; enfin elle eut l'imprudence de faire publier un édit qui mit le comble aux alarmes du peuple, et augmenta les dangers dont la cour était menacée. Tous les habitans capables de porter les armes, de quelque condition qu'ils fussent, devaient se tenir prêts à marcher contre l'ennemi quand ils en seraient requis par le tocsin. (28)

Les succès des Français continuaient. Le 23 prairial an 2 (11 juin 1794), le général Almeyras battit quinze cents Piémontais dans la vallée d'Aoste; le 29 du même mois (17 juin), le général

Bagdelone les repoussa en avant du petit Saint-Bernard. Du côté de la Méditerranée, la garnison de Loano, après avoir mis en fuite quatre mille Piémontais, les chassa de la Pietra, le 15 messidor (3 juillet). Le général Lebrun, après s'être emparé, le 26 messidor (14 juillet), dans le comté de Tende, du village de Vernante, sur le seul chemin qui sert de passage, par les Alpes, de Tende à Coni, prit de vive force, le 8 thermidor (26 juillet), le village de Rocavione, sur la rive gauche du Gesso, aussi sur le chemin de Tende à Coni, mais beaucoup plus près de cette dernière ville.

Enfin, les quatrième et cinquième jours des sans-culottides de l'an 2 (19 et 20 septembre 1794), le général Dumerbion, ayant marché contre dix à douze mille Autrichiens, qui, après s'être postés entre Finale et Acqui, et avoir poussé leurs avant-postes sur le

territoire de Gènes, menaçaient de s'emparer de Savone, au moyen d'une grande route qu'ils venaient d'ouvrir sur ce point (29), chassa, d'abord le 4, les Autrichiens des villages de Mollare, de Pallare et de la plaine de Carcare, d'où ils filèrent, pendant la nuit, sur Dégo et Cairo, où était leur camp. Il les suivit ensuite le 5 avec une telle rapidité, qu'il les atteignit à Cairo, lorsqu'ils étaient occupés à couvrir leur retraite et à faire filer leurs équipages. Quoique le jour fût très-avancé, le général Dumerbion, profitant de la bonne volonté et de l'ardeur de ses troupes, attaqua l'ennemi sur tous les points; et, malgré la résistance opiniâtre qu'il mit à défendre les positions avantageuses qu'il avait prises pour couvrir sa retraite, il n'en fut pas moins chassé à la baïonnette en moins d'une heure et demie de jour qui restait. L'ennemi perdit dans cette

action plus de mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et ne dut son salut qu'à la nuit, dont il profita sagement pour s'échapper : sa déroute fut telle cependant, qu'il laissa une partie de ses blessés, et abandonna ses magasins remplis de vivres et de fourrages.

Les Français bivouaquèrent sur le champ de bataille. L'on peut raisonnablement présumer que, s'ils avaient voulu profiter de leur victoire, ils auraient facilement poussé au moins jusqu'à Bastogno, et même jusqu'à Acqui, sur la Bormida; mouvement qui pouvait s'opérer en moins de quatre marches, pendant lesquelles le général Massena, qui se trouvait à Garesio, aurait pu, en suivant le Tanaro, se porter sur Ceva et Mondovi, et pousser peut-être jusqu'à Cherasco, au confluent du Gesso et du Tanaro : ce qui, en procurant aux armées françaises

l'avantage de prendre des quartiers d'hiver dansle Mont-Ferrat, leur aurait assuré les moyens de commencer la campagne de l'an 3 (septembre 1794), en dégageant les passages des Alpes, en avançant dans le Mont-Ferrat, et en entrant dans l'Alexandrin, le Tortonaise, etc. Des personnes qui prétendent être très-instruites, accusent le représentant Albitte de s'être opposé au desir du général Dumerbion de marcher en avant, et de profiter de la défaite et de l'épouvante des Autrichiens pour pénétrer plus avant dans le Piémont. (30) Quelle qu'ait été la cause d'une faute aussi capitale, elle n'en contribua pas moins à retarder de plus d'un an l'entrée des armées françaises en Italie. En effet, les Français étaient, il est vrai, maîtres du sommet des Alpes par-tout où ces montagnes étaient accessibles aux hommes, tant en Savoie que dans le comté de Nice;

mais, lorsqu'après avoir escaladé ces rochers couverts d'une neige aussi ancienne que le monde, on voulait pénétrer dans le Piémont, soit par le col de Tende ou par le Mont-Cenis, il fallait prendre la ville de Coni et celle de Suse : la difficulté de réussir dans l'une ou l'autre entreprise était connue de tous les militaires. Nous avons déjà vu que Coni avait inutilement été assiégé en 1744 par le prince de Conti, après une campagne très-brillante; les fortifications de cette place avaient été depuis considérablement augmentées. La ville de Suse, bâtie dans un défilé appelé le Pas de Suse, n'était pas une place très-fortifiée par elle-même; mais elle est gardée par deux forts : le plus considérable est celui de la Brunette, dont les ouvrages, creusés dans le roc, sont impénétrables au canon.

Cependant les obstacles qui s'opposaient à la conquête de ces deux places

étaient moins dans la bonté des fortifications que dans leur position topographique. Dans les gorges des Alpes, un siége ne peut être continué longtemps; les neiges qui couvrent tous ces défilés les rendent inaccessibles, jusqu'au mois de mai, à un convoi d'artillerie; et, lorsque la fonte des neiges commence, les moindres ruisseaux se changent en fleuves rapides, qu'il est impossible de franchir. Ce n'est que dans les premiers jours de juin, après l'écoulement des grosses eaux, qu'on peut rassembler dans ces agrestes contrées tous les préparatifs nécessaires pour tenter un siége; mais, dès la mi-septembre, les neiges qui commencent à tomber mettent fin à ces entreprises.

Ce furent ces difficultés locales qui sauvèrent Coni en 1744. Le commandant, sachant que l'hiver combattrait bientôt en sa faveur, se défendait avec obstination; et, lorsque les Français

se flattaient de jouir de leur triomphe, l'abondance des neiges les força de revenir dans le comté de Nice, pour éviter cet inconvénient.

Nous avons déjà fait connaître comment les Français, maîtres de nouveau du comté de Nice, après la révolution de Gènes en 1746, ayant voulu pénétrer en Piémont par le Mont-Genèvre et le col d'Exiles, cette entreprise, infiniment hasardeuse, avait été suivie de la défaite du chevalier de Belle-Isle au col de l'Assiette, en 1747. Les généraux de la république avaient à éviter les écueils sur lesquels avaient échoué leurs prédécesseurs dans la même carrière. En conséquence, ils s'arrêtèrent à suivre les bords de la mer, sur le chemin appelé la côte du Ponent; à occuper le marquisat de Final, quoique ce pays appartînt aux Génois, et à pénétrer dans le cœur du Piémont par le Mont-Ferrat.

Après avoir franchi quelques défilés que forment ces montagnes adossées aux Alpes et aux Apennins, on trouve la vallée qu'arrose le Tanaro, et qu'on pouvait suivre jusqu'à Albe ou à Mondovi; c'était le seul chemin par lequel il fût possible d'aller, en tout temps, de Provence en Italie. Mais ce chemin, bordé d'affreux précipices, où l'on ne peut rien porter qu'à dos de mulet, et où, dans quelques endroits, quatre personnes ne peuvent passer de front, ce qui lui a fait donner le nom de Corniche, était encore exposé au feu continuel des vaisseaux anglais. Il fallait d'ailleurs garder une communication de plus de cinquante lieues, et combattre perpétuellement entre des rochers, des précipices, des torrens, où quelques bataillons peuvent à chaque pas arrêter une armée entière, et où la difficulté des convois n'est pas un des moindres obstacles.

mens de commerce que leurs corsaires avaient pris aux Anglais. Les rois de l'Europe dûrent dès-lors s'appercevoir qu'ils n'étaient que des gladiateurs payés par la Grande-Bretagne pour prolonger, au détriment de leurs sujets et au péril de leurs couronnes, une guerre dont le cabinet de Londres devait seul retirer les fruits. (32)

Mais si la haine du gouvernement anglais desirait augmenter les maux intérieurs de la France, elle dut être complètement satisfaite. Jamais aucun pays ne fut la proie d'une anarchie plus sanglante, et d'une tyrannie plus féroce : on aurait cru que l'inhumanité des hommes qui l'opprimaient ne pouvait s'accroître ; la division qui s'établit entre eux la porta jusqu'au délire. Depuis le 31 mai, où ces cannibales avaient osé immoler à leur jalouse fureur les hommes les plus instruits, les plus probes, les

mieux intentionnés, et les plus courageux de la convention ; depuis qu'ils avaient osé en incarcérer une autre partie, dont ils craignaient la moralité, les seuls moyens pour arriver au pouvoir, ou pour éviter d'être traîné dans les prisons et sur l'échafaud, étaient d'enrichir la populace par le pillage, d'effrayer la vertu par des supplices, et de proposer les lois les plus sanguinaires et les plus absurdes. C'est ce dont s'acquittèrent, jusqu'à la frénésie, les comités du gouvernement, et ceux révolutionnaires répandus sur la surface de la république. Si quelque chose fut capable alors de contre-balancer les crimes des décemvirs et de leurs suppôts, ce fut l'amour constant, l'amitié filiale, la douce piété, la générosité héroïque et la véritable philosophie, qui se faisaient remarquer dans toutes les prisons, dans tous les cachots, et au milieu de tous

les supplices différens que firent éprouver à leurs compatriotes ces monstres, sur les actions desquels on ne saurait imprimer une horreur et une honte trop ineffaçable pour l'instruction des générations futures. Aussi, en même temps que l'histoire se chargera, quoiqu'avec douleur, de transmettre à la postérité les crimes, les extravagances, les erreurs, sur lesquels on eut à gémir pendant le cours de cette partie de la révolution, elle fera connaître, avec satisfaction, la vertu, la sagesse, la vaillance militaire, le courage civique, dont les exemples furent si communs; elle attestera sur-tout qu'à cette époque tout, dans la nation française, fut marqué d'une empreinte de grandeur, dont les temps antiques les plus célèbres offrent peu d'exemples. Cependant, malgré tous les efforts des tyrans pour voiler la vérité, les yeux de la multitude commencèrent à s'ou-

vrir; de si longues proscriptions, de si cruelles persécutions, de si nombreux assassinats commençaient à inspirer universellement autant de courroux que de terreur; on s'indignait d'obéir à des hommes qui, en prônant la liberté, ne cessaient d'enchaîner ceux dont ils craignaient le talent et le courage; qui, en prêchant la vertu, se permettaient le pillage, et qui osaient parler d'humanité à ceux qu'ils livraient aux bourreaux. Ainsi, tandis que Roberspierre donnait le signal d'une destruction universelle; tandis qu'il songeait à en rejeter l'horreur sur ses collègues ou sur ses instrumens; tandis que, depuis six semaines, il conjurait leur perte, dans le dessein, dit-on, de se faire proclamer dictateur, ses collègues, qui n'ignoraient ni sa haine ni leurs dangers, résolurent de prévenir leur ruine, en tranchant les jours de ce monstre. Ce

fut cette heureuse désunion qui occasionna la grande explosion des 8 et 9 thermidor an 2 (26 et 27 juillet 1794), qui se termina en traînant sur l'échafaud l'infâme auteur de tant de maux, et quelques-uns de ses abominables complices. Tous ne subirent pas, à la vérité sur-le-champ, le supplice qu'ils méritaient : Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et quelques autres de leurs semblables, régnaient encore dans la capitale; il n'y avait pas un seul département où l'on ne pût compter plusieurs de leurs complices. Les cheveux se hérissent, en songeant qu'on osa proposer le remplacement des décemvirs, si justement immolés enfin à la vengeance publique. Si l'on eût accepté cette proposition, c'en était fait; la convention et les Français eussent été engloutis dans cet abyme incalculable de cruautés, de despotisme, d'oppression et de crimes : heureusement,

les députés qui venaient de renverser Roberspierre, ne voulurent pas perdre le fruit de cette heureuse révolution; ils rendirent la liberté aux membres du corps législatif renfermés dans diverses prisons: on décréta que le comité de salut public serait renouvelé tous les mois, au scrutin. Enfin le représentant Legendre, qui avait failli à devenir la victime des tyrans en voulant défendre son collègue Danton, marcha, suivi de quelques hommes courageux, au club des Jacobins, les en chassa, et en apporta les clefs à la convention.

Dès ce moment, la terreur cessa peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. Une grande partie des suppôts de Roberspierre, des juges, des jurés, des bourreaux du tribunal révolutionnaire, plusieurs membres de la commune de Paris, expièrent leurs forfaits sur l'échafaud; les prisons

s'ouvrirent; les comités révolutionnaires furent dissous. Mais la vengeance publique prit bientôt un caractère de férocité qui dégénéra en assassinats prémédités : des compagnies de Jésus et du Soleil se permirent, dans le Midi, des atrocités non moins coupables que celles des Collot, des Couthon, des Lebon et des Carrier; dans d'autres parties de la république, les chauffeurs se distinguèrent par les cruautés les plus inouies; enfin, sous le nom d'émigrés ou de royalistes, on vit se former des bandes de brigands, se croyant autorisés à voler les deniers publics et à mettre à contribution, ou sur les grands chemins, ou chez eux, tous les acquéreurs de biens nationaux, ou les propriétaires accusés de patriotisme. L'opinion publique, égarée par la soif ardente de la justice, semblait applaudir à ces réactions, et les favoriser, sous le prétexte de venger les crimes

de la terreur. Bientôt alors on se permit des crimes aussi horribles, soit en se rendant juge et bourreau, soit en payant des brigands pour noyer, étouffer ou poignarder les personnes sur lesquelles on était bien aise d'exercer sa vengeance, ou dans lesquelles seulement on voulait punir la simple différence d'opinions. Tel est donc le sort fatal des hommes; ils ne savent jamais se fixer à un juste milieu, quand il s'agit de rendre justice. Arrêtés dans leur marche vers le bien public, par l'habitude de vouloir s'établir juges des actions qui leur sont personnellement nuisibles et des personnes qu'ils en accusent, ils oublient que la justice la plus sévère et la plus impartiale est le seul moyen de gagner l'opinion générale; que cette justice seule peut affermir un gouverne ment; et que, sans elle, il ne peut y avoir ni société, ni morale, ni vertu, ni puissance. Ces



é le fer et la
ation vail-
qui s'était
et méritait
et la modé-
ain les Po-
leur cons-
, l'heureux
diète aussi
qu'éclairée
ain tous les
avaient fé-
nation polo-
évolution ,
posant seule
l à l'appro-
le renverser
vait la Polo-
it une proie
xte de l'im-
quelques no-
usement cé-
árés de Ta-

vérités, consacrées par les annales de l'univers, sont aussi respectables qu'anciennes : puissent-elles être gravées à jamais dans le cœur des souverains du monde ! puissent les peuples, éclairés par le tableau effrayant des malheurs de la France désorganisée, se rallier sans cesse, avec respect, aux autels de la justice et de l'autorité !

Tandis que les Français, par une heureuse révolution, venaient d'échapper au monstre de l'anarchie démocratique, qui les avait menacés d'une destruction totale, une nation plus malheureuse avait vainement défendu sa liberté et son existence contre le monstre du despotisme, qui avait fini par l'envelopper de ses chaînes, et par l'anéantir. Les Polonais se voyaient en butte à la mauvaise foi scandaleuse, à l'injustice oppressive, à l'ambition sanguinaire de quelques monarques qui, sans aucun motif et au mépris de

leur serment, avaient porté le fer et la flamme au milieu d'une nation vaillante, juste et généreuse, qui s'était mise sous leur protection, et méritait leur estime par la sagesse et la modération de sa conduite. En vain les Polonais avaient prouvé, par leur constitution du 3 mai 1791, l'heureux résultat des travaux d'une diète aussi sage dans ses opérations qu'éclairée dans son patriotisme; en vain tous les gouvernemens de l'Europe avaient félicité le roi Stanislas et la nation polonaise de cette heureuse révolution, l'impératrice de Russie, opposant seule son ressentiment personnel à l'approbation générale, résolut de renverser cette constitution qui enlevait la Pologne à son joug, et dérobait une proie à son ambition. Le prétexte de l'impératrice fut de soutenir quelques nobles, qui devinrent honteusement célèbres, sous le nom de fédérés de Ta-

rgowits : cette fédération, il est vrai, n'alarma pas beaucoup d'abord les Polonais, qui se croyaient assurés de la protection de l'Angleterre et de la Prusse ; mais, cruellement joués par Frédéric-Guillaume, ils le comptèrent bientôt au nombre de leurs ennemis, et ne tardèrent pas d'avoir à se défendre en même temps contre l'invasion des troupes russes et prussiennes. Conduits par un roi trop irrésolu, les Polonais nommèrent, pour les commander, Kosciusko, que sa sage conduite, sa bravoure, sa modération, son courage et ses malheurs ont rendu cher à tous les amis de l'humanité et de la liberté. Ce général, malgré la multitude d'ennemis qu'il avait à combattre et la disproportion des forces, aidé de l'enthousiasme de la liberté, eût peut-être triomphé d'une coalition où il régnait peu d'harmonie, et que l'opposition des intérêts pouvait dissoudre

d'un instant à l'autre ; mais la trahison rendit inutiles tous les efforts de la vaillance polonaise ; et Kosciusko se vit perdu au moment où il croyait, par une victoire éclatante, assurer l'indépendance de son pays. Informé que Fersen voulait opérer sa jonction avec Souworof, Kosciusko marcha rapidement contre lui. Poninski, chargé d'empêcher le passage d'une rivière, le livra aux Russes, et n'obéit point à l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre l'armée avec sa division. Kosciusko, privé de ce secours, fut attaqué à Maciciowice par le général Fersen. Quoique les Russes fussent trois fois plus nombreux que les Polonais, la victoire fut disputée avec acharnement pendant toute la journée. Le général polonais repoussa deux fois les ennemis ; et, déployant dans cette action les talens d'un général et la bravoure d'un soldat, il rendit long-temps, par des

prodiges de valeur, la fortune incertaine : mais enfin, percé de coups, il tomba ; et ses troupes, en se retirant, le laissèrent au pouvoir de l'ennemi. Lorsque les officiers russes le firent reconnaître aux Cosaques, qui allaient terminer sa vie, entendant prononcer son nom, ils témoignèrent leur admiration pour son courage et leur pitié pour son malheur. Kosciusko, ouvrant les yeux et apprenant sa défaite, demanda vainement la mort, qu'il préférait à la captivité. Les Russes le traitèrent avec les égards dus à son caractère; et, dès qu'il put soutenir la route, ils l'envoyèrent à Pétersbourg, où l'impératrice, trop irritée pour être généreuse, renferma dans un cachot cet ennemi si redoutable pour elle; il n'en sortit qu'après la mort de cette princesse. Paul I[er] signala le commencement de son règne en lui rendant la liberté; cet acte magnanime lui valut

de justes éloges. La victoire de Fersen n'abattit pas le courage des Polonais; mais le sage Kosciusko ne présidait plus à leurs opérations; et, au lieu de suivre ses conseils, de tenir toujours la campagne, les républicains, s'étant renfermés dans les fortifications de Prague, y succombèrent avec la liberté, dans un assaut meurtrier où il périt plus de neuf mille Polonais, et après lequel les maisons furent pillées, les femmes outragées, les enfans égorgés, et plus de trente mille victimes livrées par Souworof à la férocité des soldats russes. Après cet événement, Varsovie, sans défense, fut obligée de capituler. Souworof avait promis une amnistie complète, Catherine refusa de la ratifier. Tous les hommes distingués par leur patriotisme furent proscrits; on confisqua leurs biens; une inquisition terrible poursuivit les actions, épia les pensées, et

punit une nation infortunée de toutes les vertus qu'elle avait développées.

Enfin, après autant d'injustices, de massacres, de proscriptions, d'inquisition, fruits amers du despotisme sur un peuple qui ne dépendait en aucune manière des monarques destructeurs, les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, délivrées de tout obstacle, partagèrent tranquillement leur proie ensanglantée, et voulurent anéantir jusqu'au nom de la Pologne; mais l'histoire, en consacrant la gloire des vaincus, couvrira d'une tache ineffaçable l'injuste usurpation des vainqueurs, et apprendra à la postérité combien les atrocités froidement calculées du despotisme monarchique surpassèrent, dans le Nord, les crimes de la démagogie effrénée dans le Midi.

Aussi la révolution qui venait d'effacer la Pologne de la liste des nations, fut-elle très-nuisible au grand intérêt

de la coalition formée contre la France. En effet, dans le même temps où les rois coalisés devaient avoir pour but de prouver la douceur et la justice du gouvernement monarchique, de faire haïr les désordres de l'anarchie, la cupidité des factions, les cruautés de la tyrannie populaire, ces mêmes rois, gouvernés par les maximes du despotisme, surpassaient impolitiquement, en cruautés et en injustices, les démagogues qu'ils voulaient renverser (33). Mais, si les républicains français ne surent pas établir chez eux la justice et la liberté, ils surent au moins maintenir leur indépendance; et l'exemple effrayant de la Pologne fit jurer aux Français de verser tout leur sang, plutôt que de subir les lois de leurs ennemis; ils étaient d'ailleurs trop animés par leurs victoires pour en suspendre le cours.

Les Français, malgré un hiver ri-

goureux, voulurent profiter de l'effroi que leurs succès répandaient dans l'armée des alliés, pour compléter leur défaite; et, poussant sur tous les points les Autrichiens, les Anglais et les troupes du stathouder, qui se retiraient en désordre, ils profitèrent du secours des glaces pour franchir toutes les rivières et tous les canaux qui, dans tout autre temps, auraient rendu la conquête de la Hollande impossible à leur courage. Dès le commencement de la campagne de l'an 3 (octobre 1794), Maestricht et Nimègue étaient tombés au pouvoir des Français. Le général Pichegru avait attaqué ensuite les alliés sur tous les points, depuis l'Océan jusqu'au Rhin, et les avait battus partout. Clairfait, repoussé, avait été obligé de se retirer en Allemagne. Frédéric-Guillaume avait laissé dans l'inaction les soixante-dix mille hommes qu'il fournissait à la coalition. L'ar-

mée anglaise, dans un dénuement affreux, avait été obligée de se retirer. Enfin le général Pichegru, avec des talens, des plans très-bien combinés, des moyens immenses, favorisé par la division et la dispersion des alliés, la disposition des Bataves (34) et la rigueur de la saison, avait franchi rapidement toutes les rivières qui pouvaient retarder ses opérations; précédé par le général Magdonal, qui, le premier, avait passé le Vahal, et dont la marche hardie avait déconcerté le stathouder et décidé la conquête de la Hollande.

Dès-lors aucun obstacle n'arrêta les Français. Le prince d'Orange s'enfuit en Angleterre; l'armée anglaise s'embarqua à Brême; on abolit le stathoudérat; et le gouvernement français, qui pouvait regarder les Provinces-Unies comme une conquête légitime, leur rendit généreusement leur indépendance. Cette conquête totale et ra-

pide, l'habileté des généraux, les prodiges de valeur des soldats républicains, qui, bravant tous les dangers et toutes les souffrances, combattaient sans crainte sur des abymes qu'un rayon de solèil pouvait à chaque instant ouvrir sous leurs pas, inspirèrent la plus juste admiration aux puissances neutres, et répandirent la plus profonde consternation dans les cours ennemies. Ce peuple, dont on plaignait l'esclavage, venait, au 9 thermidor, d'immoler ses tyrans; cette nation, qu'on se flattait d'écraser, était partout triomphante; ce pays, qu'on voulait démembrer, reculait de tous côtés ses frontières, et semblait même dédaigner de garder tout ce qu'il avait conquis (35). Dans une pareille position, le gouvernement français, montrant, par sa conduite avec la Hollande et ses décrets contre les anarchistes, son desir de terminer à la fois la guerre et la

révolution, il est probable que l'Europe eût pu jouir bientôt de la paix qu'elle souhaitait, si le ministère anglais n'avait pas cru son existence liée à la continuation des hostilités. Profitant habilement et de l'influence de ses richesses et de l'aveuglement des passions irritées, il ranima l'espoir trompé des Vendéens, des émigrés, des cours de Vienne et de Turin, et parvint à prolonger ainsi les malheurs de l'humanité. (36)

Cependant, tandis que les dangers imminens que l'on avait courus du côté du Nord, où les ennemis avaient pénétré si avant dans la France, avaient fait prendre au comité de salut public les mesures les plus vigoureuses et les plus efficaces pour les repousser, on avait négligé les armées qui avaient couvert le Midi en s'emparant de la sommité des Alpes, et en s'y maintenant; dans le même temps où l'on

s'occupait, dans la convention, à ramener la justice et le respect pour les lois, les propriétés et les personnes, on avait laissé prendre, dans les départemens méridionaux, aux anarchistes royaux un empire qui ne tendait à rien moins qu'à opérer une autre révolution. Pour assurer la réussite de ce projet, dont les royalistes de l'intérieur s'occupaient plus activement que jamais, les Anglais avaient préparé des secours formidables pour ranimer le courage et augmenter les forces des rebelles de la Vendée; et on avait arrêté, parmi les puissances coalisées, de diriger les plus grands efforts contre l'armée d'Italie; ils en connaissaient la faiblesse, et ils espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, anéantissant tous les services, les mettraient dans le cas de pénétrer facilement, par plusieurs points, dans les départemens qui bordent les Alpes, où

ils croyaient être assurés d'une grande prépondérance, par le secours des autorités constituées, des membres des tribunaux, des émigrés rentrés, de leurs parens, des prêtres, etc.

Ce fut dans cet état de choses, au mois de germinal de l'an 3 (avril 1795), que l'on confia au général Kellerman le commandement des armées des Alpes et d'Italie, dans un moment critique où il fallait, avec des moyens bien faibles, tromper l'attente des coalisés au dehors; déjouer les projets et les menées des conspirateurs au dedans; arrêter tant d'efforts réunis; faire avorter un plan, dont la réussite eût entraîné la destruction de l'armée française; la marche du roi de Sardaigne sur Lyon; l'envahissement, par l'armée austro-sarde, des départemens méridionaux, où dominaient les royalistes, et où l'on attendait le prétendant; tandis qu'en même temps le roi

d'Espagne, loin de songer encore à faire la paix, après s'être emparé avec facilité des départemens limitrophes de ses états, serait venu aider à rétablir le trône des Bourbons au milieu des flots de sang, et à y faire monter Louis XVIII.

Entourés de dangers et d'obstacles aussi multipliés, de circonstances aussi épineuses, le général et les troupes sous ses ordres développèrent, dans la défensive la plus difficile, autant de fermeté, de patience, de courage, d'intrépidité, que les autres troupes de la république en avaient montré ailleurs dans une offensive dont les succès avaient été si brillans; et, si la gloire que ces braves défenseurs de la patrie acquirent alors sur les Alpes eut un moins grand éclat aux yeux du vulgaire, elle n'en fut pas moins bien plus réelle aux yeux des connaisseurs : on en jugera par le détail des opérations

de cette campagne, qui dérangea totalement les plans des ennemis, et prépara les succès rapides qui en furent les suites.

Le général Moulin, qui commandait l'armée des Alpes, n'avait à ses ordres que quinze mille hommes, avec lesquels il devait garder, sur des montagnes escarpées, un front d'une énorme étendue, depuis le Mont-Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, en surveillant les mouvemens et en arrêtant les entreprises de vingt-quatre mille Piémontais, soutenus par une forte réserve.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque siége qui pût opérer une diversion efficace et favorable à l'armée d'Italie, vers laquelle se dirigeaient les principales forces de l'ennemi, enfin le danger que l'on aurait couru, si, en faisant agir offensivement

cette armée, elle eût reçu un échec qui eût ouvert le Mont-Blanc aux ennemis; tous ces motifs décidèrent le général Kellerman à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus stricte, jusqu'au moment où des circonstances différentes pourraient permettre de prendre l'offensive. Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulin, (37) il se rendit à Nice; mais, en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin, pour les opérations respectives pendant la campagne. En arrivant, le général trouva toutes les administrations et les services dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes (38); d'autant que la campagne était ouverte; que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à attaquer, menaçait sur-tout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales

forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; il fallait se hâter d'ordonner les dispositions nécessaires, d'après les circonstances; et, tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gènes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin (39), le général Kellerman se rendit à la tête de l'armée, où il arriva le 1er messidor an 3 (19 juin 1795). Voici les positions hasardées qu'elle occupait: La division de droite, aux ordres des généraux Massena et Serrurier, forte de dix-neuf mille hommes, appuyée, par sa droite, à Vado, occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de Saint-Jacques, Corbua, Saint-Pantaléon, Mélogne, Bardinetto, Saint-Bernard et le plateau de la Planète, sur lequel le général ordonna la construction d'une forte redoute; elle descendait ensuite vers Intropa, sur le Tanaro, en avant

d'Ormea, et se dirigeait vers les cols de Linfer et de Terme, Viogennes et Carlino. La division du centre, aux ordres du général Macquart, forte d'environ sept mille hommes, appuyait sa droite au Mont-Bertrand, tenait les cols de Tanarello et de Toxe, son centre au col de Tende, et sa gauche à celui de Sabion. La division de gauche, forte de quatre mille hommes, couvrait les cols de Rauss et de Fenestre, passant par Saint-Martin de Lentosca, proche des sources de la Vesubia; Saint-Dalmas, Tibiano, San-Salvador; Isola, sur la rivière de la Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Ainsi, d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gènes, pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les Barbets, pour assurer la communication, se trouvait forte de trente-

un mille hommes, et celle des Alpes de quinze mille; tandis que celle austro-sarde, napolitaine et piémontaise, se montait à cent cinquante un mille hommes, dont quarante-cinq mille Autrichiens, six mille Napolitains et cent mille Piémontais, y compris les Barbets et les bataillons de milice, dont une partie tenant garnison.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, sous les ordres du maréchal de Wins, campait en avant de Cairo, où était le quartier général. Les Piémontais, aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute la cavalerie piémontaise. La vallée de Sture était occupée par un corps de huit mille hommes; le duc d'Aoste en commandait un de quinze mille dans les vallées de Suse et d'Oulx; le duc de Mont-Ferrat, un de neuf

mille dans la vallée d'Aoste. On avait placé une réserve au bourg Saint-Dalmas, proche Coni, et un corps de huit mille hommes sur les hauteurs vis-à-vis le col de Tende. Les Barbets étaient disséminés au milieu de l'armée française, et principalement dans les divisions du centre et de gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitans des campagnes des pays occupés par ces deux divisions, et que l'on avait conquis sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au milieu des troupes françaises, représentés par l'histoire de tous les temps comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient à l'armée une guerre très-désagréable. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachemens trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet en-

nemi, pour ainsi dire domestique, et plus dangereux pour les Français que les troupes réglées du roi de Sardaigne, il fallait réserver sur les derrières, pour employer uniquement aux escortes, une force beaucoup trop considérable pour ce service, et qui eût été beaucoup mieux employée aux avant-postes.

Pendant que le général Kellerman était occupé à organiser les services de l'armée d'Italie, le général Moulin, d'après les ordres qu'il en avait reçus, avait tenté, le 28 germinal an 3 (17 avril 1795), avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col du Mont, dont l'occupation était si importante pour la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors en abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent inutile cette première tentative. La saison ayant rendu la communication plus favorable, le général Moulin avait re-

pris son projet d'attaque, et ordonné au général de brigade Voillat, commandant en Tarantaise, de faire ses dispositions en conséquence.

Le 23 floréal an 3 (12 mai 1795) ayant été fixé pour l'exécution de cette entreprise, deux mille deux cents hommes partirent de leurs cantonnemens, et, une fois réunis, on les divisa en trois colonnes : celle de gauche, forte de huit cents hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, et y laisser deux cent cinquante hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'arriver par le village de Fournel ; le surplus de cette colonne devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques : mais elle fut arrêtée par une tourmente affreuse, et obligée de rétrograder. La colonne de droite, forte de quatre cents hommes, devait tourner les sommités, ou appuyer la gauche des retranche-

mens du col du Mont, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchemens; mais elle traversa les crêtes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

La colonne du centre, forte de mille hommes, devait faire le principal effort; elle fut favorisée dans sa marche par un vent impétueux du nord-ouest, qui emportait dans les yeux des ennemis la neige qui, tombant abondamment et à gros flocons, la tenait dans une parfaite sécurité. Cette colonne, après avoir passé, dans le plus grand silence, les premiers retranchemens qui n'étaient point occupés, arriva à une redoute, jusqu'à une demi-portée de pistolet, sans répondre au feu de l'ennemi; et, dans moins d'une demi-heure, elle eut enlevé successivement

tous les retranchemens à la baïonnette; fit deux cent dix prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'officiers, et s'empara des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes ennemies s'échappa, ainsi que celles cantonnées au Baracon, où elles mirent le feu en se retirant.

Outre leur valeur ordinaire, nos troupes montrèrent, dans cette circonstance, une patience et une constance incroyables; elles marchèrent pendant dix heures dans la neige, en luttant contre une tourmente affreuse; le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin étaient gelés dans leurs bidons: aussi, après avoir chassé l'ennemi, leur fut-il impossible de le poursuivre pendant plus d'une heure, la fatigue et la dureté du temps les ayant obligées à revenir sur leurs pas.

La nuit suivante, pour faire une diversion, et engager les Français à

abandonner le col du Mont, les ennemis tentèrent une attaque sur le Mont-Saint-Bernard avec cinq bataillons, qui furent obligés de se retirer après une perte assez considérable en morts et en prisonniers. La prise du col du Mont fut d'autant plus importante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si minces, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec pendant la campagne, avec trois cent cinquante hommes, trois mille hommes que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français, pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste, et derrière les retranchemens dits du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi eut le dessein de reprendre ce poste; mais il n'osa l'entreprendre depuis l'instant où il en fut repoussé avec beaucoup de perte, le 3 prairial an 3 (22 mai 1795).

Quelque temps après ces événemens, qui illustraient l'armée des Alpes, le général en chef de l'armée d'Italie avait jugé que l'intention des ennemis était d'attaquer la droite des Français; il ordonna une reconnaissance le 3 messidor an 3 (21 juin 1795), en avant du col de Spinardo; et, le 4, il en avait fait pousser une autre jusqu'à Murseco, en avant de Garesio. Attaqués dans l'une et dans l'autre reconnaissance par un nombre d'ennemis infiniment supérieur, les grenadiers français, ennuyés de se défendre à coups de fusil, avaient fondu sur les ennemis avec la baïonnette, et les avaient entièrement mis en fuite, après en avoir tué ou pris un assez grand nombre.

Le 5, le général Laharpe, instruit que les Autrichiens marchaient sur Savone, avait envoyé la vingt-unième demi-brigade sur les glacis de cette

place; mais il n'avait pas tardé d'être instruit que la demi-brigade se trouvait cernée sous les murs de Savone par les Autrichiens, réunis sur les hauteurs qui entourent cette ville : ce qui confirma cette nouvelle, ce fut la marche des ennemis, le 6, sur trois colonnes; une le long de la mer; celle du centre se dirigeant sur le pont de la rivière qui se jette dans la mer à Vado; la troisième sur la Chapelle del Monte. Au premier coup de fusil, le général Laharpe se porta aux retranchemens de Vado. L'ennemi ayant emporté la redoute del Monte, qu'on n'avait pas jugé devoir défendre avec ténacité, ne tarda pas à s'emparer du pont, et à se mettre en bataille sur les bords de la rivière; mais les Français, ayant marché à lui la baïonnette en avant, secondés par le feu d'une pièce de douze et de de deux obusiers, qui se trouvaient placés sur leurs flancs, reprirent

le pont, et mirent l'ennemi entièrement en déroute, après un combat qui avait duré sept heures, dont cinq avec un feu de la plus grande vivacité. On évalua la perte des ennemis à douze cents hommes tués ou blessés : parmi ces derniers, on comptait un général et deux lieutenans-colonels. Les ennemis avaient formé cette attaque avec environ dix mille hommes; les Français la soutinrent avec deux bataillons de grenadiers et les carabiniers des hautes Alpes.

Les 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis attaquèrent sur la plus grande partie des points de la ligne qu'occupait l'armée d'Italie, et furent attaqués eux-mêmes sur quelques points de la leur. Le 7, ils attaquèrent infructueusement les cols de Linferne et de Terme. Le même jour, ils formèrent une attaque générale sur toute la division de droite; à

trois heures du matin, un corps d'environ douze mille hommes, commandé par le général de Wins, attaqua, avec sept bataillons, les huit postes des hauteurs de Saint-Jacques (centre de la division), en même temps qu'une colonne considérable attaquait Vado, d'où elle fut vivement repoussée; mais il n'en fut pas de même à Saint-Jacques, dont les Autrichiens, qui y avaient porté la plus grande partie de leurs forces, s'emparèrent après sept heures de combat le plus opiniâtre.

Les troupes françaises, forcées dans ce poste, se retirèrent sur la position de la Roche-Blanche et de Corbua, où elles tinrent ferme; tandis que le général Argenteau, à la tête de cinq mille hommes, emportait le poste et la redoute de Mélogne, défendus seulement par deux bataillons. L'objet de cette attaque, de la part des ennemis,

était de percer par Saint-Jacques et Mélogne, et de couper ainsi l'extrémité de la droite de l'armée française et du centre, sur lesquels les Autrichiens avaient dirigé leurs principales forces.

En vain le général en chef, qui sentait tous les inconvéniens qui pouvaient résulter de la coupure de sa ligne, avait envoyé le général Massena sur Mélogne, pour prévenir cet accident; en vain avait-il donné tous ses ordres, et fait les dispositions nécessaires pour replier l'extrémité de sa droite sur Final; instruit, à deux heures après midi, que Mélogne avait été enlevé, il courut à Saint-Pantaléon, avec un bataillon, pour soutenir les troupes qui s'étaient repliées entre ce poste et Mélogne : mais cette dernière position, dominée par celle dont venait de s'emparer l'ennemi, n'était pas tenable; et il devenait toujours plus

important de chasser l'ennemi de Mélogne, à quelque prix que ce fût. Le général Massena, convaincu de cette vérité, comme le général en chef, disposa en conséquence quatre bataillons qui composaient toutes les troupes employées à la défense de cette partie de la ligne; et, favorisés par un brouillard très-épais, ils en profitèrent pour cacher à l'ennemi leur infériorité, et les attaquer dans le moment où il s'y attendrait le moins. Il était environ sept heures du soir; le signal est donné; les quatre bataillons, en colonnes, se mettent en mouvement; ils tombent tous ensemble, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui, surpris, effrayé, chercha son salut dans la fuite. Ainsi environ douze cents soldats français jetèrent l'épouvante et le désordre dans un corps de quatre mille Autrichiens, auxquels on fit environ trois cents prisonniers, sans cependant pouvoir re-

prendre les redoutes, *quoique* cette affaire décidât les ennemis à abandonner Saint-Jacques, qui leur avait coûté sept heures de combat, et plus de cinq cents hommes tués ou blessés.

Le même jour, dans la nuit du 7, trois colonnes autrichiennes, de deux mille cinq cents hommes, étaient descendues, par les Châtaigniers, au-dessus de Spinardo, pour se poster à Saint-Bernard, où elles s'embusquèrent, pendant que deux cents des leurs allèrent attaquer le camp de Saint-Bernard, en se repliant; mais, cette ruse n'ayant pas réussi, à une heure et demie après midi, ces trois colonnes arrivèrent devant les retranchemens, où elles furent vigoureusement repoussées après une perte assez considérable en morts et en blessés.

Le 8, les ennemis firent de nouveaux efforts pour s'emparer du pont en avant de Vado, prendre en flanc les

troupes françaises sur la rivière, et tourner celles des retranchemens; mais ils furent repoussés à cette attaque, ainsi qu'à celle qu'ils firent, vers les six heures du soir, sur la gauche des mêmes postes, par les excellentes dispositions du général Laharpe, qui commandait à Vado, secondé par la bravoure, toujours plus étonnante, des troupes qu'il avait à ses ordres, dont la bonne volonté et le courage ne se rebutèrent jamais, quoiqu'elles fussent plus de six fois moins nombreuses que celles qui les attaquaient.

Le même jour 8, l'ennemi était repoussé du col de Linferne : en même temps, le général Garnier, qui commandait la division de gauche, ayant reçu l'ordre de profiter du moment où l'ennemi avait dégarni sa droite, pour l'inquiéter et l'obliger à reporter des forces de sa gauche à sa droite, avait attaqué et emporté de vive force le

poste de Saint-Barnouil ; il s'était ensuite réuni aux Bains de Vinais avec les troupes qui, parties de Sainte-Anne, avaient passé par les hauteurs d'Issandos ; il s'était porté, avec elles, sur le village des Bains de Vinais; il en avait chassé l'ennemi, et avait ensuite fait rentrer les troupes à leurs premiers postes : son objet ayant été parfaitement rempli, les ennemis, sur le bruit de ces attaques, s'étaient hâtés de tirer quelques bataillons de leur gauche pour couvrir la vallée de Sture.

Le 9, à la pointe du jour, le général Dallemagne, instruit que l'ennemi avait projeté de s'emparer du camp de Sabion, pour descendre ensuite à Tende, avait envoyé l'adjudant-général Gardanne au pied des neiges, afin de suivre les mouvemens de l'ennemi, et avait en même temps renforcé son camp de droite de quelques compagnies de grenadiers. Le général s'était

porté lui-même au pied des neiges; mais, favorisés par un brouillard très-épais, les ennemis étaient parvenus à le tourner et à couper notre ligne : on n'hésita pas alors à les attaquer. L'adjudant Gardanne fut chargé de diriger cette opération; et, malgré des précipices affreux, à la tête de deux cents hommes, il parvint à mettre en fuite environ douze cents Piémontais.

En même temps qu'on se battait à la gauche, quelques compagnies de grenadiers du quatrième bataillon de Mont-Ferme, qui avaient reçu l'ordre de couper la retraite à la colonne ennemie, l'avaient forcée jusqu'aux derniers retranchemens placés sur la crête au-dessus de Limon, hauteur de Larpiolle, où ils lui avaient enlevé quinze cents rations de pain, et brûlé ses baraques; tandis que trois cents hommes de la troisième demi-brigade, deux compagnies de grenadiers et soixante

sapeurs, repoussaient, à la droite, quinze cents Piémontais.

Quoique, dans les différentes attaques tentées par l'ennemi, il eût été repoussé par-tout avec des pertes assez considérables, depuis Vado jusqu'au col de Tende, il avait cependant réussi à conserver la redoute de Mélogno, qui gênait infiniment le dessein qu'avait formé le général en chef de prendre la position de Final : outre l'avantage de sa force, cette position avait celui de resserrer la ligne. Il se détermina donc à tenter un second effort pour s'en emparer, et chargea le général Massena de diriger cette attaque; elle se fit sur trois colonnes : celle de droite devait marcher en arrière, pour arriver sur le flanc gauche de la redoute; celle de gauche devant l'attaquer sur son flanc droit, de manière à la tourner pendant l'attaque de front de la colonne du centre.

Les troupes se mirent en marche le 9, à quatre heures après midi; mais, dans le moment même, il s'éleva un brouillard si épais, que les colonnes de droite et de gauche, ne pouvant se diriger sur les points qui leur étaient indiqués, se réunirent à celle du centre, et attaquèrent, de concert et de front, les retranchemens défendus par quatre mille Autrichiens et beaucoup d'artillerie. Le feu fut d'abord très-vif, de part et d'autre ; mais, malgré la bonne volonté des troupes, les attaques de flanc n'ayant pas eu lieu, l'ennemi était si supérieur en nombre et dans une position si avantageuse, que l'on fut obligé de faire sa retraite sur les points d'où l'on était parti.

Le même jour, pendant qu'on tentait vainement de reprendre la redoute de Mélogne, douze mille Autrichiens attaquaient de nouveau le col Spinardo, Saint-Bernard, Bardinetto :

heureusement, *le général en chef* avait eu la sage précaution de *faire* construire à la Planète une redoute, *défendue* par de l'artillerie de position; l'ennemi l'attaqua inutilement; enfin, après avoir perdu plus de six cents hommes, et s'être battu tout le jour, il fut obligé de se borner à la position de Spinardo, dont il avait repoussé l'avant-garde française. Il n'avait pas été plus heureux au poste de la gorge de Garesio, ainsi qu'à Viogenna et Carlino.

Cependant la conservation de la redoute de Mélogne et l'occupation du poste de Spinardo donnaient aux ennemis des avantages dont ils devaient naturellement profiter pour attaquer de nouveau, et avec des forces majeures, les points les plus importans de la ligne. On ne pouvait plus hasarder une nouvelle attaque à la pointe de Mélogne, avec des troupes aussi

harassées de fatigue : d'ailleurs, la redoute de la Planète était devenue bien difficile à conserver.

Tout concourait donc à faire sentir toujours davantage la nécessité de resserrer la ligne de l'armée d'Italie, en repliant l'extrémité de la droite, de manière à rassembler les forces qui occupaient un front trop étendu pour leur petit nombre, afin de rendre la défensive plus sûre et plus imposante; ce qui devait assurer en même temps la conservation de Loano et d'Oneille, sans compromettre l'armée ni les frontières.

D'après les reconnaissances les plus exactes, le général Kellerman s'était assuré qu'en plaçant l'extrémité de sa droite à Borghetto, il n'avait besoin que de faire replier les première et seconde subdivisions, qui prendraient la position de Borghetto, jusqu'aux hauteurs de Lalpi, où la jonction s'o-

pérait avec la gauche de la division. Quelque nombreux que fût l'ennemi, la bonté de cette position mettait le général dans le cas, malgré l'infériorité de ses forces, de résister à ses efforts; et, s'il était obligé de l'abandonner, de ne le faire qu'après avoir fait essuyer à l'ennemi des pertes très-considérables. Cependant, pour ne rien précipiter, et afin de se replier en bon ordre jusqu'à Borghetto, en y évacuant tout avec sûreté, le général jugea nécessaire de prendre d'abord une première position, dont la droite et la gauche en arrière de Mélogne.

Ce mouvement rétrograde fut exécuté sur Final avec la plus grande précision, les 10, 11 et 12 messidor an 3 (fin de juin 1795), sans obstacle de la part de l'ennemi, qui était attaqué et battu alors par le général Laharpe, entre Savone et Vado. Dans cette nouvelle position, l'armée, plus rassem-

blée, assurait les moyens d'évacuer sans danger Final et Loano, et de s'occuper de l'approvisionnement de la droite, en établissant des magasins à Oneille, qui devaient fournir à ceux placés provisoirement à Alassio et à Albenga. La crainte d'être attaqué dans sa marche avait été une nouvelle raison qui détermina le général à s'arrêter d'abord à Final, afin d'assurer son évacuation; et il eut à se féliciter de cette sage précaution, l'ennemi ayant en effet attaqué le camp de Saint-Bernard le 14, d'où, repoussé avec perte, il était descendu le lendemain, pendant la nuit, dans les Châtaigniers de gauche et de droite, sur la redoute de la Planète, au nombre de six mille hommes, formant trois colonnes, qui, après avoir soutenu le feu des quatre pièces de canon de la redoute pendant une demi-heure, prirent la fuite, après beaucoup de perte : la même chose ar-

riva le 16 à *Viogenna*, et le 17 au col de Terme.

La première position que le général en chef avait fait prendre à la droite de la division de droite n'étant que provisoire, il dut penser à prendre la seconde position de Borghetto dès l'instant où l'on eut effectué entièrement, le 17, l'évacuation de Final et de Loano. Ainsi, le 18, le général ordonna l'abandon de la première position ; d'autant encore, qu'après l'occupation du poste de Spinardo par l'ennemi, celui de la Planète n'étant plus tenable, la ligne courrait les dangers d'être coupée entre Rocca-Barbena et le col Saint-Bernard. Elle reçut donc l'ordre de se replier des postes de la Planète, du Signal, de la Chapelle Saint-Bernard, de Rocca-Barbena, Bianco, el Campo di Preti, sur la nouvelle ligne qui s'étendait depuis les hauteurs de Castel-Bianco, de Pezora, de la gauche

de Zucarello et ses contre-forts, de sa droite qui remonte au Pizzo-Grande, et qui fait partie des hauteurs qui s'étendent jusqu'à Borghetto. Après avoir eu le plus grand soin de placer des postes avancés pour lier, d'une part, la gauche du Tanaro, et, de l'autre, empêcher l'ennemi de pénétrer dans la gorge de Zucarello, on en fit occuper le château, ainsi que celui de Coscente, où l'on établit une batterie de deux pièces de huit, et un obusier. Tous ces changemens furent exécutés, dans la nuit du 18 au 19 messidor an 3 (6 au 7 juillet 1795), dans le plus grand ordre; toute l'artillerie, les vivres, les effets de campement et les équipages, ayant été évacués dans le même temps.

Quoique cette nouvelle position fût extrêmement forte, et capable, comme elle le prouva, d'arrêter un ennemi trois fois plus nombreux, le général

en chef, ne voulant pas cependant s'y fier entièrement, ni attendre au dernier moment pour faire des dispositions ultérieures, dans le cas que, par des revers ou des événemens imprévus, l'ennemi parvînt à forcer cette position, ordonna une reconnaissance générale de tous les points en arrière de la droite.

Les positions d'Albingo, d'Oneille, du port Saint-Maurice, paraissant faibles et dangereuses au général, il ne les considéra que sous les rapports d'une protection, pendant que l'on ferait une évacuation.

La position de San-Remo, sur les hauteurs de la rive droite de la Taggia, entre Tanarello et la mer, lui parut beaucoup plus imposante; elle avait l'avantage de pouvoir laisser la division du centre dans ses positions, et de pouvoir conserver, par ce moyen, les conquêtes faites sur le roi de Sar-

daigne, qui se trouvaient couvertes jusqu'à la sommité des montagnes. Les approvisionnemens de la division de droite pouvaient se faire avec beaucoup de facilité; et enfin on pouvait, dans cette position, risquer avec avantage une bataille décisive contre des troupes infiniment plus nombreuses.

Mais il fallait reconnaître toutes les positions en arrière de la ligne de Borghetto, jusqu'à celle de San-Remo; opération qui présentait des difficultés immenses, que surent cependant surmonter le général Berthier, chef de l'état-major; l'adjudant-général Vignolle, le chef de brigade du génie Clausade, et le chef d'artillerie Andréossi : malgré l'étendue et la nature du pays, couvert de montagnes escarpées, et entrecoupées à chaque pas; malgré les fatigues incroyables que ces officiers furent obligés de supporter, ils firent cette reconnaissance avec

une exactitude, avec une précision, qui méritaient les plus grands éloges, et annonçaient les plus grands talens militaires dans cette partie si essentielle de l'art de la guerre. (40)

D'après cette reconnaissance, le général ordonna, en cas d'événement, la marche rétrograde des colonnes et la construction des chemins qui devaient la faciliter; il indiqua tous les points où elles pouvaient s'arrêter pour faire face à l'ennemi et le combattre avec avantage; il y joignit tous les ordres pour l'évacuation et la sûreté des transports, tant par mer que par terre. Après de pareilles précautions et de semblables dispositions de défense, le général Kellerman se mit en état d'attendre sans aucune crainte les secours qu'il ne cessait de solliciter. Le comité de salut public, par sa dépêche du 15 thermidor an 3 (2 août 1795), après avoir approuvé tous ses mouvemens, toutes ses dispositions, avoir

rendu justice à l'armée, à sa bravoure, à sa constance, à sa discipline, à la résistance insurmontable qu'elle n'avait cessé d'opposer à un ennemi infiniment supérieur en nombre, annonçait au général qu'il venait de donner des ordres pour diriger sur Nice une colonne de dix mille hommes de l'armée du Rhin, et de l'armée des Pyrénées orientales, six mille hommes avec un régiment de chasseurs. Quoique le général reçût ces heureuses nouvelles, il s'était occupé avant, sans relâche, à se procurer les moyens les plus efficaces pour assurer les succès de la défensive, à laquelle il était forcé de se borner, malgré lui. Les ennemis n'avaient cessé d'attaquer les deux armées sur tous les points où ils avaient espéré d'obtenir quelques succès. (41) Ainsi, pendant l'espace d'un mois, depuis les dernières dispositions du général Kellerman, l'ennemi avait fait

de continuelles tentatives contre l'armée des Alpes et celle d'Italie ; et il avait eu constamment la douleur de se voir repoussé ou battu.

Cependant le général, informé officiellement, le 26 thermidor an 3 (13 août 1795), de l'arrivée du renfort qui lui venait de l'armée du Rhin, s'était empressé d'ordonner au général Moulin de diriger ces troupes par le département des Hautes-Alpes, en les faisant déboucher par le camp de Tournoux, où il se trouverait pour les recevoir, et où il aurait l'attention de retenir les demi-brigades qui seraient trop fatiguées, ou le moins en état de faire la guerre, en les remplaçant par des demi-brigades de la droite de l'armée des Alpes, les plus fortes et le plus en état, sous tous les rapports, de faire la campagne.

Le 27 thermidor an 3 (14 août 1795), le général reçut une dépêche

du général Macquart, dans laquelle il lui confiait ses inquiétudes sur la division de droite, d'après les rapports qu'il venait de recevoir du général Laharpe. Obligé d'aller au plus pressé, le général s'était décidé alors à revenir sur ses pas, après avoir demandé au général Serrurier d'envoyer à Tende un bataillon, pour y en remplacer deux qu'il allait faire passer au général Laharpe, afin de le renforcer. Arrivé le 17 fructidor an 3 (18 août 1795) à Ormea, le général y avait été instruit que, le 29 thermidor, l'ennemi s'était porté à Benarosa, près du col de Tende, et commençait à s'y retrancher au moment où le général Dallemagne l'avait attaqué et l'avait obligé de s'enfuir; que, le 30, un corps d'environ six cents Croates, ayant attaqué à la pointe du jour les avant-postes du côté de Tuirano, était parvenu, par la supériorité du nombre,

à repousser les chasseurs, qui s'étaient retirés d'abord dans les retranchemens de retraite, où, dès l'instant qu'ils avaient pu recevoir quelques renforts, ils avaient marché à l'ennemi, la baïonnette en avant, et au cri de *vive la liberté !* l'avaient battu et chassé après un combat très-opiniâtre de quatre heures. Enfin le général avait appris que, depuis quelques jours, l'ennemi était en mouvement; qu'il menaçait tous les points de la division de droite, tandis que l'escadre anglaise, forte de vingt-cinq à trente voiles, tenait sa croisière vis-à-vis Final, Albinga, etc.; que, du 26 au 27 thermidor, elle avait détaché des chaloupes sur les bâtimens mouillés à Alassio, dont sept, tous Génois, avaient été enlevés, et six leur avaient été repris par les chaloupes canonnières qui se trouvaient à Alassio et à Albinga.

Tous ces différens rapports avaient

détеminé le général à envoyer son chef d'état-major Berthier, pour examiner les choses de plus près, depuis le col de Terme; et, sur ce que cet officier lui avait assuré à son retour qu'il n'avait rien remarqué qui pût faire présumer une attaque sérieuse, le général s'était rendu le 4 fructidor à Albinga, où il avait établi son quartier-général, après avoir parcouru toute la ligne jusqu'à Borghetto, et s'être assuré qu'il n'y avait rien à craindre de la part de l'ennemi. Ainsi, tranquille sur tous les points de sa défensive, le général était parti le 9 fructidor an 3 (26 août 1795) pour San-Remo, avec son quartier-général, et s'était rendu de là, le 10, à Nice, où il reçut, le 12, le rapport du général Massena sur ce qui s'était passé le 10, dans la rade à Alassio. Une division de l'escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de ligne de 74, et six frégates, profitant

d'un vent frais, était entrée le matin, à six heures, dans la rade d'Alassio. Le projet des Anglais était de faire un débarquement pour couper les subsistances à la droite de la ligne : cette escadre, après avoir mouillé, se préparait à effectuer sa descente; mais le représentant du peuple Chiape, qui se trouvait dans ce moment à Alassio pour y surveiller un établissement, instruit de l'approche des Anglais, avait rassemblé les troupes qui se trouvaient sur ce point, les avait fait ranger en bataille sur la partie des bords de la mer où les chaloupes anglaises paraissaient se diriger, et avait fait tirer sur elles dès l'instant où elles s'étaient trouvées à portée du fusil. Au même moment, l'escadre anglaise, de son côté, avait fait jouer son artillerie pour protéger la descente. Cependant ce feu, quoique terrible, n'avait point intimidé les braves défenseurs de la

patrie ; ils avaient continué à tirer, sans s'ébranler, sur les chaloupes anglaises ; ils avaient donné au général Massena le temps d'arriver à leur secours avec deux bataillons, et de se joindre à eux pour faire entièrement échouer et le débarquement et le projet des Anglais.

Le général terminait à peine la lecture des dépêches du général Massena, qu'il en reçut d'autres, non moins agréables, du général Moulin ; elles contenaient des rapports sur une tentative que venaient de faire les Piémontais contre le Mont-Genèvre. Ils avaient marché, le 13, sur quatre colonnes, dont trois parties d'Oulx, la quatrième de Fenestre. Une des colonnes de droite, forte de quinze cents hommes, avait passé par Fénil, en tournant la montagne de Chaberton, et était arrivée au col d'Aquitaine, entre les Clavières et le Mont-Genèvre;

une autre aussi de droite, forte de douze cents hommes, avait passé par Bonsors, et s'était portée sur les postes français de la Coche et du Renfort du Bœuf, dans l'intention de se réunir à la première, pour couper entièrement les postes français à Clavières et à la Coche ; ayant laissé la troisième de droite, forte d'environ huit cents hommes, à Césanne, sur le front des avant-postes français, et devant servir de réserve, au besoin. Quant à la colonne de gauche, partie de Fenestre, et forte de huit cents hommes, elle avait attaqué les postes du Bourget. Pour s'opposer à ces forces de quatre mille trois cents hommes, les Français n'avaient, sur les différens points qui furent attaqués, qu'à peine huit cents hommes : cependant, malgré cette infériorité, l'ennemi avait été repoussé par-tout avec la plus grande vigueur. Il est juste néanmoins de convenir que le plan

des ennemis, qui avait été parfaitement combiné, fut fort mal exécuté, et que les colonnes qui devaient attaquer sur tous les points en même temps, n'ayant fait que des attaques successives, furent battues les unes après les autres.

A la Coche, plusieurs postes furent pris deux fois par l'ennemi, et repris par les Français. Le général Moulin, qui avait déjà fait les meilleures dispositions pour bien recevoir les Piémontais, dès l'instant où il avait été instruit du mouvement, s'était rendu sur le Mont-Genèvre, d'où il s'était ensuite transporté par-tout, suivi du représentant du peuple Réal, qui avait voulu, comme le général, être le témoin de la bravoure de leurs frères d'armes. La perte de l'ennemi, en morts et en blessés, avait été très-considérable : quatre officiers avaient été tués ; dix-neuf, dont quatre supé-

rieurs, avaient été faits prisonniers ; et, sans un brouillard très-épais qui vint favoriser la fuite de l'ennemi et le dérober à la poursuite des Français, ses pertes auraient été bien plus considérables.

Après cette action, le général Moulin avait élevé au grade d'officier le brave sergent-major Janneria, du deuxième bataillon d'infanterie légère, qui, seul, avait arrêté un détachement de trente Piémontais, qui conduisait prisonniers vingt-un volontaires, dont deux officiers. A peine Janneria avait-il apperçu ce détachement, qu'il s'était embusqué sur son passage ; et, dès qu'il avait été à portée d'être entendu, il s'était écrié : *A moi, chasseurs, délivrons nos camarades !* A ces mots, les Piémontais, effrayés, ayant témoigné de l'incertitude sur le parti qu'ils avaient à prendre, leurs prisonniers, excités alors

par Janneria, étaient tombés sur eux, les avaient désarmés, et, se mettant sous les ordres du brave sergent-major, leur libérateur, les avaient conduits eux-mêmes prisonniers dans leurs quartiers. Balafou, capitaine du second bataillon du soixante-dix-neuvième régiment, avait été de même promu au grade de chef de bataillon. Ce brave vétéran, de quarante-cinq ans de service, avec dix hommes, avait arrêté une colonne ennemie de plus de six cents, qui se portait sur Clavières, et avait assez retardé sa marche pour donner le temps aux troupes qui se trouvaient cantonnées dans ce village, de se former, de se porter sur l'ennemi, et de le battre.

Les troupes aux ordres du général Serrurier n'avaient pas donné de moindres preuves de présence d'esprit et de valeur à Saint-Martin de Lentosca. Les 14 et 15 fructidor an 3 (31 août

1795), la pluie, la neige, les brouillards, avaient favorisé la marche d'une colonne de quinze cents hommes, qui, après avoir passé par le col de Pierre-Étroite, s'était emparée du poste de la Cerine. Vers minuit, on avait su à Saint-Martin de Lontosca que l'ennemi s'avançait avec une force considérable; aussitôt le général Serrurier avait fait battre la générale, et donné des ordres pour rassembler les trois cents hommes qui composaient toute la force de ce cantonnement. Déjà quelques-uns d'eux s'étaient portés à l'entrée du village, où l'ennemi était aussi parvenu; et, quoiqu'ils fussent accablés par le nombre, que quelques-uns d'entre eux eussent été tués, dix faits prisonniers, ils tinrent cependant ferme, et donnèrent le temps à la totalité de la troupe de se rassembler aux tentes des canonniers, placées au centre du village. Le combat qui s'enga-

gea dans cette partie fut long, vif et meurtrier; les braves soldats français, pressés de tous côtés par le nombre, et obligés de se resserrer, pouvaient à peine avoir l'espace nécessaire pour charger leurs armes et les tirer. Cependant leur constante bravoure l'avait emporté; les ennemis se décidèrent à la retraite, et à se rallier sur les hauteurs. Vers les six heures du matin, les braves défenseurs de la patrie, les ayant apperçus, voulurent absolument les y attaquer; il fallut céder à leurs instances. On fit battre le pas de charge; ils mettent la baïonnette en avant, gravissent la montagne, vont à l'ennemi, le culbutent et le suivent jusqu'au poste de Cerine. En vain l'ennemi avait eu l'espoir de pouvoir en profiter, et avait voulu y tenter quelque résistance, il avait été culbuté de nouveau, et mis dans une entière déroute, après avoir perdu une assez grande quantité

d'hommes, *morts ou blessés*; six cents prisonniers, non compris dix officiers de différens grades, et une très-grande quantité de fusils; il n'eût même échappé aucun Piémontais, si les Français ne s'étaient pas trouvés en aussi petit nombre pour les poursuivre, ou leur couper la retraite au col de Pierre-Étroite. L'adjudant-général Rambaud avait été un de ceux qui contribuèrent le plus au succès de cette journée, dont cependant chacun de ceux qui s'y trouvèrent pouvait aussi s'attribuer la gloire, tant cette action devait être regardée comme individuelle, par la bravoure avec laquelle chaque combattant avait constamment donné des preuves d'un courage surnaturel. Dans l'après-midi de cette journée, la bonne contenance des troupes françaises et quelques coups de canon avaient déterminé un corps de six cents Piémontais à abandonner l'at-

taque du col de Fenestre. Le même jour, ils avaient été repoussés des postes de Saint-Barnouil quoiqu'ils s'y fussent portés avec des forces considérables; après plusieurs heures de combat avec des succès différens, ils y avaient abandonné une assez grande quantité de morts, de blessés, et cent dix prisonniers.

Le lendemain 16, Saint-Barnouil avait été réattaqué, mais par des forces beaucoup plus considérables : aussi le combat avait-il duré cinq heures; et les ennemis, après avoir laissé une assez grande quantité de morts sur le champ de bataille, s'étaient-ils laissé prendre trois cent soixante-cinq des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers, et deux cent cinquante fusils.

Cependant la paix venait d'être conclue avec l'Espagne; il est probable que les mauvais succès des armées austro-sarde et piémontaise, qui ne purent

jamais réussir à pénétrer dans les départemens méridionaux, en avaient accéléré la conclusion. Vainement ces armées avaient-elles tenté de se joindre aux révolutionnaires, dont les excès avaient été portés à leur comble pendant le fort de la campagne; le reste des renforts promis au général était en marche, et sur le point d'arriver: en conséquence, il avait adressé au comité de salut public, le 17 fructidor an 3 (3 septembre 1795), le plan qu'il avait formé pour tirer parti des forces qu'il allait recevoir, prendre l'offensive, débuter par une opération prompte et vigoureuse qui permît de pousser les avantages sans rencontrer des obstacles, et de faire une brillante campagne d'hiver dans l'intérieur de l'Italie (42), lorsqu'il reçut une lettre du comité de salut public, qui lui annonçait qu'en conservant le commandement de l'armée des Alpes, il allait

être remplacé dans celui de l'armée d'Italie par le général Scherer, qui arriva en effet, dans les premiers jours de vendémiaire an 4, à Nice, d'où le général Kellerman partit pour se rendre à l'armée des Alpes, après lui avoir communiqué ses plans, les ordres et les instructions qu'il avait donnés, et les dispositions qu'il avait prises. Il avait aussi écrit au comité de salut public au moment où il avait reçu de lui la nouvelle de son remplacement. (43)

Telle fut, du côté de l'Italie, l'issue de la campagne de l'an 3 (septembre 1795), que nous osons regarder comme l'une des défensives la plus glorieuse de la part des Français, depuis l'époque la plus reculée où ils aient eu à défendre les Alpes contre les puissances de l'Italie coalisées. En effet, à aucun des points parcourus dans cette Histoire des guerres d'Italie, s'en est-il trouvé une seule où les Français, avec

environ *trente mille* hommes, mal équipés, mal vêtus, mal nourris, disséminés depuis le lac de Genève jusque sur les bords de la Méditerranée, aient eu à défendre les positions qu'ils avaient prises dans le pays ennemi, sur le sommet des montagnes les plus hautes, les plus froides, les plus arides, les plus escarpées, contre plus de cent mille combattans, parfaitement approvisionnés, et occupant des positions en général bien moins âpres, et bien moins dépourvues des objets de première nécessité?

Les positions occupées par la division de droite, à la droite de l'armée d'Italie, étaient très-hasardées; le général en fut bientôt convaincu : mais déjà les ennemis étaient en mouvement pour les attaquer. Il eût été aussi imprudent que dangereux de les changer trop vîte; le général n'en songea pas moins à former son plan, à faire ses

dispositions, et à donner ses ordres pour opérer ce changement, devenu toujours plus nécessaire, sur-tout dès l'instant où, dans les affaires des 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis se furent emparés des redoutes de Mélogne et du col de Spinardo, qui dominaient celle de la Planète. Le général exécuta donc alors son plan avec sagesse, en arrêtant d'abord sa droite à Final, afin de protéger l'évacuation des établissemens qui étaient dans cette ville et dans celle de Loano; et, dès qu'ils furent achevés, il se porta à Borghetto, où il eut encore la prudence de faire reconnaître toutes les positions, depuis celles de Borghetto jusqu'en arrière de la Taggia, pour y porter l'extrémité de sa droite, en conservant les positions de son centre, dans le cas où des revers imprévus l'obligeraient encore à rétrograder. Ainsi le général Kel-

lerman, après avoir déconcerté tous les projets des Prussiens et des Autrichiens en Champagne, repoussé, dans la Maurienne et la Tarantaise, les Piémontais prêts à se joindre aux Lyonnais insurgés, venait encore d'arrêter, pendant trois mois, avec environ trente mille hommes, cent mille Piémontais, Autrichiens ou Napolitains, secondés par une escadre anglaise. Vainement ces troupes coalisées avaient-elles livré quarante-trois combats aux troupes françaises, sur une ligne de défense de plus de cent lieues de développement; vainement avaient-elles fait des efforts pour pénétrer dans les départemens du Midi, où elles étaient attendues par les factions diverses, elles n'avaient jamais pu réussir.

Les différens événemens militaires dans les autres parties de la république, par la balance dans les succès de part et d'autre, laissaient dans un état

incertain les craintes et les espérances de chaque parti.

En Amérique, les Français, ayant soulevé les habitans de Sainte-Lucie et de la Dominique, en avaient chassé les Anglais : une semblable insurrection avait été réprimée par ceux-ci à la Grenade.

Dans la Vendée, l'affaire de Quiberon avait détruit les espérances des royalistes. (44)

Luxembourg, après un long blocus, s'était rendu aux Français, qui y avaient pris le maréchal Bender, fameux par la conquête facile et rapide du Brabant.

Mais, en Allemagne, ils avaient perdu tout le territoire qu'ils avaient envahi en moins de temps qu'ils n'en avaient mis à le conquérir. Cette perspective brillante qu'ils avaient eue un moment d'étendre leurs conquêtes jusqu'au centre de l'Empire, s'était éva-

nouie. D'abord maîtres de Manheim, bloquant Ehren-Breistein et Mayence, prêts à entrer dans Francfort, et resserrant les Impériaux entre le Rhin, le Neker et le Mein; bientôt après chassés jusqu'au-delà de la Sieg, forcés dans leurs retranchemens de Mayence, repoussés jusqu'au-delà des lignes de la Keisch, obligés de rendre Manheim, battus sur la Nahe, inquiétés même sur la Moselle; en vain, dans le pays qu'arrosent ces deux rivières, avaient-ils balancé leurs échecs par quelques avantages, ils ne s'en étaient pas moins félicités qu'un armistice vînt arrêter l'essor qu'avaient pris les aigles impériales; ils ne se félicitaient pas moins encore de conserver, en se maintenant à Dusseldorff, une route par laquelle ils pouvaient de nouveau pénétrer au cœur de l'Allemagne.

Cependant la situation de la république, relativement à ses relations

extérieures, était devenue plus satisfaisante pendant le courant de l'an 3 (1795). On l'avait d'abord regardée comme facile à détruire ; on la crut, peu de temps après, inébranlable; et, au moment où elle était encore déchirée par les plus honteuses factions, on n'était frappé au dehors que de la chûte de ses tyrans et de l'éclat de ses victoires. Aussi, malgré les protestations des princes de l'Empire, dont les Français avaient conquis les possessions ; malgré les intrigues de la Russie, les sollicitations des émigrés, les plaintes de la cour de Vienne et les séductions du ministère britannique, on vit bientôt la plupart des puissances qui formaient la coalition, se refroidir, se séparer et renoncer à une guerre ruineuse qui étendait la révolution, bien loin d'en arrêter les ravages, et dont le seul résultat était d'accroître la force continentale de la France et la puissance maritime de l'Angleterre.

polit-
recon-
française.
traité for-
avec les
stricte

de son
exemple de ce
vint, au
la na-

dans leur
pouvait
Le général Pe-
le général Moncey avait pris Bilbao
l'Espagne, par sa position, n'avait

Les puissances du Nord restaient neutres ; l'impératrice de Russie, qui depuis blâma, en termes peu mesurés, la défection du roi catholique, n'appuyait la coalition que par des promesses.

Dans cette position, le roi d'Espagne, préférant son pays à sa famille, consentit à la paix qui fut signée à Bâle le 4 thermidor an 3 (22 juillet 1795). (45)

Le roi de Prusse, satisfait de ses nouvelles acquisitions en Pologne, et dégoûté de la guerre, oubliait, dans les bras de ses maîtresses, les dangers de l'Empire, la querelle des rois et les intérêts de la princesse d'Orange, sa sœur.

En vain l'Angleterre, par ses subsides, avait voulu ranimer son ardeur; il ne voulut plus s'exposer aux fatigues d'une nouvelle campagne : désespérant de pouvoir replacer un Bour-

bon sur le trône français, et voyant sans peine l'Autriche, sa rivale, s'affaiblir, après avoir posé les armes, le roi de Prusse avait accepté la paix signée pour lui à Bâle, le 16 germinal an 3 (5 avril 1795), par le comte d'Hardenberg. (46)

On avait lieu de croire que ce traité conclu entre la Prusse et la France déterminerait la plupart des états de l'Empire germanique à se ranger sous la bannière prussienne, pour traiter avec le gouvernement français; mais il n'y eut que le landgrave de Hesse-Cassel, qui avait des troupes, de l'argent et des liaisons intimes avec la cour de Berlin, qui osa suivre son exemple, et signer un traité de paix le 11 fructidor an 3 (28 août 1795). (47)

Tel fut le dénouement de ces importantes négociations : si elles n'éteignirent point par-tout le feu de la guerre, elles en calmèrent la violence;

et, quoique l'ambition de l'Angleterre et le ressentiment de la cour de Vienne les aveuglassent encore au point de leur faire espérer de vaincre seuls un peuple qui avait résisté à toute l'Europe, il n'en est pas moins vrai, aux yeux de tout observateur impartial, que le peuple français avait assez de ressources et d'énergie pour maintenir son indépendance, et ne recevoir des lois de personne.

Mais, à la même époque où l'indépendance française paraissait irrévocablement décidée par la victoire, au moment où l'existence des monarchies commençait à devenir un problême, dans le même temps où le comité de salut public négociait avec tant de succès, et réussissait à diminuer tous les jours les forces de la coalition, les factions qui s'entre-choquaient dans l'intérieur, l'ineptie, la mauvaise foi, ou les passions des hommes qui gouver-

naient, empêchaient les intrépides guerriers qui commandaient les démocrates français, de profiter de l'opiniâtreté des rois coalisés pour rendre la révolution universelle.

Après le 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), malgré la chûte de ses tyrans, la convention, qui n'avait pas eu le courage ou les moyens de ramener entièrement la justice à l'ordre du jour, était dans une position très-critique ; elle voyait deux partis violens, qui tendaient également à renverser de nouveau la France, et à la livrer aux vengeances des puissances étrangères, toujours attentives à profiter de ses divisions pour l'accabler. Le parti des anarchistes était resté redoutable et nombreux ; il ralliait sous ses bannières tous ceux que la crainte ou la cupidité avaient engagés à se montrer sur la scène pendant la terreur. Ce parti avait aussi, dans le bas peuple, une

foule de disciples aveugles et de complices intrépides. Après avoir commis la faute de transiger avec les chefs, la convention eût peut-être couru les risques de retomber dans ses chaînes. Le parti des royalistes ardens, plus disséminé, moins hardi, plus divisé, mais non moins inflexible dans ses opinions, plus cruel dans ses projets de vengeance, aveugle dans sa politique, confondant avec mépris, sous le nom de jacobins, les anarchistes et tous ceux qui, les premiers, ayant voulu la liberté, persistaient encore à s'opposer au retour de l'ancien régime; incapable de transiger, n'écoutant que la voix des préjugés et de la vengeance, inaccessible à la raison, était aussi devenu un assez puissant obstacle aux bonnes intentions de la convention régénérée. Ce dernier parti devenait d'autant plus nuisible et dangereux pour les législateurs qui avaient l'intention de répa-

rer les maux auxquels on venait d'être exposé, que, *dès l'instant* où l'on détruisait quelques-unes des lois du régime de la terreur, et où l'on faisait quelque acte de justice, les royalistes, triomphans, animaient le peuple contre ceux qu'il leur plaisait d'appeler des anarchistes, et lui annonçaient le retour de l'ancien régime; dès-lors la crainte s'emparait de l'esprit des patriotes les plus purs, des amis les plus respectables de la liberté : on voyait l'inquiétude se répandre jusque dans les camps, et le parti des hommes exagérés en acquérait de la force.

Ainsi on avait trop écouté la prudence, trop ménagé les partis; le crédit avait souffert, les malheurs s'étaient multipliés, les esprits aigris. La convention semblait retenue dans une inertie révoltante. Cependant elle avait fait rentrer dans son sein les soixante-treize députés incarcérés par l'anar-

chie; elle avait purifié le Panthéon, souillé par les manes de Marat; livré à l'échafaud Lebon, Carrier, Fouquier-Thainville, et cet exécrable tribunal révolutionnaire qui avait sacrifié tant de victimes humaines à la terreur; elle avait fait décréter d'accusation plusieurs des anciens membres du gouvernement décemviral. Mais, en même temps, elle avait placé avec trop peu de distinction, dans ses comités, dans les armées, dans plusieurs places importantes, des démagogues ardens, des patriotes timides et des royalistes bien prononcés. Intimidée ensuite par l'audace des anarchistes, par celle des décemvirs accusés, elle avait commis la faute impolitique de punir arbitrairement, et sous de faux prétextes, ces hommes qui avaient violé si constamment toutes les formes de la justice.

Cette conduite ambiguë et cou-

pable avait réveillé la fureur des partisans de Roberspierre ; *elle était* devenue le signal de la guerre entre les républicains et les anarchistes. Plusieurs députés, qui avaient contribué à la révolution du 31 mai 1793 et à ses suites, craignant la vengeance des députés qui venaient de rentrer, se rallièrent aux débris de la tyrannie décemvirale. On répandit des alarmes dans le peuple, on lui fit craindre la famine et la contre-révolution ; malheureusement il y avait alors une véritable disette ; et, dans plusieurs départemens, les patriotes et les acquéreurs de biens nationaux étaient assassinés, brûlés ou volés.

Le 1er prairial, une troupe nombreuse de furieux et d'artisans égarés, précédés d'une foule de femmes, demandant du pain, se porte vers les Tuileries, force la garde, pénètre dans la salle de la convention, se mêle avec

les députés, les insulte, les menace, demande impérieusement le rappel des décemvirs, et répand l'effroi dans l'assemblée. Déjà l'on voyait briller le fer homicide dont s'étaient armés plusieurs membres de la Montagne, et les assassins qui étaient venus les soutenir; déjà quelques citoyens, victimes de leur courage, étaient tombés sous leurs coups : le président tentait vainement de rétablir l'ordre. Boissy-d'Anglas, bravant tous les dangers, le remplace; et, par sa fermeté, sa contenance et son courage, dignes des temps antiques, il sauve sa patrie du danger qui la menaçait. En vain on l'attaque, on le presse, on le menace; en vain tire-t-on des coups d'armes à feu autour de lui; en vain l'on porte à ses yeux la tête sanglante de son collègue Féraud, il reste immobile; et, présentant seul une digue inébranlable au torrent, il empêche, pendant huit

heures, qu'on prenne aucune délibération. Cette conduite, si digne d'admiration, avait forcé les assassins à un respect involontaire, enchaîné leur furie, et arrêté leurs bras. Les forces du président s'étaient épuisées, sa voix ne pouvait plus se faire entendre; le tumulte augmentait, la crainte s'était emparée du plus grand nombre des représentans du peuple. Les démagogues, enragés, avaient déjà rendu quelques décrets qui faisaient revivre l'anarchie, lorsqu'enfin plusieurs sections de Paris, auxquelles la résistance de Boissy avait donné le temps de s'armer, accoururent délivrer la convention nationale. Le député Legendre et quelques-uns de ses collègues, à la tête des citoyens armés, percent la foule, pénètrent dans la salle, et en chassent les brigands qui s'en étaient emparés. Le lendemain, les anarchis-

tes, furieux de leur défaite, communiquent leur rage à la populace égarée des faubourgs de Paris; une foule immense vient, avec du canon, demander aux législateurs l'organisation de la constitution de 1793. La convention, dans la crainte de voir se renouveler les scènes de la veille, promet d'accéder à ces demandes; le peuple, content, se disperse. Le 3 prairial, les chefs de la sédition font enlever, par les habitans du faubourg Saint-Antoine, les assassins du député Féraud: cette audace fit ouvrir les yeux à la convention nationale. On marche avec un grand appareil militaire contre le faubourg Saint-Antoine; les rebelles, consternés, se soumettent; ils livrent les assassins de Féraud et les chefs de la révolte.

Cette heureuse révolution rendit une entière liberté au parti modéré de

la *convention, qui, dégagé* de ses honteuses entraves, osa enfin vouer au mépris la constitution de 1793, et nommer une commission pour rédiger une constitution plus sage.

FIN DU SECOND LIVRE ET DU TOME PREMIER.

Méridien

No. 8.

Salins

Thun

la Venterie

Mètres

